



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

AVRIL 2024 - n°26

- **Chronologie de l'escalade française depuis le 26 février 2024 (page 3)**
- **Le « Paris Defence and Strategy Forum » de l'Académie de Défense de l'École militaire : l'impérialisme français mobilise son armature intellectuelle pour la guerre européenne contre la Russie (page 7)**
- **L'entrée en scène de l'impérialisme français dans l'affrontement militaire à la suite du choix américain « isolationniste » (page 12)**
- **2022-2024 : les préparatifs français de la guerre européenne contre la Russie (page 16)**
- **La guerre meurtrière en Europe est l'aboutissement inévitable du capitalisme européen meurtrier - 1914 (page 23)**
- **L'expansion du budget communautaire européen militaire et l'objectif de la France de se placer comme leader européen de la guerre à la Russie (page 28)**
- **La première guerre mondiale et ses enseignements (page 32)**
- **L'Union européenne, parcours du syndicat du capitalisme européen (page 55)**
- **Le capitalisme français et la guerre moderne (page 66)**
- **Sur l'alignement pratique de la CGT sur l'Otan (page 72)**
- **La France manœuvre pour mettre l'Arménie sous sa coupe au profit de l'Occident (page 76)**

Il est difficile de poser un constat qui ne soit pas résolument dramatique à voir la tournure des événements. La France s'est littéralement engagée dans une escalade militaire avec la Russie. C'est un mouvement en deux temps, puisqu'il y a dans un premier lieu un soutien militaire à l'armée ukrainienne, puis en perspective une intervention militaire directe dans le cadre d'une « coalition » de pays de l'Otan. Officiellement, ce seront seulement des pays de l'Otan qui seront en guerre, pas l'Otan elle-même. Et ce sera pour « sauver » un pays « démocratique », et l'absence formelle de l'Otan sera la « preuve » du caractère « pacifique » de cette initiative. En réalité, bien entendu, c'est la guerre pour le repartage du monde.

éditorial

Si on regarde les numéros de *Crise* depuis le début, on voit que c'était annoncé. La crise générale débouche sur la guerre impérialiste de repartage du monde. C'est cette compréhension qui avait permis d'annoncer, six mois avant le début du conflit, que l'armée russe irait se confronter au régime ukrainien, et que l'arrière-plan véritable était l'affrontement principal, celui entre la superpuissance impérialiste américaine et son challenger, la superpuissance impérialiste chinoise.

Avec l'entrée de la France dans l'arène, les choses prennent une tournure nouvelle. La France est obligée d'être agressive, c'était une des principales puissances impérialistes dans le monde, et son déclasserment est flagrant. Elle voit dans l'effondrement potentiel de la Russie une opportunité, et elle se précipite... Chaque pays, à l'instar des dominos, bascule ; c'est inévitable, et ce n'est que le début.

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

Chronologie de l'escalade française depuis le 26 février 2024

Tirée du site agauche.org qui la met à jour quotidiennement et ici commentée par nous.

26 février 2024 : conférence à Paris de soutien au régime ukrainien, avec au moins 27 pays représentés au plus haut niveau (la liste n'est pas rendue publique). Emmanuel Macron est le seul présent à la conférence de presse et explique que l'envoi de troupes au sol en Ukraine est une possibilité.

Il a dit entre autres :

« Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumée et endossée des troupes au sol. Mais en dynamique rien ne doit être exclu.

Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre. »

Il est indéniable qu'une nouvelle séquence s'est ouverte ce jour-là. Si, sur le fond, les déclarations d'Emmanuel Macron sont tout à fait conformes à son rôle de dirigeant français exécutant les ordres du suzerain américain, elles furent marquantes de par leur soudaineté et leur radicalité.

Le retentissement fut immédiat, et mondial.

Il faut également souligner l'absence de la liste des dirigeants présents, ainsi que la mise en scène des propos d'Emmanuel Macron. C'est en effet un journaliste du Monde qui a repris une seconde fois la parole pour une question, contrairement à la tradition des questions, et qui plus est tout à la fin, alors qu'Emmanuel Macron a fait semblant de clôturer en disant qu'il n'y avait personne pour une nouvelle question.

29 février 2024 : le Parlement européen vote pratiquement à l'unanimité deux appels contre la Russie, celle-ci devant par passer une étape de « désimpérialisation, décolonisation et refédéralisation ».

Cet épisode particulièrement agressif, sur un mode impérialiste, participe directement de la nouvelle séquence, avec l'objectif maintenant assumé ouvertement du dépeçage de la Russie pour son asservissement. L'Union européenne et son Parlement fictif assume ici parfaitement son rôle de relais politico-culturel de la superpuissance américaine.

Le dépeçage de la Russie a également été littéralement approuvé par le parlement européen le 29 février 2024, avec un texte unanime (ou quasiment) où il est dit que le parlement « est convaincu que la victoire décisive de l'Ukraine peut entraîner de véritables changements dans le système de la Fédération de Russie, notamment désimpérialisation, décolonisation et refédéralisation, tant de conditions nécessaires à l'instauration de la démocratie en Russie ».

7 mars 2024 : le président français Emmanuel Macron reçoit à l'Élysée les chefs des partis politiques ayant une représentation au Parlement, afin de parler de la question ukrainienne.

La « convocation » fût parfaitement respectée ; elle a prouvé s'il le fallait l'absence d'opposition parlementaire en France. Les représentants des partis ont eu pour rôle principalement de relayer la position présidentielle ayant ouvert la séquence, avec la notion très précise d'absence de « lignes rouges ».

Le soutien à l'Ukraine, qui est une injonction américaine, n'est pas remis en cause par les parlementaires, seule la question de l'engagement de troupes françaises fût rejetée par LR, le RN, LFI et le PCF.

Ce rejet, dans un tel contexte, renforce évidemment la position présidentielle, qui se veut au-dessus du lot, sachant la conduite à tenir, ayant les informations et le sens des responsabilités, etc.

Fabien Roussel du PCF, tout à fait aligné sur Emmanuel Macron a précisé que « toutes les forces politiques » sont d'accord sur l'objectif qui est « que nous ne voulons pas que la Russie gagne, que tout doit être fait ». Seulement, ajouta-t-il, « notre seul sujet de divergence, ce sont les moyens que nous y mettons ».

8 mars 2024 : le ministre français des Armées Sébastien Lecornu annonce que des armements français seront directement produits en Ukraine. Il mentionne l'entreprise KNDS (qui produit des munitions, les canons Caesar et des véhicules militaires). Sont également concernés le producteur de véhicules Arquus et le fabricant de drones Delair.

11 mars 2024 : l'institut suédois SIPRI fournit son rapport sur les ventes d'armes, où la France est le second exportateur mondial pour la période 2019–23.

Ces épisodes ont une résonance particulière dans cette nouvelle séquence. Il s'agit dorénavant de la préparation *effective* à l'affrontement avec la Russie.

12 mars 2024 : l'Assemblée nationale vote en faveur de l'accord bilatéral franco-ukrainien (signé le 16 février 2024), par 372 voix pour, 101 abstentions et 99 voix contre.

13 mars 2024 : le Sénat vote en faveur de l'accord bilatéral franco-ukrainien, par 293 voix pour, 11 abstentions, 22 contre.

Ces votes sont le prolongement de la convocation du 7 mars. C'est l'Union sacrée en France pour la guerre contre la Russie. Les votes « contre » du PCF et de la France insoumise sont fictifs, ils ne reflètent ni ne relaient aucune opposition au soutien à l'Ukraine, qui est la seule position possible pour s'opposer à la guerre imposée par la superpuissance américaine.

14 mars 2024 : le président français Emmanuel Macron accorde une interview au « 20 heures » des chaînes TF1 et France 2. Il y présente la Russie comme un « adversaire ».

15 mars 2024 : réunion à Berlin du chancelier allemand Olaf Scholz, du premier ministre polonais Donald Tusk et du président français Emmanuel Macron, annonçant des mesures de soutiens militaires au régime ukrainien.

16 mars 2024 : le quotidien *Le Parisien* publie une interview d'Emmanuel Macron effectuée lors de son retour de Berlin. « Peut-être qu'à un moment donné – je ne le souhaite pas, n'en prendrai pas l'initiative –, il faudra avoir des opérations sur le terrain, quelles qu'elles soient, pour contrer les forces russes. »

Le Président français, qui a parfaitement orchestré la nouvelle séquence, déroule maintenant le récit de la préparation de l'engagement armée de la France contre la Russie. Ses propos ne souffrent d'aucune ambiguïté :

« Pour avoir la paix en Ukraine, il ne faut pas être faible. Il nous faut lucidement regarder la situation et il nous faut avec détermination, volonté, courage dire que nous sommes prêts à mettre les moyens pour atteindre notre objectif qui est que la Russie ne gagne pas. »

D'après le journal *Le Monde*, organe de presse favorite du régime pour ce qui est de la propagande à destination des bourgeois intellectuels, Emmanuel Macron aurait également dit en février :

« De toute façon, dans l'année qui vient, je vais devoir envoyer des mecs à Odessa ».

19 mars 2024 : le chef d'Etat-major de l'armée de Terre Pierre Schill explique dans une tribune dans le quotidien *Le Monde* que l'armée de terre « est prête » et disposée à prendre la tête d'un corps d'armée de coalition de 60 000 hommes, alors qu'en Russie le chef des services secrets extérieurs annonce l'envoi de 2000 soldats français en Ukraine, qui seront alors « une cible prioritaire et légitime pour les attaques des forces armées russes ».

24 mars 2024 : dans le cadre de l'attentat islamiste à Moscou, l'État français remet Vigipirate à son plus haut niveau (« urgence attentat »), clairement une opération de propagande psychologique.

26 mars 2024 : conférence de presse du ministre des Armées Sébastien Lecornu avec Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement, et Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, où est annoncée la possible réquisition de l'industrie de l'armement pour renforcer la production, conformément à ce que permet désormais la loi de programmation militaire 2024-2030.

La réquisition est un choix particulièrement marquant, car c'est une option indispensable pour une économie de guerre, elle-même condition sine qua non d'un engagement armé de grande ampleur.

Il a dit :

« Pour la première fois, je n'exclus pas d'utiliser ce que la loi permet au ministre et au délégué général de l'armement de faire. C'est-à-dire si le compte n'y était pas en matière de cadences et de délais de production, de faire des réquisitions le cas échéant. »

28 mars 2024 : voyage secret jusqu'au dernier moment à Kiev de la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, accompagnée d'une délégation du groupe parlementaire européen libéral Renew Europe, dont la présidente Valérie Hayer est également tête de liste pour la majorité présidentielle aux élections européennes; la première a souligné que « nous ne mettons pas de limite a priori à notre engagement » et que « rien n'est a priori exclu de ce qui pourrait se révéler nécessaire », la seconde a dit que le soutien français était « inébranlable », « aussi longtemps qu'il faudra », « quoi qu'il en coûte ».

Le régime français est dorénavant en roue libre, assumant de manière acharnée et furieuse l'agressivité contre la Russie.

30 mars 2024 : Anne Hidalgo, maire de Paris, se rend à Kiev où elle affirme que « Je veux dire aux athlètes russes et aux (athlètes) biélorusses qu'ils ne sont pas les bienvenus à Paris et dire aux athlètes ukrainiens et à l'ensemble du peuple ukrainien que nous les soutenons de façon très active, très forte » .

Le Premier ministre polonais Donald Tusk affirme lors d'une interview à la presse occidentale que « Cela semble dévastateur, surtout pour la jeune génération, mais nous devons nous habituer au fait qu'une nouvelle ère a commencé: l'ère de l'avant-guerre. Je n'exagère pas » et que « Le plus inquiétant en ce moment est qu'absolument tous les scénarios sont possibles ».

31 mars 2024 : dans une interview au quotidien *La Tribune*, le ministre des armées Sébastien Lecornu annonce que la France allait fournir au régime ukrainien un nouveau lot de missiles Aster 30 et des centaines de véhicules de l'avant blindé.

1er avril 2024 : le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné se rend à Pékin, rencontrant son homologue Wang Yi et le Premier ministre Li Qiang, et demande que la Chine cesse son soutien à la Russie (« *Nous attendons de la Chine qu'elle passe des messages très clairs à la Russie* ») afin que s'établisse un « rapport de force favorable à l'Ukraine ».

Cet épisode, insignifiant sur le fond, car la Chine est évidemment en concurrence avec les plans de la superpuissance américaine dont elle est le challenger, a un but très précis : définir la guerre mondiale pour le repartage du monde, en précipitant la constitution des deux blocs opposés (chinois et américains). Ce n'est, bien entendu, pas une opération consciente et planifiée, mais le produit de l'emballement consécutif à la nouvelle séquence ouverte par le président français le 26 février.

2 avril 2024 : le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken se rend en France, visitant l'usine Nexter avec le ministre des Armées Sébastien Lecornu, faisant une conférence de presse avec le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné, rencontrant finalement le président Emmanuel Macron.

Le suzerain américain est venu directement donner les ordres au vassal français, en commençant par l'armée puis le dirigeant politique.

3 avril 2024 : le Chef d'état major de l'armée de terre Pierre Schill explique lors d'un long entretien sur France culture que l'intention d'Emmanuel Macron « *est la perspective de franchir une marche supplémentaire dans l'aide à l'Ukraine* ».

Le ministre français des Armées Sébastien Lecornu s'entretient au téléphone avec son homologue russe Sergueï Choïgou pour la première fois depuis octobre 2022, et souligne que la France « continuera de soutenir l'Ukraine aussi longtemps et aussi intensément que nécessaire ».

4 avril 2024 : à la suite de l'entretien téléphonique de la veille, la Russie affirme espérer que la France n'a rien à voir avec l'attentat islamiste à Moscou, ce qui amène le président français Emmanuel Macron à dénoncer des commentaires « baroques et menaçants ».

Emmanuel Macron réagissait au propos russe disant :

« Le régime de Kiev ne fait rien sans l'aval de ses superviseurs occidentaux. Nous espérons que, dans ce cas, les services secrets français ne sont pas derrière cela ».

La rupture est définitivement consommée entre la France et la Russie, malgré les positions initiales de prudence des deux pays l'un envers l'autre, ainsi que les appels du pied récurrent de la part du régime russe à une opposition de type nationaliste et pro-russe en France.

5 avril 2024 : la tête de liste PCF pour les Européennes, Léon Deffontaines, est interviewé par Franceinfo où il affirme que « Moi, je suis favorable, et on l'a toujours dit, à aider les Ukrainiens militairement, à se défendre, et il faut regarder bien sûr les besoins qu'ils ont, et il faut qu'on regarde bien évidemment en fonction des besoins du front ukrainien. Il faut cesser à tout prix, à tout prix, que les Russes continuent d'avancer ».

C'est typique de la démagogie de la « gauche » parlementaire française, qui prétend être dans l'opposition en critiquant l'envoi de troupes contre la Russie, mais appelle en même temps à un soutien unilatéral à l'Ukraine, ce qui revient au même. Ce qui, bien entendu, est un alignement total sur les intérêts américains, par le prisme de l'Otan.

8 avril 2024 : le ministre français des Affaires étrangères Stéphane Séjourné, depuis Abidjan, affirme qu'une rupture de contact avec la Russie est nécessaire. Il prend pour prétexte de dénoncer les comptes rendus russes des discussions qui seraient mensongers. Il explique qu'il n'y aura pas de retour à la normale avant une évolution sur le terrain militaire pour l'Ukraine.

En faisant cela, la diplomatie française cherche à pousser la Russie dans ses retranchements, en marquant au fer rouge le point de non retour exprimé par Emmanuel Macron le 26 février. Le fait que cela soit prononcé depuis l'Afrique de l'Ouest est également plein de sens, compte tenu de la concurrence dans cette région du monde entre la France et la Russie. ■

Le « Paris Defence and Strategy Forum » de l'Académie de Défense de l'École militaire : l'impérialisme français mobilise son armature intellectuelle pour la guerre européenne contre la Russie

En 2019, l'armée française mettait sur pied la « red team », un groupe de travail composé d'auteurs de science-fiction en lien l'Université Paris Sciences & Lettres, chargé de réfléchir aux scénarios possibles de la guerre du futur. Cela traduisait une préoccupation croissante pour l'adaptation des armées aux conflits de haute intensité.



L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a depuis fourni un terrain d'expérimentation concret pour les scénarios d'une guerre moderne au XXIe siècle. Le troisième et dernier scénario de la « red team » a d'ailleurs été rendu en juin 2023.

Ce qu'il s'agit de réaliser maintenant n'est plus d'envisager des « scénarios », mais de préparer la guerre sur le plan intellectuel. De la « penser » dans sa dimension concrète. De la même manière que le complexe militaro-industriel se centralise autour de la DGA, les forces intellectuelles spécialisées dans les questions militaires doivent être unies, centralisées et coordonnées. Il s'agit de fournir toute l'armature idéologique au bon déroulement de la mise en place d'une guerre de haute intensité.

Dans cet objectif, le 26 octobre 2023 a été officialisée l'Académie de défense de l'École militaire (« Academ ») qui regroupe 21 instituts de recherche, avec à sa tête Benoit Durieux, général de corps d'armée, également directeur de l'IHEDN et de l'enseignement militaire supérieur.

Dans les organismes de recherche, on retrouve notamment l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI), l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), le Centre de formation des dirigeants de la Gendarmerie (CFDG), le Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE) et le Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC).



Un tel rassemblement d'organismes de recherche militaire, dans une même structure et dans un même lieu, est un pas de plus fait dans le sens de la centralisation du militarisme.

Les différents centres de la recherche militaire rattachés à différents ministères, sont restés séparés et cloisonnés à l'instar de ce qui s'est passé pour les armées et les industries d'armement jusqu'à leur centralisation autour de la Direction ministérielle de l'armement (DMA) en 1961, devenue ensuite DGA en 1977.

Il n'en a pas été de même pour les centres de réflexion, reflet d'un point de blocage non surmonté, qui connut un second échec dans les années 1990.

Cette centralisation suit tout un parcours commencé par le maréchal de Saxe qui fonda au XVIII^e siècle l'École militaire, puis le général Foch en 1911 avec le Centre des Hautes Études Militaires.

La centralisation de cette vingtaine d'organismes de réflexion dans une seule et même « Academ » en octobre 2023 constitue donc un tournant historique, ce qui atteste dans la remontée en puissance du militarisme dans le contexte de la guerre en Ukraine. Le 16 février 2023 se tenait d'ailleurs le colloque « Guerre en Ukraine : un an après, quelles leçons » qui préfigurait déjà l'« Academ » puisqu'elle rassemblait de nombreux organismes réunis dans cette dernière.

Lors de son lancement officiel, le ministre des Armées Sébastien Lecornu y a tenu un discours dans lequel il a souligné :

« Il faut aussi se dire la vérité, il y avait urgence à opérer ce décloisonnement sur le triptyque formation, recherche, doctrine (...).

Ce cloisonnement commençait à nous affaiblir et je m'en suis rendu compte au moment de la loi de programmation militaire (...) au regard des circonstances du monde, des menaces telles qu'elles pouvaient peser sur la nation française il y avait un décalage important entre le débat et la réalité du monde. »

L'espoir est de ré-impulser une pensée stratégique autonome sur le modèle du gaullisme des années 1960. L'idée est clairement de conserver une part du gâteau de l'Occident sous hégémonie des États-Unis avec en vue le retour du conflit militaire ouvert. Ainsi, dans ce même discours, Sébastien Lecornu déclarait :

« Ouverture à l'international, c'est évidemment l'autre urgence. C'est vrai dans les milieux otaniens dans lesquels j'estime que la France n'occupe pas toujours le rôle que nous devrions avoir.

Mon gaullisme est connu, donc aussi pour une position très autonome de l'Otan pour être honnête, mais pour être autonome il faut qu'elle soit forte. Et pour qu'elle soit forte, cela veut dire qu'il faut être bon dans la manière d'occuper les postes mais aussi dans la manière de produire des idées.

Dans une machine (*Otan*) qui a quand même fait beaucoup de diplomatie depuis la dissolution du pacte de Varsovie, et qui va devoir de nouveau refaire du mili (*militaire*) et donc aussi de la doctrine militaire. »

Pour cela il faut remobiliser l'appareil idéologique militaire en vue de la mobilisation tout court :

« On n'est jamais mort d'une indigestion de trop d'idées et globalement ce qui nous guette à nous autres quand on est aux affaires, que l'on soit chef militaire ou responsable politique ou chef civil, c'est au contraire de manquer de créativité et de nous assécher avec le temps (...).

Je pense aussi qu'il y a urgence parce qu'il faut qu'on intéresse aussi notre jeunesse à ces questions et qu'évidemment la locomotive qu'Academ va constituer nous permettra aussi d'imaginer des projets peut-être plus populaires, plus grand public, plus régionaux (...). Il en va aussi de l'acceptabilité politique et sociétale des dépenses militaires qui sont quand même désormais sans précédent avec ces 413 milliards d'euros. Il en va aussi de la fameuse résilience des forces morales dont vous allez consacrer du temps pour un colloque prochainement. »

La recherche stratégique bénéficie d'un boom de 40 % par rapport à la précédente LPM avec un budget avec 77 millions d'euros. L'Academ a donc réalisé son premier colloque le 28 novembre 2023 sur le thème des « forces morales de la nation », si chère à l'armée française, preuve de l'accélération des dispositifs de préparation de la guerre, notamment dans le rapport à l'opinion publique.

On retrouvait dans ce premier colloque deux tables rondes autour de « l'engagement de la société civile en faveur des forces armées » et « des évolutions des modèles d'engagement citoyen ». Dans son discours de clôture, le président Benoit Durieux a résumé ce qui constitue à ses yeux les « forces morales de la nation » :

- « Et en France, si on prend un peu de recul, nous avons toutes les raisons d'avoir le moral. Arrêtons de nous regarder et regardons plutôt à l'extérieur.
- nous avons un des pays les plus riches du monde dans le continent le plus riche.
- une culture extraordinaire,
- un climat tempéré,
- des scientifiques de très haut niveau,
- une langue subtile,
- la 2e ZEE au monde,
- une des meilleures armées du monde !

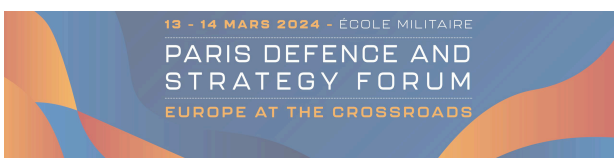
- Plus encore, les forces morales de la nation, c'est sans doute d'abord :
- Pouvoir frémir au souvenir de Bouvines et de Valmy
 - Ressentir de la tristesse avec Baudelaire et de l'envie d'aventure avec Rimbaud
 - Pleurer quand Notre-Dame brûle et rire quand Coluche fait le pitre
 - Et se délecter d'un bon Bordeaux avant de chanter avec Johnny

Les forces morales de la nation et celles d'une armée ne sont donc pas sans points communs : la nécessité de la morale et du moral, par exemple. »

Voilà où en est rendu un haut cadre dirigeant de la bourgeoisie française... Enrober toute la conception impérialiste du monde dans un mélange d'esprit beauf et d'un pseudo romantisme sans aucune envergure.

Par là, on voit bien que la bourgeoisie française vit de ses acquis du siècle passé et qu'elle prétend à sa place dans monde tout en n'en n'ayant plus les moyens, à commencer par ceux intellectuels.

En sus, c'est la parfaite illustration que le capitalisme français est le maillon faible de la chaîne, se lançant entièrement dans la guerre contre la Russie. L'espoir est de se relancer comme leader de l'Otan, alors que les États-Unis pourraient se retirer partiellement de l'Alliance et laisser une place vacante en Europe.



Le véritable coup de lancement de l'Academ est donc la tenue les 13 et 14 mars 2024 à Paris d'une sorte de conférence internationale sur la sécurité baptisée « Paris defence and strategy forum » sur le thème « l'Europe à la croisée des chemins ».

L'enjeu est d'analyser « la nouvelle donne militaire dans les champs terrestre, naval, aérien et spatial » et, pour l'Europe, d'« envisager des perspectives pour son architecture de défense et de sécurité ».

Dans un point presse du ministère des Armées du 7 mars 2024, Benoit Durieux présente la chose ainsi :

« Non seulement le monde d'avant le 24 février 2022 n'est plus, mais je crois que le monde du printemps 2022, celui où nous pouvions considérer peut-être que ce ne serait qu'un mauvais moment vite oublié n'est plus non plus.

La Russie apparaît objectivement comme un péril pour l'Europe et sa survie vient dans un monde où les repères se brouillent.

Le brouillage des repères ce sont les déclarations de Donald Trump, c'est la conséquence des moyens nouveaux de l'intelligence artificielle cruciale pour la désinformation, c'est un monde où de nombreux pays trouvent normal de ne pas condamner l'agression russe. »

C'est la préparation intellectuelle de la guerre européenne contre la Russie et de l'après-guerre sous l'égide de la France.

Se sont donc déroulés 68 interventions avec 215 intervenants venus des 5 continents, dont 82 diplomates, 22 ambassadeurs en poste, 26 officiers généraux étrangers, 120 officiers généraux français, 22 PDG d'entreprises du complexe militaro-industriel, comme Thales, Nexter, Naval Group, Ariannospace, MBDA, etc., pour 2500 participants retransmis par plus de 60 journalistes.

Parmi l'ensemble des invités, on notera la présence du directeur de la DGA, Emmanuel Chiva, les trois chefs d'état-major des armées de terre, de la marine et de l'air et de l'espace, respectivement Pierre Schill, Nicolas Vaujour et Stéphane Mille, le président du Comité militaire de l'Union européenne (CMUE) le général Robert Brieger.

Il y a également eu les deux présidents des commissions de défense de l'Assemblée nationale et du Sénat, respectivement Thomas Gassilloud et Cédric Perrin.



Il faut ajouter la présence de membres des parlements britanniques, allemands, italiens, d'André Loesekrug-Pietri de l'agence de financement européenne des technologies de rupture.

Symbole du climat guerrier installé d'entrée de jeu dans cette conférence, il y a eu la présence en tant qu'invité d'honneur, pas moins, du président lituanien, Gitanas Nausėda, qui compte parmi les forces les plus bellicistes en Europe et a prononcé le discours d'ouverture.

Et à l'occasion de la clôture de cette conférence, le chef d'état-major Thierry Burkhard a prononcé un discours martial non pas en tenue officielle, mais revêtu d'un treillis militaire !

On remarquera également l'intervention du major-général de la gendarmerie André Pétillot à propos des « grandes menaces sécuritaires de type non-militaires » avec notamment une attention portée sur la dimension répressive de la contestation anti-guerre :

« Les rétroactions, c'est-à-dire sur notre territoire toutes les actions qui seraient de nature à empêcher un engagement de nos armées à l'extérieur du territoire national.

En les obligeant à se mobiliser dans une telle proportion sur le territoire qu'elle ne pourrait plus se déployer dans de bonnes conditions.

On peut citer les atteintes à la fourniture d'énergie, tout ce qui est service bancaire, santé, transport, service numérique en général deuxième grand type de menace, la menace terroriste, dont l'ultra-droite est citée, troisième grande domaine, les violences collectives et les radicalités violentes. »

Le discours d'ouverture a été prononcé par le président de l'Academ, Benoit Durieux. Il y a déclaré notamment :

« Je veux vous dire ce matin que jamais depuis quarante ans l'Europe n'a été dans une situation plus menaçante et plus tragique que celle où nous sommes".

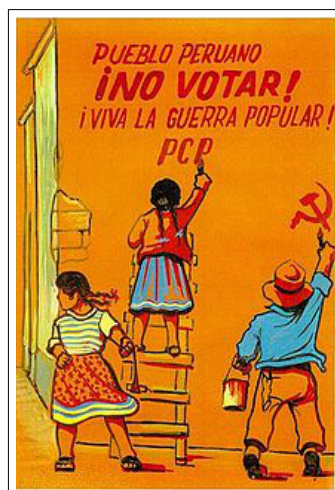
Ces phrases, Jean Jaurès les prononça dans un discours du 25 juillet 1914. Une semaine plus tard, l'Europe était en guerre et Jaurès était assassiné.

Aujourd'hui, cela fait plus de deux ans que la Russie agressait l'Ukraine ; cela fait plus de cinq mois que le Hamas attaquait Israël, et les mots de Jaurès résonnent étrangement dans cet amphithéâtre. »

La bourgeoisie française met donc les bouchées double pour préparer la guerre : tel est le sens de l'Academ et du « Paris defence and strategy forum » qui prévoit déjà une seconde édition en mars 2025.

Cela rend les choses très claires. Croire qu'Emmanuel Macron se serait lancé tout seul dans une initiative militariste relève du mensonge ou de la naïveté. La militarisation est un processus objectif, dont on peut voir les contenus concrets, les initiatives sur le long terme.

On parle ici d'une stratégie ! Et notre stratégie, c'est d'être contre leur stratégie ! ■



L'entrée en scène de l'impérialisme français dans l'affrontement militaire à la suite du choix américain « isolationniste »

Pourquoi la France est-elle intervenue de manière si volontaire, si brutale, dans l'affrontement militaire entre la Russie et l'Ukraine ? C'était inattendu de la part de l'opinion publique et de l'élite capitaliste elle-même. La France, traditionnellement, cherche des bons rapports avec la Russie et a toujours cherché à jouer le rôle d'entremetteuse. Lors du début du conflit militaire en 2022 en Ukraine, le président français Emmanuel Macron avait parlé de ne pas chercher à humilier la Russie, etc.

Cependant, la France n'est qu'un satellite de la superpuissance impérialiste américaine. Et cette dernière a décidé que ce serait aux puissances européennes de la remplacer dans le soutien à l'Ukraine. Ce qui a joué, c'est bien entendu l'explosion de la situation au Moyen-Orient avec l'initiative assassine du Hamas et la réponse meurtrière de l'État israélien. Si les foyers se multiplient, la superpuissance impérialiste américaine va perdre sa capacité d'action contre son concurrent chinois et cela est vu comme inacceptable.

Cela s'associe à l'élection présidentielle américaine. Peu importe que Donald Trump gagne ou pas cette élection, sa ligne s'est déjà imposée stratégiquement. La conceptualisation de cette ligne revient à la Heritage Foundation, l'un des principaux think tanks américains. On peut consulter à ce sujet les... 920 pages du pdf « Project 2025 », d'avril 2023, qui fournissent les positions dans tous les domaines des « promesses conservatrices ».

Le lien pour le pdf : https://thf_media.s3.amazonaws.com/project2025/2025_MandateForLeadership_FULLL.pdf

Le mot d'ordre qu'on y trouve, c'est l'autonomie américaine. Si on veut, pour cette ligne agressive, il est hors de question d'autoriser des interactions qui risqueraient, à terme, de relativiser l'hégémonie américaine. Pour prendre un exemple parlant, il suffit de prendre le fameux mur entre les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Mexique. En effet, le Mexique est également une fédération, et cela a toute son importance. Comme on le sait, aux États-Unis d'Amérique, pour les républicains, le mur a une importance centrale, alors que pour les démocrates il faut en repousser l'idée au profit d'une acceptation de l'immigration.

L'immigration permet, en effet, une main d'œuvre à bas prix, et ce sur plusieurs générations, avec qui plus est une réactivation idéologique du « rêve américain » et une relance par en bas du capitalisme puisque les immigrés veulent faire carrière. Les démocrates, qui sont pour la « modernité » capitaliste, sont ainsi de la même manière les porteurs de l'idéologie LGBT.

Seulement, comme on le sait le Sud des États-Unis d'Amérique appartenait au Mexique. Et l'immigration mexicaine se concentre dans ces États. S'il y avait affaiblissement des États-Unis d'Amérique comme superpuissance mondiale, que se passerait-il ? Il y aurait un pouvoir central incapable de manœuvrer les États fédéraux comme il se doit, et une révolte « latino » serait tout à fait possible.

Un basculement d'États fédéraux majoritairement hispanophone et latino vers les États-Unis du Mexique dans le cadre d'un effondrement des États-Unis du Mexique est un cauchemar stratégique tout à fait plausible. D'où l'idéologie du mur pour séparer les États-Unis du Mexique.

Si on ajoute à cela que le fentanyl tuant massivement aux États-Unis est produit par les cartels mexicains au moyen d'éléments chimiques importés de Chine... alors la boucle est bouclée. L'affirmation anti-mexicaine est un ressort essentiel pour l'affirmation « autonome » de la superpuissance impérialiste américaine. On a ici un excellent exemple de l'isolationnisme de Donald Trump, qui on l'aura compris, n'est en fait pas un isolationnisme, mais l'affirmation de l'autonomie complète de la base centrale américaine dans le cadre de son hégémonie mondiale.

C'est considéré comme la seule démarche viable, alors que la superpuissance américaine est à 100 % de son PIB pour sa dette en expansion massive depuis l'ouverture de la crise en 2020. On parle ici de 34 580 milliards de dollars (davantage que les PIB réunis de la Chine, du Japon, de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni).

Voilà pourquoi également Taïwan prend une dimension tout à fait particulière. Car la seule menace réelle à l'hégémonie américaine, c'est la superpuissance chinoise, qui élève toujours plus ses niveaux économique, militaire, financier, etc. La *Heritage Foundation*, en avril 2024, présente de la manière suivante l'importance de Taïwan :

« Une occupation chinoise de Taïwan permettrait à la Chine de briser la « première chaîne d'îles » s'étendant du Japon à l'Indonésie, qui constitue la première ligne de défense américaine dans le Pacifique. Cela permettrait à la Chine de menacer plus directement les États-Unis et leurs alliés.

Une saisie chinoise de Taïwan lui donnerait le contrôle de l'offre mondiale de semi-conducteurs et, avec elle, un effet de levier inacceptable sur les États-Unis. Taïwan produit plus de la moitié des semi-conducteurs du monde et plus de 90 % des puces les plus avancées.

Les économies américaine et mondiale seraient probablement dévastées par tout conflit autour de Taïwan. Un rapport récent estime qu'un tel conflit pourrait coûter plus de 10 000 milliards de dollars, soit 10 % de l'économie mondiale. Le coût réel pourrait être encore plus élevé.

Préserver la paix entre les deux rives du détroit nécessite à la fois de renforcer la dissuasion et d'éviter de modifier le statu quo diplomatique. Une action visant à résoudre définitivement le statut diplomatique de Taïwan pourrait par inadvertance déclencher le conflit que l'Amérique est déterminée à prévenir. La politique américaine doit plutôt rester axée sur la dissuasion d'une action militaire chinoise contre Taïwan et sur le maintien du statu quo.

Ne pas défendre Taïwan soulèverait des doutes sur l'engagement américain en faveur de la sécurité régionale, affaiblissant les alliances de sécurité américaines et encourageant la Chine à agir de manière plus agressive dans sa quête de domination régionale. »

C'est la raison pour laquelle l'isolationnisme américain est conservateur : il est obligé de dénoncer ceux qui ont profité de la mondialisation avec la Chine, car naturellement on ne trouve ici nulle volonté de rompre avec elle. Le discours anti-élite, anti-moderne de Donald Trump correspond au besoin stratégique d'aller à l'affrontement avec la superpuissance chinoise. Voici ce qu'on lit notamment dans « Project 2025 » :

« Pendant trente ans, les dirigeants politiques, économiques et culturels américains ont adopté et enrichi la Chine communiste et son Parti communiste génocidaire tout en vidant la base industrielle américaine.

Ce qui aurait pu commencer avec de bonnes intentions est maintenant clair. Le commerce sans entraves avec la Chine a été une catastrophe. Il a fait qu'une poignée d'entreprises américaines a fait d'énormes profits tout en détournant leurs incitations commerciales loin des besoins du peuple américain.

Pendant une génération, les politiciens des deux partis ont promis que l'engagement avec Pékin renforcerait notre économie tout en injectant des valeurs américaines en Chine.

C'est le contraire qui s'est produit. Les usines américaines ont fermé. Les emplois ont été externalisés. Notre fabrication industrielle a été financiarisée.

Et pendant tout ce temps, les entreprises qui en profitaient ont échoué à exporter nos valeurs de droits de l'homme et de liberté ; ils ont plutôt importé les produits chinois aux valeurs anti-américaines avec leurs C-suites [les managers, principalement les chief executive officer (CEO), chief financial officer (CFO), chief operating officer (COO) et chief information officer].

Même avant l'essor des Big Tech, Wall Street ignorait le vol en série par la Chine de la propriété intellectuelle américaine. Il a carrément salué la suppression des emplois dans le secteur manufacturier américain (« Apprenez à coder ! » jubilaient-ils). Ce n'était que le prix du progrès.

L'engagement était à chaque étape le projet de Pékin, pas celui des États-Unis. Le Parti communiste chinois (PCC) a dicté ses conditions, pour ensuite les rompre à chaque fois qu'il le souhaitait que cela lui convenait.

Ils ont volé notre technologie, espionné notre peuple et menacé nos alliés, le tout avec des milliards de dollars de richesse et de puissance militaire financés par leur accès à notre marché. Vint ensuite l'essor des Big Tech, qui contribuent désormais moins à l'économie américaine qu'à un outil du gouvernement chinois.

En échange d'une main-d'œuvre bon marché et d'un traitement réglementaire spécial de la part de Pékin, les plus grandes entreprises technologiques américaines transmettent des données sur les Américains au PCC.

Ils remettent de la propriété intellectuelle sensible dotée d'applications militaires et de renseignement pour maintenir l'afflux d'argent. Ils laissent Pékin censurer les

utilisateurs chinois sur leurs plateformes. Ils ont laissé le PCC définir leurs politiques d'entreprise concernant les applications mobiles.

Et ils interfèrent avec les priorités politiques de notre rival à Washington. L'un des aspects du modèle économique des grandes entreprises technologiques est la compétitivité américaine à l'ancienne et l'innovation technologique qui change le monde ; mais de plus en plus, cet aspect de ces entreprises est éclipsé par leur rôle d'opérateurs au service lucratif des entreprises du plus dangereux ennemi international de l'Amérique. »

Cette rhétorique peut étonner, dans sa brutalité, mais il faut bien comprendre que puisqu'il n'y a absolument aucune menace révolutionnaire interne aux États-Unis, on aboutit à une situation où c'est le maintien de l'hégémonie qui devient la seule chose qui compte.

Et c'est là où intervient la France. Elle prend le « relais » de la superpuissance impérialiste américaine, qui vise à se consacrer à la Chine. Naturellement, l'impérialisme français n'est pas en mesure de remplacer à elle toute seule le soutien américain au régime ukrainien. C'est pour cela qu'il y a une coalition, dont la France prend la tête.

Ses partenaires les plus agressifs, et donc les plus fiables, sont la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Tchéquie, la Roumanie tandis que l'Allemagne est le partenaire majeur, mais ici les contradictions inter-impérialistes ont tendance à prendre le dessus. L'impérialisme britannique, qui ne semble pas de la partie ici, attend également en embuscade. Ce à quoi il faut s'attendre, c'est une intervention britannico-polonaise au Nord de l'Ukraine, et franco-roumaine dans le Sud.

Mais n'anticipons pas. Il faut déjà saisir la séquence en cours et son importance. La sinistre partie impérialiste ne fait que commencer. ■

La bourgeoisie va chercher à former, à tous les niveaux, un pacte corporatiste afin de soumettre les masses populaires au préalable divisées. Inversement, la classe ouvrière est la classe opprimée. De ce fait, c'est par la recomposition de la classe que se condense, de manière inversée à la bourgeoisie, le rapport de force devant aboutir à l'État socialiste. Cette recomposition a comme substance l'autonomie prolétarienne, le refus de tout ce qui sert le pacte corporatiste que la bourgeoisie veut mettre en place. Mais ce n'est pas tout : l'appareil d'État connaît également de profondes modifications.

Ce qui se passe, dialectiquement, c'est que certains secteurs capitalistes profitent avant tout de la restructuration, tandis que d'autres profitent avant tout de la tendance à la guerre, parce qu'ils ont déjà atteint un niveau monopoliste tellement parasitaire que la restructuration devient secondaire pour eux.

Or, ce sont les secteurs monopolistes qui tendent à l'emporter, et avec eux la tendance à la guerre. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de restructuration en général. Mais les monopoles partent à la conquête de l'État, ils en prennent le contrôle, avec comme but un capitalisme monopoliste d'État comme force de frappe impérialiste, capable de mobiliser pour la guerre. Cela implique que l'appareil d'État va changer de forme et de personnel, afin de se plier toujours plus entièrement aux exigences des monopoles. C'est un aspect essentiel, car cela veut dire que la fascisation accompagne la restructuration de l'État en général.

Crise – Février 2021

La tendance à la guerre sera-t-elle le terrain de la restructuration dans la seconde phase de la seconde crise générale du capitalisme ?

2022-2024 : les préparatifs français de la guerre européenne contre la Russie

La loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 a été contrainte de recalibrer l'armée française en raison du retour de l'affrontement inter-impérialiste initié en Ukraine. Bien que la LPM précédente marquait déjà un virage en direction du retour de la haute intensité, le début du conflit est intervenu justement l'année où devait commencer l'écriture du projet militaro-industriel pour les six prochaines années. Il a donc été marqué une accélération du processus voulue par le président Macron.

Pour illustrer cela, il faut noter que le traditionnel livre blanc précédant l'écriture des LPM n'a pas été écrit, cette étape a été sautée pour plus d'efficacité. Pour la puissance française, le temps presse alors que la vision de la guerre moderne est en train d'être reconfigurée par l'épreuve du terrain en Ukraine.

Ainsi en juin 2022 Emmanuel Macron inaugurait le salon vitrine de l'industrie militaire française Eurosatory en déclarant :

« Je pense que nous devons tous à cette occasion et dans les temps qui viennent en tirer les conséquences, celle aussi d'une entrée dans une économie de guerre ».

En deux ans à peine, le virage a été pris, c'est particulièrement rapide, même si jamais assez pour les va-t-en-guerre, compte tenu de l'accélération de l'engrenage guerrier en cours.

C'est que la France dispose d'une organisation particulière de son complexe militaro-industriel, permettant d'enlever des garde-fous, de griller les étapes par la voie politique en la personne du président de la République. Cela donne à partir de 2022, une mise en branle politique et industrielle au service du militarisme.

Dans l'article « Vers l'économie de guerre » paru dans la revue Crise n°21 de Juillet 2022, il était affirmé que :

« Il faut avoir conscience que ce que les États du capitalisme appellent le secteur de la défense n'est pas un aspect isolé de leur appareil productif, c'est un domaine complètement intégré à leur dispositif de production (...).

La France possède aussi ce genre d'armature structurelle appuyant le complexe militaro-industriel et sa capacité à se moderniser depuis au moins les débuts de la Ve République.

C'est même là un des héritages les plus marquants du gaullisme que d'avoir polarisé de manière nette, voire caricaturale, l'appareil industriel français autour de grands monopoles logistiques, de l'électronique, de la télécommunication, de l'aéronautique et de l'aérospatiale, de la balistique et bien entendu du nucléaire, donnant à l'industrie française une dimension militaire incontournable. »

L'éminence grise de cette armature structurelle c'est la Direction Générale de l'Armement (DGA) avec la devise « Forger les armes de la France ».

C'est elle qui analyse les besoins de l'armée, projette les enjeux futurs, passe les commandes à l'industrie de l'armement pour fournir l'armée française et promeut la production d'armes françaises pour l'exportation.

La mère de la DGA, la « délégation ministérielle pour l'armement » (DMA), avait été créée par le général de Gaulle en 1961 pour superviser la conception et la production des équipements de chaque branche de l'armée. Les entreprises Naval Group et Nexter résultent d'ailleurs de la dénationalisation relative de la production militaire française, auparavant Direction des Constructions Navales (DCN), Groupement Industriel des Armements terrestres (GIAT) qui traduisaient l'organisation de la DGA jusqu'à 1997, par branche « de milieux » (terre, mer, air).

La DGA a évolué à plusieurs reprises, parallèlement aux conjonctures du capitalisme ; en 1977 sa création à partir de la DMA en pleine guerre froide, en 1997 en pleine relance du capitalisme sur les bases de l'effondrement du bloc soviétique social-impérialiste, en 2009 avec la multiplication des interventions dans les pays semi-coloniaux, semi-féodaux et en 2020-2024 avec l'ouverture de la seconde crise générale du mode de production capitaliste.

On est donc passé d'une armée de masse capable de faire face à l'armée soviétique à une armée professionnelle réduite, mais technologique, avec la culture de l'« opex », des opérations extérieures, du maintien de la stabilité des zones d'intérêts économiques de l'impérialisme français. Celle-ci devant, à partir de 2024, basculer à nouveau dans la masse, tout en gardant le technologique.

Emmanuel Chiva, le délégué général pour l'armement, a été nommé le 29 juillet 2022 par Emmanuel Macron à peine un mois après son annonce de la nécessaire mise en place d'une économie de guerre. Il était annoncé alors une grande réforme de la DGA, nommé « plan Impulsion », dans le sens d'une armée et d'une industrie pouvant faire face à un conflit de haute-intensité.

C'est le 1er mars 2024 qu'est entré en vigueur le nouveau texte de loi faisant suite à un an et demi de travail pour réorganiser l'institution. Le texte permet « une force d'acquisition réactive », « une structuration d'une direction de l'industrie de défense », « l'élaboration de la feuille de route RH », « le rapprochement des entités qui collaborent ensemble », tout cela pour relever le « grand défis de l'économie de guerre voulue par le président de la République et le soutien à l'Ukraine », apprend-on de la bouche d'Emmanuel Chiva, dans la vidéo d'officialisation publiée le 4 mars par la DGA.

Il faut bien comprendre que la mise en place de l'économie de guerre relève d'une dynamique qui a largement précédé l'entrée en guerre de la Russie en Ukraine. On a observé ces dix dernières années, un accroissement général des préparatifs de guerre dans les puissances mondiales et leurs satellites dans le cadre de la compétition entre la superpuissance américaine et son challenger chinois.

Du point de vue du mode de production capitaliste, la militarisation de la France et l'invasion russe relèvent de la même dynamique de restructuration, bien que la propagande de guerre les présente comme antagonistes.

Historiquement, la France a toujours pu compter sur un complexe militaro-industriel bien intégré avec une dépendance réduite au marché mondial. Elle possède notamment une autonomie énergétique du fait de la place prise par l'industrie nucléaire.

À ce titre, la totale renationalisation d'EDF en 2023 doit permettre d'assurer la pleine maîtrise énergétique du pays à la suite des sanctions imposées contre la Russie.

Mais il y a également une dimension directement militaire : lundi 18 mars 2024, le ministre des Armées annonçait la réquisition pour le compte de l'armée des deux réacteurs nucléaires EDF de Civaux dans la Vienne pour la production de tritium, une matière nucléaire nécessaire pour l'arme atomique.

C'est là un tournant historique, car les armes nucléaires françaises n'étaient jamais fabriquées à partir des moyens de production civile, mais toujours dans le cadre séparé du Centre de l'Énergie Atomique (CEA).

Concernant les autres types de production plus dépendants de la « mondialisation », le plan « France 2030 » engagé en 2020 se concentre sur les « relocalisations industrielles », notamment de l'armement.

L'objectif est d'avoir le maximum d'armement dit « ITAR Free », c'est-à-dire avec aucun composant d'origine américaine qui peut décider ou non de la vente et de l'envoi de matériel militaire composé de produits américains. Par exemple, l'avion de combat Rafale est « ITAR Free », ce qui explique pourquoi il est une des armes phare de l'industrie militaire française.

L'enjeu principal est de satisfaire l'objectif d'une guerre d'usure où la masse prime sur la qualité. D'où le terme « économie de guerre » avec une concentration sur les munitions, l'artillerie et les composants électroniques. La DGA se charge, en collaboration avec le ministre de l'économie, de retenir les meilleurs dossiers de projets industriels dits duals (évoluant sur le marché civils et militaires) dans le cadre du plan « France 2030 ». Concernant les besoins pour l'artillerie, ce sont huit projets de relocalisation qui étaient en cours d'étude au printemps 2023.

Dans ce cadre, en juillet 2022 était accordée une subvention publique de 2,9 milliards d'euros pour la construction d'une méga-usine de composants électroniques (semi-conducteurs) par le franco-italien STMicroelectronics et l'américain GlobalFoundries à Crolles, en périphérie de Grenoble.

Après avoir réalisé une demande d'autorisation pour le statut ICPE sans concertation publique en novembre 2023, l'entreprise a été contrainte de refaire une concertation publique entre le 22 mars au 19 avril 2024, notamment par rapport à la consommation d'eau importante exigée pour la production de semi-conducteurs.

Ce projet vise surtout à établir une chaîne d'approvisionnement autonome pour l'armement français, notamment tout l'électronique dans l'artillerie et les véhicules militaires au sens large. Dans la continuité de ces besoins électroniques, il faut incorporer les projets d'extraction de métaux rares en Europe pour réduire la dépendance à la Chine.

Concernant l'artillerie, le principal problème identifié était au niveau de la quantité d'obus disponibles et de certains alliages pour la fabrication des tubes de canons. Dans cette gamme, il y avait aussi un problème concernant certains alliages, comme les baguettes de soudage pour les bâtiments navals, les disques des turbines haute-pression qui entrent dans la fabrication des moteurs d'hélicoptères fournis par les États-Unis et l'Angleterre.

Racheté par Safran, Airbus et le fonds d'investissement Tikehau ACE Capital en avril 2023, l'ancienne filiale d'Eramet « Aubert & Duval » a bénéficié d'une modernisation de 300 millions d'euros pour redresser son appareil industriel. Avec ses cinq sites de production elle doit répondre aux besoins de corps de missile et de canon de divers calibres.

Sa filiale Ecotitanium avec son usine à Saint-Georges-de-Mons doit augmenter ses capacités de recyclage des chutes de métal de Dassault et Thalès. Elle doit fournir des lingots de titane à l'aéronautique militaire, tributaire actuellement du producteur russe VSMPO-AVISMA.

Alors que l'Ukraine a pratiquement consommé l'entièreté des obus issus des stocks des armées occidentales, l'enjeu pour l'Otan est d'alimenter la guerre par l'approvisionnement massif en obus.

Il y a ici un enjeu sur toute la chaîne de production car un obus c'est à la fois l'étoupille (« allumeur »), l'obus en lui-même (projectile), la poudre explosive et la charge modulaire qui assure la propulsion. Un obus d'artillerie est une arme qui se doit d'être très sécurisée et ne se produit pas facilement.

De surcroît, plus la portée de l'obus est longue, plus il y a besoin de charges modulaires (« douilles »). Un obus tiré par un canon Caesar sur une cible à plus de 40 km a par exemple besoin de six charges modulaires.

Dans cette optique, il y a l'usine Nexter de la Chapelle Saint-Ursin près de Bourges qui produit des projectiles de 155 mm destinés aux canons CASEAR fabriqués par le même groupe. L'usine a bénéficié de 30 millions d'investissement et a relocalisé la fabrication du douilles et la peinture des obus.

Avec déjà une organisation en 3x8, l'usine vise une cadence de 100 000 obus par an d'ici juin 2025. Il y a également les Forges de Tarbes, rachetées par Europlasma en 2021, seul fournisseur d'obus pour les chars Leclerc et des canons CAESAR, notamment ceux livrés à l'Ukraine.

L'entreprise, qui vise à passer prochainement en 3x8, a bénéficié d'une avance de 7 millions d'euros destinée aux investissements nécessaires à la modernisation des lignes de production en vue de l'augmentation des capacités. Mais du fait d'un manque d'investissements, l'approvisionnement en chrome était au point mort depuis février 2024. Une délégation de la DGA a dû se rendre sur place pour faire la police.

Pour l'artillerie, si les composants électroniques attendent notamment la survenue de la nouvelle usine STMicromicro, les obus attendent la production de poudre par Eurengo, propriété de l'État.

L'entreprise historique née en 1915 vient en effet d'augmenter sa production sur son site de Bergerac pour atteindre 500 000 charges modulaires (« douilles ») par an grâce aux subventions issues du fonds européen d'urgence créé en 2023 pour répondre à l'engagement de fournir un million d'obus à l'Ukraine en 2024.

Eurengo a bénéficié du soutien du ministère des Armées pour la relocalisation de la ligne de production de poudre pour gros calibre, délocalisée en Suède il y a 17 ans.

D'une valeur de 60 millions d'euros, dont 10 fourni par la DGA, cette nouvelle usine qui doit sortir de terre pour début 2025 devra tourner 24/24 pour fournir 1,2 millions de tonnes de poudre, en vue de produire 1 million d'obus par an avec le site historique. Une troisième ligne de production est déjà en préparation pour 2026.

Si l'on résume, les entreprises Aubert&Duval, Nexter, Europlasma et Eurenco forment l'ossature industrielle déterminante pour satisfaire la demande d'obus des canons d'artillerie Caesar envoyés en Ukraine.

Concernant les canons, le constructeur franco-allemand KNDS issu du GIAT, qui a fait passer les délais de fabrication des canons CAESAR de deux à six exemplaires par mois avec un délai de livraison abaissé de 30 mois à 15 mois. Pour cela, il peut compter depuis décembre 2023 d'un important dépôt logistique dans l'Allier dont les travaux avaient débuté en juillet 2022.

En lien avec le géant de logistique GEODIS, filiale logistique de la SNCF, ce dépôt de 22 000m² s'est implanté à proximité la 13e base de soutien du matériel de l'Armée de terre française et vise à la constitution de stocks importants « dans le contexte de l'économie de guerre » avec un système de prise de commandes automatisé.

Quant aux missiles, c'est du côté de MBDA que cela se passe. Avec plus de 2000 personnes recrutées en 2024 pour 15 000 personnes salariées au total, un actionnariat composé de monopoles tels que l'italien Leonardo, Airbus et le britannique BAE System, le groupe est une machine de guerre à lui tout seul. Ce sont 2,4 milliards d'euros qui sont investis, dont 1 milliard en France en vue des impératifs de l'« économie de guerre ».

MBDA vise à multiplier par quatre ses cadences de production de missiles de défense à courte portée sol-air Mistral d'ici 2025. Concrètement cela représente 40 missiles MISTRAL par mois en 2025 contre 10 en 2022.

De la même manière est prévue une réduction de moitié du cycle de production de 27 à 15 mois entre 2022 et 2025. C'est similairement la même chose pour d'autres types de missiles tels que les missiles antichars MMP (Akeron) et Enforcer.

Là où les choses patinent, c'est au niveau des missiles sol-air antiaériens Aster du fait d'une coopération avec l'Italie nécessitant un approvisionnement en composants plus longs. Leur délai de livraison devrait passer de 42 mois en 2022 à 18 mois d'ici 2026, et la production doit augmenter de 50 % d'ici 2025.

Les missiles sol-air antiaériens Aster lancés depuis les SAMP/T-MAMBA sont d'une importance capitale pour l'impérialisme français ainsi que dans la guerre contre la Russie. Ils sont notamment tirés contre les rebelles Houthis en mer rouge, et utilisés par le régime ukrainien pour se défendre des attaques russes, mais ceux-ci commencent à manquer.

L'entreprise Verney-Carron basée à Saint-Étienne demande une visibilité à 10-20 ans pour opérer une production en masse de FAMAS afin d'équiper les nouvelles recrues de l'armée française. Mais avant cela, elle doit fournir l'armée ukrainienne alors que le contrat n'a pas encore vu le jour et que les subventions publiques sont partagées entre de nombreux marchands de canons...

Dans la même idée, le ministre des Armées a demandé une étude à la DGA à la fin 2023 pour la relocalisation d'une filière de production de munitions à petits calibres qui n'existe plus en France depuis la fermeture de l'usine GIAT au Mans en 1997.

On a également Photonis en Corrèze, spécialiste de la vision nocturne, notamment à destination des forces spéciales, qui devait être racheté par un fonds américain, mais qui après intervention du Ministère de l'Economie et des finances a été acquis par le fonds européen HLD, basé en France.

Devenue depuis Exosens, l'entreprise a racheté Telops, spécialiste des caméras infrarouges et systèmes d'imagerie hyperspectrale de haute performance, l'allemand ProxiVision, le belge Xenics et l'israélien El-Mul. Elle s'impose comme une base essentielle pour la détection et l'infrarouge militaire.

L'entreprise de drone Delair au sud de Toulouse a été retenue dès 2016 par l'Ukraine pour la surveillance de sa frontière avec la Russie, du fait que ces appareils résistaient au brouillage électronique russe. Delair a augmenté ses cadences en passant d'ores et déjà en économie de stock.

C'est un bon exemple ici de conversion d'une entreprise civile en industrie d'armement, puisque le militaire représentait 20 % de sa clientèle, contre 80 % aujourd'hui. L'entreprise doit fournir des drones de renseignement et « kamikaze » pour l'Ukraine, avec près de 70 nouvelles embauches depuis 2022 et d'ici fin 2024 et l'acquisition de machines plus performantes augmentant la cadence de production.

Enfin, Arquus, propriété du groupe Volvo, assure la fabrication du porteur du canon Caesar et des véhicules de l'avant blindés (VAB), l'Ukraine en ayant reçu 250. Là aussi il y a une montée en puissance sur les cinq sites industriels français, avec un nouveau site logistique inauguré en 2022 pour un coût de 8,5 millions d'euros.

À Limoges, un des principaux sites de production, il y a eu 21 embauches et 56 intérimaires en 2024 ainsi que l'ouverture au mois de février d'une école des métiers internes pour anticiper la formation en vue des besoins de production à la hausse.

Les choses se mettent en place relativement lentement avec une France qui sort de 30 ans de « dividendes de la paix » et doit remobiliser tout un appareil civil et industriel en semi-sommeil.

À l'instar des lenteurs entre 1914-1915, il y a une logique similaire des industriels privés qui freinent leur implication du fait des réticences à investir et constituer des stocks sans grande visibilité d'avenir.

C'est la raison pour laquelle le Ministère des Armées Sébastien Lecornu évoque depuis début mars la menace de la réquisition, qui est dorénavant permise par un article voté lors de la dernière LPM. Encore récemment au journal *La Tribune*, Sébastien Lecornu rappelait cette mission de police industrielle notamment à propos des missiles Aster dont l'entreprise MBDA bénéficie de commandes récentes :

« Le missile européen MBDA nous doit des livraisons rapides. Ce vendredi, les décrets ont été publiés sur le pouvoir de police du ministre des Armées en matière d'obligation de stocks, de priorisation des contrats, et même de réquisition. J'ai demandé à la Direction générale de l'armement [DGA] de me faire des propositions de mise en œuvre de ces mesures pour accélérer la production du missile Aster. À ce stade, je n'identifie pas de besoin de réquisition.

Néanmoins, la DGA va faire une première injonction à MBDA afin qu'il constitue des stocks suffisants de composants. Pour être clair, j'exige la constitution de stocks pour produire des munitions. »

Enfin, pour une mise sur pied de l'économie de guerre il faut des investissements massifs.

Or la situation financière du pays bloque relativement du fait de l'endettement à plus de 100% du PIB. C'est dans ce contexte que doivent se lire les débats parlementaires autour de la création d'un « livret Défense » ou du « fléchage » des épargnes sur les industries militaires, les fonds d'investissements restant encore frileux.

L'avenir est donc au renforcement du militarisme en France avec la mise toujours plus au centre de l'appareil d'État du complexe militaro-industriel, formant la trame à la mise en place du capitalisme monopoliste d'État au fur et à mesure que la tendance à la guerre de repartage se concrétise. ■

Crise - Avril 2021

Seconde crise générale du capitalisme : le nouveau rôle de l'OTAN

« La cible prioritaire, c'est la Russie. C'était déjà la ligne de Hillary Clinton, battue à la présidentielle de 2016 par Donald Trump. Et si l'élection présidentielle de 2020 a été autant tourmenté, c'est parce qu'il y a au sein de la superpuissance américaine un important conflit entre les fractions de la bourgeoisie.

Et, effectivement, à peine Joe Biden entré en fonction le 20 janvier 2021, que la question de l'affrontement avec la Russie se pose ouvertement, moins de deux mois après. Cela implique un important changement de fonction de l'OTAN (···).

Même si on met la question du complexe militaro-industriel de côté, on voit qu'avec l'élection de Joe Biden à la présidence américaine, l'OTAN s'est directement placé dans une perspective interventionniste en Ukraine. Il ne s'agit pas simplement d'un « soutien » face à une menace, mais de l'utilisation de l'Ukraine pour combattre la Russie.

C'est d'autant plus vrai que le « soutien » unilatéral de l'OTAN et de la superpuissance américaine à l'Ukraine a lieu alors que ce dernier pays n'est pas membre de l'OTAN. Il s'agit clairement d'utiliser l'Ukraine comme moyen pour affaiblir la Russie : si celle-ci est mise en déroute en Ukraine, elle perdra la main en Syrie, ainsi qu'en Iran, et l'objectif est clairement l'établissement d'un nouveau régime en Russie, afin ensuite de passer à la Chine une fois cette question réglée. Il faut bien saisir ici que l'obtention d'un changement de régime doit arriver indirectement.

L'OTAN n'est pas conçu comme un levier de guerre ouverte, mais comme un outil de pressurisation. En ce sens, rien de tel qu'un conflit localisé, comme celui de l'Est de l'Ukraine, pour que l'OTAN soit mis en œuvre dans sa nouvelle fonction. C'est un vecteur pour l'expansion du capital des pays dirigeant l'OTAN, principalement la superpuissance américaine bien entendu. C'est un moyen de mettre au pas. »

La guerre meurtrière en Europe est l'aboutissement inévitable du capitalisme européen meurtrier

Morris Hillquit

Publié dans « The American Socialist [Chicago] », v. 1, no. 8, 5 sept. **1914**

Morris Hillquit (1869-1933), né Moishe Hillkowitz, est une des principales figures du mouvement ouvrier américain. Il est celui qui a porté le mouvement anti-guerre en 1917, parvenant à obtenir au passage 22 % des voix aux élections municipales de New York la même année. Son « Histoire du socialisme aux Etats-Unis », publié en 1903, a été traduit dans les principales langues utilisées par les ouvriers du mouvement socialiste américain : l'allemand, le russe, le yiddish, le finnois et le polonais. Il a également été celui qui a ferrailé avec l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire, afin de maintenir la ligne socialiste. Très malade à la fin de sa vie, il n'a pas participé à la scission entre socialistes maintenus et communistes, réaffirmant toutefois l'unité générale (« nous sommes tous des socialistes »).

Au cours de siècles de luttes et d'épreuves, l'homme s'est élevé, par étapes lentes et douloureuses, des profondeurs de l'animal brut aux sommets de la civilisation raffinée. Chaque génération d'hommes a ajouté sa pierre à l'édifice des connaissances de l'homme. Chaque génération a marqué un progrès dans l'élucidation des profonds mystères de la nature, dans la maîtrise de ses forces sauvages et dans l'extraction de ses trésors cachés.

Avec ses nations solidement organisées, ses industries perfectionnées, ses trésors artistiques et ses réalisations scientifiques, avec ses systèmes juridiques, ses codes moraux et ses religions humaines, l'humanité a accueilli l'aube du XXe siècle avec une fierté légitime, comme le triomphe de la création, la victoire de la raison.

Et puis, quelque chose d'incroyable s'est produit. Quelque chose d'horrible et d'épouvantable, quelque chose d'écrasant et d'accablant - comme la matérialisation d'un cauchemar fou né dans le cerveau déformé d'un maniaque en délire.

L'édifice élaboré de la civilisation européenne s'est soudain écroulé et s'est effondré comme un château de cartes devant la fureur d'une tornade. Tout travail fut suspendu, toutes les industries détruites, toute raison écrasée, toutes les lois violées, toute morale rejetée. Les nations cultivées d'Europe se sont transformées en une foule hurlante et sauvage, ivre de la soif du sang, hurlant au meurtre, au meurtre, au meurtre.

C'est comme si un démon malveillant et puissant avait délibérément frappé de folie la plus grande partie de la population de la terre et l'avait poussée à s'anéantir les uns les autres dans une fureur aveugle pour son amusement infernal.

Les causes de la guerre.

Ce qui fait de cette guerre une horreur particulièrement effroyable et presque étrange pour nous, c'est la cause apparemment incompréhensible de son déclenchement et la fatalité de son déroulement et de sa propagation. Personne n'attribuera la guerre à l'assassinat de l'héritier présomptif de l'Autriche par le jeune fanatique patriote serbe. Personne ne peut indiquer une autre cause spécifique.

Aucune des nations impliquées, à la seule exception possible de l'Autriche, ne semblait désireuse de précipiter le conflit. Chacune a pris conscience du désastre considérable que représenterait une conflagration générale de l'Europe ; chacune s'est efforcée de dissuader l'autre, et chacune a finalement été forcée d'entrer en guerre par une méfiance panique à l'égard de son voisin.

Dans cette guerre, il n'y a pas d'agresseur. Toutes les nations belligérantes sont sur la défensive. La Russie est entrée sur le champ de bataille par crainte des agressions autrichiennes ; l'Allemagne a appelé ses fils aux armes pour protéger la patrie contre une invasion des hordes barbares russes. La Belgique et la France luttent pour défendre leurs territoires contre les attaques des légions allemandes hostiles, et l'Angleterre les aide à se défendre.

La plus grande de toutes les guerres de l'histoire du monde ne porte sur aucun enjeu précis, n'a donné lieu à aucun cri de ralliement inspirant et n'a produit aucun héros de guerre populaire.

Il s'agit d'un massacre morne, sans esprit ni enthousiasme, et les participants comme les spectateurs restent hébétés et stupéfaits devant l'inexplicable calamité, et se demandent "Pourquoi ?".

Pays capitalistes concernés.

Et pourtant, les causes de la guerre sont tout à fait évidentes, et l'on s'étonne seulement qu'elle ait été reportée si longtemps. L'ensemble du développement industriel et politique de l'Europe au cours de la dernière génération l'a prédestiné avec la détermination inexorable du destin - la guerre meurtrière en Europe n'est que l'aboutissement inévitable du capitalisme européen meurtrier.

Les pays les plus impliqués dans la guerre sont parmi ceux où le capitalisme a atteint les plus hauts niveaux de développement. Leurs industries ont longtemps été exploitées pour le bénéfice privé de capitalistes individuels, ce qui a conduit à l'enrichissement d'un petit groupe et à l'appauvrissement de la grande masse.

La grande majorité de la population s'est retrouvée sans moyens de se procurer les biens de première nécessité et le confort de vie qu'elle produisait pour les capitalistes. Les capitalistes, quant à eux, ne disposaient pas d'un marché intérieur suffisant pour vendre les marchandises créées par leurs travailleurs.

C'est ainsi que la production par nécessité s'est arrêtée et restreinte, tandis que les forces productives augmentaient régulièrement grâce à l'introduction de dispositifs d'économie de main-d'œuvre toujours plus perfectionnés. Il y eut bientôt plus de travailleurs que d'emplois, et le problème du chômage devint une question permanente et brûlante dans tous les pays européens modernes.

Le chômage a servi à réduire les salaires et donc à diminuer encore plus le pouvoir d'achat des travailleurs, et à augmenter les prix de tous les biens de première nécessité par lesquels les capitalistes ont cherché à se refaire n'a fait qu'aggraver le mal.

La vie économique des nations européennes était désespérément démoralisée. La production stagne et les affaires sont chroniquement déprimées. Les grondements de révolte se font entendre parmi les travailleurs et deviennent de plus en plus forts et menaçants.

Dans cette situation critique, les capitalistes européens à courte vue ne voient qu'une seule solution : trouver de nouveaux débouchés pour leurs marchandises par l'expansion du territoire national et la conquête de colonies. C'est ainsi qu'est née la funeste politique de l'impérialisme.

De même que chaque capitaliste individuel était en concurrence avec son compatriote pour les marchés de son pays d'origine, les capitalistes collectifs de chaque pays étaient en concurrence avec les capitalistes des autres pays pour le marché mondial.

Et comme chaque capitaliste individuel entretenait une force d'agents et de démarcheurs pour l'acquisition et la protection de son marché intérieur, chaque pays capitaliste était tenu de soutenir une armée de soldats et de marins pour la conquête et l'entretien de son marché intérieur, de même que chaque pays capitaliste était tenu de soutenir une armée de soldats et de marins pour la conquête et l'entretien de ses marchés extérieurs.

Les principaux pays capitalistes d'Europe ont été contraints d'adopter une politique de rivalité militaire et navale des plus ruineuses, contrepartie nécessaire de leur rivalité commerciale. Chaque pays essaya de surpasser l'autre par la taille de son armée permanente et par le nombre et le caractère meurtrier de ses cuirassés, jusqu'à ce que les nations gémissent sous l'écrasant fardeau militaire.

Incapables d'arrêter ou d'avancer dans le processus d'armement, à la limite de leur croissance industrielle et menacées par leurs populations ouvrières exploitées, les nations capitalistes d'Europe, armées jusqu'aux dents, se sont menacées pendant des années.

Chacune d'entre elles voyait un salut au moins temporaire dans le fait d'abattre l'autre et de lui voler ses colonies et ses marchés. Chacune attendait une ouverture. L'Europe était un camp armé bien avant le début des hostilités actuelles. Ses nations étaient en guerre bien avant les déclarations officielles. Aucune d'entre elles n'a été prise par surprise - elles étaient toutes prêtes lorsque le premier prétexte est apparu.

La guerre ne servira à rien.

La guerre ne soulagera pas les conditions sociales et économiques désespérées de l'Europe capitaliste. Elle tuera une grande partie des chômeurs et des travailleurs mécontents ; elle provoquera pendant un certain temps une activité fébrile dans la réorganisation des industries ruinées, du moins dans les pays victorieux ; elle peut même entraîner une vague temporaire de "prospérité".

Mais la reprise sera de la nature de la proverbiale "amélioration" dont meurt le malade. La guerre est le stimulant le plus puissant et le plus dangereux que l'on puisse administrer à un système industriel moribond. Elle peut provoquer une brève lueur de vie, mais elle ne peut que laisser le système plus désespérément affaibli qu'il ne l'a jamais été.

Il est encore impossible de dire si l'Europe capitaliste survivra à la guerre actuelle. En ces temps extraordinaires, les événements évoluent rapidement et prennent la forme la plus imprévue et la plus stupéfiante qui soit. La guerre européenne générale peut encore se transformer en une révolution sociale européenne générale.

Le socialisme doit venir.

Si la guerre actuelle ne se termine pas par un effondrement complet du capitalisme, elle ne sera pas la dernière guerre du monde, comme le prédisent affectueusement nos apôtres professionnels de la paix.

L'institution barbare des massacres internationaux périodiques est le compagnon inséparable du système barbare de vol économique appelé capitalisme - les deux sont partenaires dans la vie et la mort.

La guerre ne deviendra un horrible souvenir du passé qu'avec la fin du système de production de richesses pour le profit privé - avec l'avènement du socialisme. Et pourtant, le puissant mouvement du socialisme européen s'est révélé impuissant à empêcher cette effroyable catastrophe. Jusqu'à présent, les forces obscures du capitalisme sont plus fortes que le socialisme.

Les socialistes et les travailleurs organisés d'Europe ne pouvaient pas plus résister à la logique brutale de la guerre capitaliste qu'ils ne pouvaient échapper aux guerres de classes et aux horreurs du régime capitaliste en temps de paix internationale. À contrecœur, mais irrésistiblement, ils ont été entraînés dans le tourbillon insensé des massacres mutuels.

Mais ni l'esprit révolutionnaire ni les luttes des travailleurs ne seront écrasés par la guerre. Leurs rangs seront vidés par les meurtres, leurs organisations seront affaiblies, mais leurs griefs seront plus aigus, leur mission plus sublime que jamais. Ils se rassembleront et s'organiseront, ils prêcheront et combattront, et finalement ils vaincront.

Car cette terrible guerre restera la preuve la plus éclatante de la faillite criminelle du régime capitaliste, et le monde sera contraint de se tourner vers le socialisme pour échapper à la sauvagerie et à la ruine sociale totale.

Avertissement aux Américains.

De ce côté-ci de l'océan Atlantique, nous avons jusqu'à présent échappé aux horreurs directes de la guerre. Cela est dû principalement à l'heureuse situation d'isolement géographique de notre pays et en partie aussi au fait que nous n'avons pas encore été entraînés très profondément dans les rivalités économiques de l'Europe et que nous n'avons pas eu l'occasion de développer une politique impérialiste prononcée ou un régime militaire fort.

Mais que le peuple américain prenne garde à l'horrible exemple de l'Europe. Nos classes capitalistes sont déjà en train de faire une forte offre pour les marchés du monde. Nous développons déjà une "politique coloniale", nous fortifions notre armée et nous construisons une marine puissante avec une constance fatale.

Les classes dirigeantes des États-Unis dirigent aujourd'hui encore le navire de l'État vers une guerre mondiale dévastatrice, aussi sûrement et irrésistiblement que les classes dirigeantes d'Europe l'ont fait au cours de la dernière génération.

La prochaine grande guerre sera menée par les États-Unis, à moins que les travailleurs du pays ne soient devenus entre-temps suffisamment forts et intelligents pour mettre fin au système ruineux et meurtrier du capitalisme. Aux États-Unis comme en Europe, le salut de la nation et la garantie de la paix nationale et internationale résident dans le socialisme. ■

Morris Hillquit



L'EXPANSION DU BUDGET COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN MILITAIRE ET L'OBJECTIF DE LA FRANCE DE SE PLACER COMME LEADER EUROPÉEN DE LA GUERRE À LA RUSSIE

En 2009, le Traité de Lisbonne de l'U.E adopté en 2009 a ouvert la voie à une « politique de sécurité et de défense commune ».

Alors qu'avant 2016, l'U.E consacrait strictement zéro euro au financement de projets de nature militaire, un changement s'est opéré cette même année avec le lancement d'un programme d'« action préparatoire sur la recherche de défense », dans le but de soutenir les industriels de l'armement européens.

Disposant au départ de seulement 90 millions d'euros, ce fonds est vite monté en gamme avec 590 millions d'euros permettant des « programmes pilotes » de soutien à des projets de recherche et développement militaire.

Il est devenu officiellement le « fonds européen de la défense » en 2022, avec dorénavant 8 milliards d'euros à disposition jusqu'en 2027 pour soutenir les innovations industrielles et technologiques notamment du domaine de la guerre électronique et de l'espace.

Pour obtenir ces subventions, il y a nécessité d'agir en consortium d'entreprises de plusieurs États membres, dans le but notamment d'aller vers une standardisation de l'armement. Avec l'annonce à la fin mars 2023 de fournir un million d'obus à l'Ukraine, ce sont 500 millions d'euros qui ont déjà été débloqués de ce fonds, dans le but de moderniser et d'augmenter la quinzaine d'usines de production de munitions en Europe.

Un autre fonds adopté est l'« Edirpa » pour « European defence industry reinforcement through common procurement act » d'un budget de 310 millions d'euros. Il consiste à mutualiser et regrouper les commandes des différents États membres. Ainsi la DGA doit regrouper des commandes de la France, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Belgique et de Chypre en vue de l'acquisition de missiles Mistral.

Dans l'urgence d'alimenter la guerre contre la Russie en Ukraine, l'U.E a également permis l'orientation des 2 milliards d'euros du fonds de la « Facilité européenne pour la paix » vers le « financement » des dons d'obus à l'Ukraine. L'objectif est de rembourser les dons d'obus et de missiles faits par les pays membres et de faciliter les achats communs pour reconstituer les stocks de chaque armée.

Enfin a été mis sur pied au milieu de l'année 2023 dans le cadre spécifique de la guerre en Ukraine, le mécanisme « Asap » (Act To Support Ammunition Production), signifiant également comme acronyme anglais « As soon as possible » (aussi vite que possible, dès que possible).

On parle ici de 500 millions d'euros qui visent à financer « au plus vite » la hausse des cadences de production de munitions d'artillerie en Europe. On retrouve 124 millions d'euros pour les explosifs, 248 millions pour la poudre, 90 millions pour les obus eux-mêmes, 50 millions pour les missiles et environ 2 millions pour les certifications industrielles. L'industriel français Eurengo a bénéficié de 22 millions euros de ce fonds.

Comme les mécanismes de l'EDIRPA et l'ASAP étaient de nature à répondre rapidement aux besoins de munitions de l'Ukraine, la commission européenne a souhaité stabiliser ces mécanismes autour d'un règlement et d'une stratégie communautaire de longue durée. C'est le sens de l'adoption en février 2024 du programme européen de l'industrie de défense (EDIP) autour d'une stratégie industrielle européenne de défense (Edis).

Ce programme dispose de 1,5 milliards d'euros pour faciliter les acquisitions communes de matériel militaire par au moins trois pays. Les principaux pays bénéficiaires de ces subventions communautaires sont la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la Suède, trois pays avec un complexe militaro-industriel, avec 7 pays de l'U.E totalement absents bien que contributeur au pot commun. Avec ces dispositifs, l'Union européenne vise la production d'environ 1,3 million à la fin de l'année 2024.

Ainsi faut-il comprendre le tournant de la position française à partir du 26 février 2024 dans le cadre du renforcement sans précédent du budget communautaire européen en faveur de l'industrie militaire. Il y a un double enjeu, tout à la fois économique et politique pour l'impérialisme français.

Avec la possible mise en retrait des États-Unis de l'Otan pour mieux se concentrer sur son challenger chinois, l'Union européenne revient aux sources de ce qu'elle a toujours été : une succursale pour la défense de la superpuissance américaine en Europe de l'Ouest.

Cela a été le cas dès la sortie de la première guerre mondiale avec le projet d'« États-Unis d'Europe » qui s'imposait comme la porte de sortie des puissances européennes de l'époque pour établir une sorte de « paix impérialiste ».

Dans sa critique de ce mot d'ordre en 1915, Lénine rappelait que :

« Certes, des ententes *provisaires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les États-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente de capitalistes *européens* ... dans quel but ?

Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique, extrêmement lésés dans l'actuel partage des colonies, et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique, arriérée, laquelle déjà pourrit de vieillesse.

Comparée aux États-Unis d'Amérique, l'Europe dans son ensemble signifie stagnation économique. Sur la base économique d'aujourd'hui, c'est-à-dire en régime capitaliste, les États-Unis d'Europe signifieraient organisation de la réaction en vue de contenir le développement plus rapide de l'Amérique. Les temps sont révolus où l'œuvre de la démocratie et celle du socialisme étaient liées uniquement à l'Europe. »

C'est un aspect déjà relevé par Rosa Luxemburg en 1911 :

« *Objectivement* le slogan de l'union européenne ne peut mener dans la société capitaliste sur le plan économique qu'à la guerre tarifaire avec l'Amérique et sur le plan politique à un combat de races colonialo-patriotique.

L'expédition en Chine des régiments européens unis avec Feldmarschall mondial Waldersee à leur tête et l'Évangile des Huns comme bannière - c'est l'expression réelle et fantastique, la seule expression possible de la "Fédération des États européens" dans la société d'aujourd'hui. »

La « paix impérialiste » par la constitution formelle des États-Unis d'Europe a été mise en sommeil par le fait que les États-Unis sont devenus la première puissance du monde capitaliste à la sortie de la première guerre mondiale et que l'URSS est sortie de la Révolution d'octobre 1917, confirmant les analyses de Lénine et Rosa Luxemburg.

En France, Aristide Briand et son « Alliance Démocratique », alors figure de proue du républicanisme dans la France de la fin de la Belle Époque, s'impose comme le plus grand défenseur des États-Unis d'Europe dans les années 1920-1930.

Occupant à intervalle irrégulier le ministère des Affaires étrangères entre 1915 et 1932, il présente un « Mémoire sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne » au début des années 1930 devant la Société des Nations :

« L'heure n'a jamais été plus propice ni plus pressante pour l'inauguration d'une œuvre constructive en Europe. Le règlement des principaux problèmes, matériels et moraux, consécutifs à la dernière guerre aura bientôt libéré l'Europe nouvelle de ce qui grevait le plus lourdement sa psychologie, autant que son économie.

Elle apparaît dès maintenant disponible pour un effort positif et qui réponde à un ordre nouveau. Heure décisive, où l'Europe attentive peut disposer elle-même de son propre destin. »

L'Allemagne nazie tenta de couper court à cet élan en cherchant à devenir leader hégémonique en Europe, avec un « nouvel ordre ». Sa défaite dans la Seconde guerre mondiale a renforcé cette dynamique, rendant impossible les capacités de l'Europe à s'imposer frontalement « contre » les États-Unis : il a fallu s'en constituer en satellite pour mieux tirer son épingle du jeu.

La « Communauté Européenne de l'Acier et du Charbon » a constitué une première tendance, le gaullisme des années 1960 représentant un moment charnier pour le capitalisme français. Profitant d'une bonne capacité de développement issue d'une forte accumulation, le gaullisme a généré les bases pour « autonomiser » le capitalisme français de l'Europe, et donc des États-Unis, pour mieux conserver ses propres positions coloniales, puis « néo-coloniales ».

La Guerre en Ukraine ouvre évidemment une voie pour la relance du capitalisme français en prétendant mettre au service de l'Europe son « autonomie stratégique » issu des années gaullistes.

À ce titre, la revue Crise de novembre 2022 remarquait déjà un tribune d'auteurs liés aux pays d'Europe de l'Est, publiée dans *Le Monde* appelant à un repositionnement « européen » de la France.

Il était remarqué :

« C'est l'idée de suivre la ligne politique des pays baltes, et peut être de s'aligner sur la Pologne, ce qui ne peut manquer de trouver un écho politique favorable avec les dissensions qui ne cessent de s'accumuler entre la France et l'Allemagne. Historiquement, cela signifierait que la tête de pont des États-Unis en Europe ne serait plus l'Allemagne, mais la France (...).

Les éléments avancés de la fraction libérale-atlantiste l'ont compris et tentent d'inverser la vapeur afin d'éviter trop de casse pour l'impérialisme français.

Il faudra surveiller de près l'évolution des consignes de cette tribune, car si celles-ci sont suivies concrètement, cela signera la mise de côté temporaire de la fraction néo-gaulliste déjà en perdition historique actuellement. »

Les orientations de cette tribune se sont traduites dans les faits dans les mois suivants. Dès janvier 2023, la France inaugurait le bal à l'escalade militaire avec l'annonce de l'envoi de chars AMX-10, faisant sauter un nouveau verrou dans l'aide militaire occidentale consenti à Kiev. Il était visé l'objectif de la contre-offensive ukrainienne de l'été 2023 qui a été un échec.

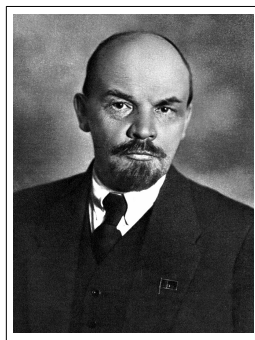
Cela a débouché enfin sur les propos d'Emmanuel Macron du 26 février 2024, actant l'accélération du repositionnement français en Europe comme leader de la guerre européenne à la Russie, avec comme objectif une alliance avec la Pologne. Ce dernier pays s'étant montré le premier le plus ouvert à l'hypothèse d'envoi de troupes.

Le 18 janvier 2024, la France lançait la « coalition artillerie pour l'Ukraine » en partenariat avec les États-Unis. Puis le mardi 2 avril 2024, le secrétaire d'État des États-Unis Antony Blinken revenait en France, notamment dans une usine de fabrication des canons Caesar à Versailles, pour suivre l'avancée des choses dans ce domaine.

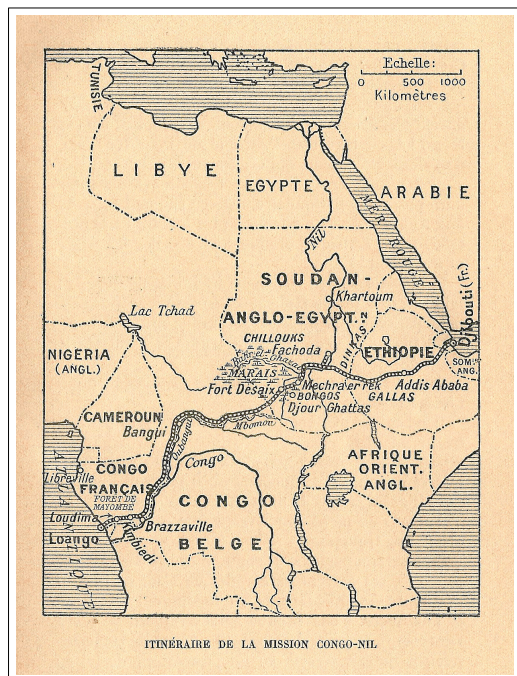
En 2024, Emmanuel Macron apparaît donc comme le continuateur d'Aristide Briand au XXI^e siècle : il peut compter sur les acquis du capitalisme français des années 1960 et sur le possible éloignement des États-Unis de l'Alliance atlantique, provoquant la frilosité à l'engagement de son principal satellite historique, l'Allemagne.

Le capitalisme français tente de s'imposer comme le leader européen dans la sauvegarde de l'hégémonie occidentale avec en arrière-plan la formation d'un budget militaire commun à l'Union européenne rendant possible cette perspective.

Toutes les initiatives de l'impérialisme français depuis le printemps et l'été 2023 jusqu'aux mois de février-mars 2024 doivent être lues dans cette perspective. ■



D'ailleurs la Conférence de Berlin de 1895 concernait essentiellement le centre de l'Afrique, à commencer par les rives du Congo de l'est à l'ouest, laissant tout un pan de l'Afrique hors champ des discussions diplomatiques. Le partage de l'Afrique, mais aussi de l'Asie, suit en réalité les débuts du capitalisme et des conquêtes coloniales commencées au XVI^e siècle, à la différence que le développement des forces productives et la formation de monopoles engendrent la formation d'empires systématisés, et non plus simplement de points d'appui dans des ports, des rivages, ou de colonialisme de pillage direct.



Les zones laissées hors-champ de la négociation seront partagées par des rapports de force militaires, avec des revirements stratégiques d'ampleur. Ainsi la rivalité historique entre l'Angleterre et la France qui trouvait à s'exprimer en cette fin de XIX^e siècle autour de la question de l'Égypte, et surtout du contrôle du canal de Suez (construit par les Français), aboutissait à la crise de Fachoda. Il faudra attendre 1904 et la formation de l'« Entente Cordiale » pour que la France et l'Angleterre règlent leurs litiges et deviennent ainsi alliées.

Dans la « crise de la social-démocratie » publiée en 1915, plus connue sous le nom de « Brochure de Junius », Rosa Luxembourg a très bien exposé comment ces rivalités entre impérialismes ne pouvaient qu'aboutir à une déflagration militaire générale :

« L'essor du capitalisme qui s'est affirmé après la période de guerre des années 60 et 70 dans l'Europe reconstruite et qui, notamment après qu'eut été surmontée la longue dépression consécutive à la fièvre de spéculation et au krach de 1873, avait atteint un sommet sans précédent dans la haute conjoncture des années 90, cet essor inaugurerait, comme on le sait, une nouvelle période d'effervescence pour les États européens : leur expansion à qui-mieux-mieux vers les pays et les zones du monde restées non capitalistes.

Déjà, depuis les années 80, on assistait à une nouvelle ruée particulièrement violente vers les conquêtes coloniales. L'Angleterre s'empare de l'Égypte et se crée un empire colonial puissant en Afrique du Sud ; en Afrique du Nord, la France occupe Tunis et, en Asie orientale, elle occupe le Tonkin, l'Italie s'implante en Abyssinie, la Russie achève ses conquêtes en Asie centrale et pénètre en Mandchourie, l'Allemagne acquiert ses premières colonies en Afrique et dans le Pacifique et finalement les États-Unis entrent également dans la danse en acquérant avec les Philippines des « intérêts » en Asie orientale.

Ce dépècement de l'Afrique et de l'Asie déroule, à partir de la guerre sino-japonaise de 1895, une chaîne presque ininterrompue de guerres sanglantes, qui culmine dans la grande campagne de Chine et s'achève avec la guerre russo-japonaise de 1904.

Ces événements, qui se succédèrent coup sur coup, créèrent de nouveaux antagonismes en dehors de l'Europe : entre l'Italie et la France en Afrique du Nord, entre la France et l'Angleterre en Égypte, entre l'Angleterre et la Russie en Asie centrale, entre la Russie et le Japon en Asie orientale, entre le Japon et l'Angleterre en Chine, entre les États-Unis et le Japon dans l'océan Pacifique - une mer mouvante, un flux et reflux d'oppositions aiguës et d'alliances passagères, de tensions et de détentes, au milieu de laquelle une guerre partielle

menaçait d'éclater à intervalle régulier entre les puissances européennes, mais, chaque fois, était différée à nouveau. Dès lors, il était clair pour tout le monde :

1. Que cette guerre de tous les États capitalistes les uns contre les autres sur le dos des peuples d'Asie et d'Afrique, guerre qui restait étouffée mais qui couvait sourdement, **devait conduire tôt ou tard à un règlement de comptes général, que le vent semé en Afrique et en Asie devait un jour s'abattre en retour sur l'Europe sous la forme d'une terrible tempête, d'autant plus que ce qui se passait en Asie et en Afrique avait comme contre-coup une intensification de la course aux armements en Europe.**
2. Que la guerre mondiale éclaterait enfin aussitôt que les oppositions partielles et changeantes entre les **États impérialistes trouveraient un axe central, une opposition forte et prépondérante autour de laquelle ils puissent se condenser temporairement.** Cette situation se produisit lorsque l'impérialisme allemand fit son apparition. »

De la fin du XIXe siècle à la guerre russo-japonaise de 1904-1905, les grandes puissances rivalisent pour parachever le partage des zones du Globe laissées dans l'ombre de la Conférence de Berlin. Les rivalités s'expriment dans des conflits locaux qui sont arrêtés avec les négociations diplomatiques. Preuve en est, la crise de Tanger en 1905-1906 qui oppose la France et l'Allemagne au sujet du contrôle et du statut du Maroc et qui se solde par la Conférence d'Algésiras.



LA CONFERENCE D'ALGESIRAS
Jusqu'à présent, ça ne va pas trop mal. Pourvu que cela dure !

L'époque de l'impérialisme ce n'est pas le triomphe de la tendance à la guerre sur le plan seulement militaire, mais l'imbrication de phases où se succèdent des rapports de force qui prennent un jour l'aspect principal de la diplomatie, un autre jour celui de la guerre.

C'est la contradiction interne du capitalisme que de tendre à la paix pour stabiliser l'échange marchand et dans le même temps de tendre à la guerre pour et par l'exportation de capitaux. Cette contradiction passe par des phases de paix armée ou de guerre jusqu'à ce que la tendance à la guerre s'empare de tout, du fait de la crise générale.

C'est ce qu'explique Lénine en 1916 dans l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme :

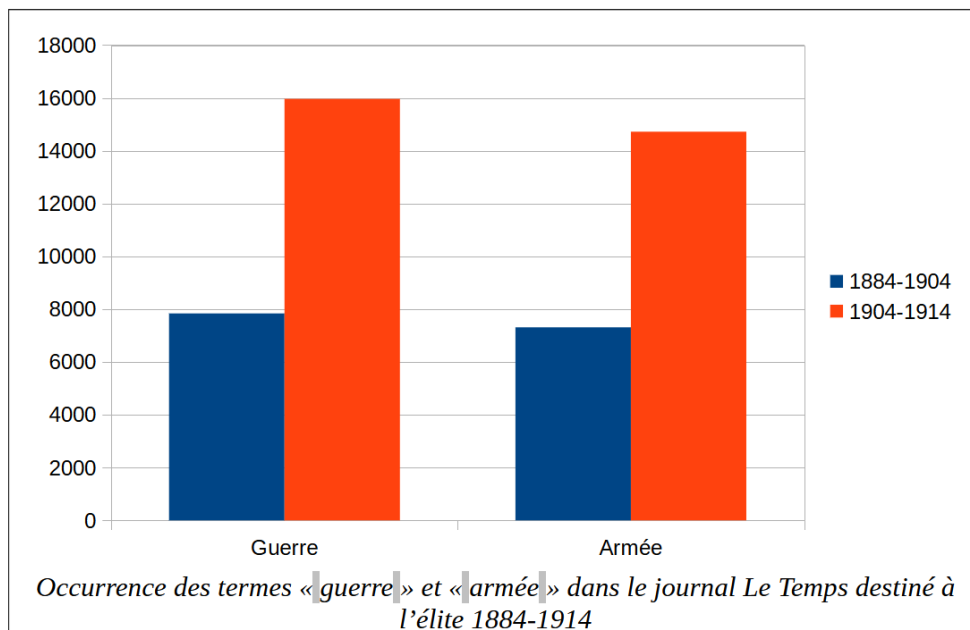
« Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent "proportionnellement aux capitaux", "selon les forces de chacun", car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme.

Or, les forces changent avec le développement économique et politique ; pour l'intelligence des événements, il faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces ; quant à savoir si ces changements sont "purement" économiques ou extra-économiques (par exemple, militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien le point de vue fondamental sur l'époque moderne du capitalisme.

Substituer à la question du contenu des luttes et des transactions entre les groupements capitalistes la question de la forme de ces luttes et de ces transactions (aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après-demain de nouveau non pacifique), c'est s'abaisser au rôle de sophiste. »

À partir de la guerre russo-japonaise 1904-1905 qui exprime le partage impérialiste en Asie s'ouvre la phase où l'aspect principal ne va plus être à la diplomatie mais à la guerre, avec une montée en puissance du militarisme dans toutes les grandes puissances. Comme dans la période précédente, il ne faut pas voir les choses de manière mécanique, il y a une succession dans les rapports de force de la diplomatie et/ou de la guerre ouverte. Mais si l'aspect principal est au partage diplomatique entre 1895 et 1905, l'aspect principal est aux préparatifs de la guerre entre 1905 et 1914.

La tendance à la guerre s'accélère brutalement, jusqu'à ne plus pouvoir revenir en arrière à partir de 1911, où un *destroyer* allemand tire dans le port d'Agadir au Maroc contre la France. En 1912, la guerre et la victoire du Royaume d'Italie sur l'Empire Ottoman pour le contrôle de la Libye ouvre la boîte de pandore aux luttes de libération nationale dans les Balkans. Ce sont les guerres balkaniques en 1912-1913 avec au centre des enjeux le royaume de Serbie, alliée de la Russie, qui cherche à s'émanciper définitivement de l'Empire Ottoman, puis de l'Empire austro-hongrois.



Les systèmes d'alliance connus sous les noms de Triple Entente (France, Angleterre, Russie) et de la Triple Alliance (Empires prussien, austro-hongrois et ottoman) se formalisent toujours plus autour de ces crises localisées, jusqu'à la guerre européenne générale. La tendance qui s'impose est celle du repartage du monde issu de 1895 qui ne peut plus passer par de simples conflits localisés, mais seulement par un rapport général des forces militaires.

Évidemment, le développement était naturellement en spirale, avec des pauses puis des accélérations selon les séquences, les événements en cours. Ainsi, les six mois précédant la fin du mois de juillet 1914 voient une accalmie générale dans les rivalités...

Ce qui explique pourquoi l'assassinat de François-Ferdinand le 28 juin 1914 par un nationaliste serbe, qui est retenu comme le début de l'ouverture de la première guerre mondiale, fut traité comme un fait divers par les opinions publiques européennes.

La fin des années 1900 et la course aux armements

Au seuil des années 1910, l'Europe connaît la fièvre de l'armement. Cela marque le passage à la phase des préparatifs de guerre qui alimentent le militarisme dans chaque pays, accentuant dans une spirale infernale la pression générale... Jusqu'à ce qu'il y ait retour sur investissement, celui de la guerre pour la domination sur les rivaux.

Voici un article publié dans *Le Figaro* du 24 février 1908 qui atteste du basculement d'époque, celle de la tendance inéluctable vers la guerre mondiale :

« L'ACCROISSEMENT DES ARMEMENTS A L'ÉTRANGER EN 1907

Par une étrange contradiction, on a vu en 1907 les divers gouvernements continuer à augmenter leurs dépenses militaires, au moment même où leurs ministres plénipotentiaires se réunissaient à La Haye pour s'occuper d'armement. Toutes les puissances, même les moins belliqueuses ou les moins exposées à la guerre ont, au cours de l'an passé, accru leurs charges militaires.

L'Espagne a porté son budget de la guerre de 147 millions de pesetas à 159 millions, pour couvrir les dépenses occasionnées par la réfection du matériel de l'artillerie. Dans la péninsule Scandinave, la Norvège et la Suède ont renforcé l'une sa flotte, l'autre son armée de terre.

La Suisse a profondément modifié sa loi de recrutement. Désormais, les jeunes soldats feront, dans l'infanterie, 5 jours de service au lieu de 45 ; dans l'artillerie, 75 au lieu de 55 ; dans la cavalerie, 90 au lieu de 80. Les hommes appartenant à « l'élite », c'est-à-dire tous les citoyens capables de porter les armes et âgés de moins de trente-deux ans, seront en outre astreints, chaque année, à une période de 11 à 14 jours, suivant les armes et services, alors que précédemment ils n'étaient convoqués que tous les deux ans.

On sait quel bel exemple de patriotisme ont donné les habitants de ce petit pays, en approuvant par 326,000 voix contre 240,000 un semblable changement. Les Suisses ont pensé que l'organisation d'une solide milice serait encore le plus sûr garant de leur indépendance.

Aussi, bien que la neutralité de leur territoire ait été placée sous la sauvegarde de l'Europe, n'ont-ils pas hésité à accepter une aggravation des charges qui leur étaient jusqu'ici imposées. Non seulement ils devront, dans l'avenir, passer plus de temps sous les drapeaux, mais ils devront encore supporter de plus lourds impôts : de 35 millions, les dépenses militaires passeront en effet à 40 millions, par suite de l'application de la nouvelle loi ; elles s'élèveront au tiers du budget total de la Confédération.

En Hollande même, le budget de la guerre dépassera cette année de près de 2 millions celui de 1907. Ainsi, les États dont les tendances sont nettement pacifiques, ou qui en raison de leur situation géographique ont infiniment peu de chance d'avoir un conflit avec leurs voisins, ont transformé leur armement et augmenté leurs effectifs.

Bien entendu, les autres n'ont pas agi différemment : les principautés de la péninsule des Balkans, en particulier, toujours sur le qui-vive, se sont efforcées de développer, par tous les moyens possibles, leur valeur guerrière.

La Bulgarie a augmenté ses dépenses militaires d'un million et la Roumanie a rendu obligatoire dans tous les établissements d'instruction publique, y compris les écoles primaires, l'enseignement militaire préparatoire.

Quant aux grandes puissances, elles n'ont cessé de rivaliser pour conserver ou acquérir la suprématie militaire.

La Russie ne s'est pas bornée à remettre ses forces sur le même pied qu'avant la guerre de Mandchourie : elle a travaillé résolument à les augmenter. L'adoption d'une nouvelle loi de recrutement lui a permis de porter à 1,400,000 hommes l'effectif présent sous les drapeaux en temps de paix; ce chiffre est supérieur de 200,000 hommes à celui qui existait il y a cinq ans.

La réduction de 5 à 3 ans du temps de service lui donnera en outre la possibilité d'instruire un plus grand nombre de jeunes gens; elle accroîtra par suite l'effectif des réservistes disponible en cas de mobilisation. Le gouvernement russe a pris encore une série de mesures pour réduire le nombre des emplois et rajeunir les cadres.

Malgré les embarras où le mettait une situation politique intérieure assez tendue, il n'a pas reculé devant les gros sacrifices financiers qu'exigeait le renforcement de l'armée : le budget de la guerre en 1907 a dépassé de 150 millions de francs celui qui avait été adopté en 1901.

L'Angleterre, qui dépense déjà des sommes si considérables pour sa marine, a fait un nouvel effort pour se constituer une armée en rapport avec l'importance du rôle que la Grande-Bretagne peut avoir à jouer sur terre.

Grâce à l'ingénieuse organisation des services imaginée par M. Haldane, l'armée régulière pourra mobiliser, sans efforts, un corps expéditionnaire de 105,000 hommes, alors que, tout récemment encore, l'Angleterre n'aurait pu mettre plus de 100,000 hommes sur pied dès les premiers jours de la mobilisation.

La nouvelle armée disposera d'une excellente réserve, tandis-qu'on n'eût pu compter autrefois que sur les dépôts et les bataillons de milice qui auraient offert une ressource bien aléatoire.

Le progrès réalisé est évident et il n'est plus nié par personne : l'armée anglaise est devenue une force avec laquelle il est aujourd'hui impossible à qui que ce soit de ne pas compter.

L'Italie a, de son côté, voté 60 millions de crédits extraordinaires pour la réfection de son armement, et le Japon, ainsi que je l'ai expliqué dans un précédent article, sans se laisser endormir par ses récents succès, a augmenté d'un tiers l'effectif de son armée.

Le gouvernement austro-hongrois a, lui, porté toute son attention sur le corps des officiers dont il a développé l'instruction professionnelle et augmenté la situation matérielle et morale.

L'Allemagne, enfin, a poursuivi la ligne de conduite tracée depuis tant d'années et dont elle ne s'est jamais départie. Le budget de la guerre de 1907 était en augmentation sur le précédent.

Celui de 1908 dépassera celui de 1907 de 50 millions.

Il s'élèvera à plus de 1 milliard, tandis que les dépenses de la marine atteindront 080 millions. Au total, l'Allemagne payera, cette année, pour son armée et sa flotte 125 millions de plus que l'an passé !

Comme on le voit, malgré les déclarations pacifiques des gouvernements, c'est partout la même fièvre d'armement à outrance.

Certes, le moment serait mal venu de réduire nos forces militaires.

Plus que jamais, nous devons conserver « notre poudre sèche et notre épée aiguisée ».

La montée en puissance des forces militaires françaises

L'armée française d'avant 1914 a connu trois phases : celle de la reconstruction entre 1875-1885, puis celle d'une stabilisation entre 1895-1905 avec les expéditions coloniales, et enfin la remontée en puissance face au retour de la « haute intensité » à partir de 1905.

À la veille des années 1910, la tendance à la guerre de repartage impérialiste est entièrement installée dans le paysage politique et économique. Débutée en 1905, le renforcement de l'armée va prendre un tournant important avec des analyses sur les innovations en vue de la guerre : postes TSF, aéronautique, unités de cyclistes combattants, etc. En 1909, *La France Militaire*, journal d'actualité militaire, de 1909 remarque :

« Partout les budgets de la guerre enflent démesurément. Partout on arme fiévreusement. J'entends bien que parce que l'on veut la paix, mais c'est aussi beaucoup parce qu'on redoute une guerre que d'aucuns affirment très prochaine.

L'Europe, qui joue depuis longtemps avec le feu, flambera-t-elle au printemps ? Peut-être. Dans ce cas, l'aéroplane est-il en état de jouer un rôle, et lequel ? »

L'état-major militaire va ainsi étudier en détails la victoire des Japonais contre les Russes en 1905. Cette guerre ouvre l'ère de la guerre moderne avec l'implication totale des ressources : par sa durée (un an et demi), les forces engagées (2,5 millions), les centaines de pertes et de blessés ainsi que le rôle primordial de l'arrière avec la logistique, les communications, le renseignement, les combats interarmées, etc.

Du point de vue de l'état-major français, qui a étudié en long et en large la guerre russo-japonaise de 1904-1905, ce qui compte c'est le concept d'« offensive à outrance » qui exige une masse importante de soldats mobilisables et dont la « force morale » est d'une importance clef. D'où l'idée de la « guerre-éclair » en 1914.

L'« offensive à outrance » bat en brèche l'idée de défensive et de retraite, quand bien même la guerre russo-japonaise voit naître les premières tranchées. Un des symboles connus de cette doctrine est la conservation de l'uniforme bleu et rouge de 1870 qui n'offre aucune dissimulation, puisque l'idée est à l'offensive permanente. De même, la mitrailleuse reste une arme considérée comme secondaire, la tranchée (« terrassement ») et la consommation colossale de munitions comme des choses spécifiques liées à un contexte :

« C'est en réalité la situation même qui a commandé les batailles parallèles, l'emploi extraordinaire des outils le développement des terrassements, la consommation exagérée des cartouches et des projectiles.

Est-on bien certain de retrouver dans une guerre européenne les mêmes conditions et les mêmes conséquences ? »

(Enseignements de la guerre russo-japonaise, État-major militaire, 1907)

L'enjeu réel pour l'armée, c'est la formation d'une psychologie du combattant apte à toujours aller de l'avant quel qu'en soit le prix humain. C'est donc une bataille pour l'opinion publique qui s'ouvre sur fond de remontée en masse de l'armée. Un des grands changements est le rétablissement de la conscription, car comme l'a formulé un capitaine : « La caserne complétera l'œuvre de l'école ».

Le 21 mars 1905 est alors promulguée la loi Berteaux du nom du ministre de la Guerre qui met fin au système d'embrigadement d'avant. Celui-ci était fondé sur le tirage au sort dans une classe d'âge d'un nombre d'hommes. Les personnes les plus riches pouvaient payer une somme pour qu'on les remplace au service militaire s'ils étaient tirés au sort, ce qui était appelé le système de remplacement. Si l'on était tiré au sort, on effectuait son service pour une durée de 3 ans.

Avec la loi de 1905 cela en est fini. Le service militaire devient « universel » (moins les femmes), mais sa durée, du fait de la masse à encadrer, est abaissée de 3 à 2 ans. Toute personne qui a effectué son service devient également membre de la réserve de l'armée active pendant 11 ans.

Le dispositif était tout à la fois militaire et politique, le but était de souder le corps national, anticipant déjà l'Union Sacrée et la mise en forme des états d'esprit sur la « der des der » au service de la démocratie contre les « monarchies autocratiques », le « militarisme prussien », etc. Le journal *Le Petit Troyen* écrit en mars 1905 :

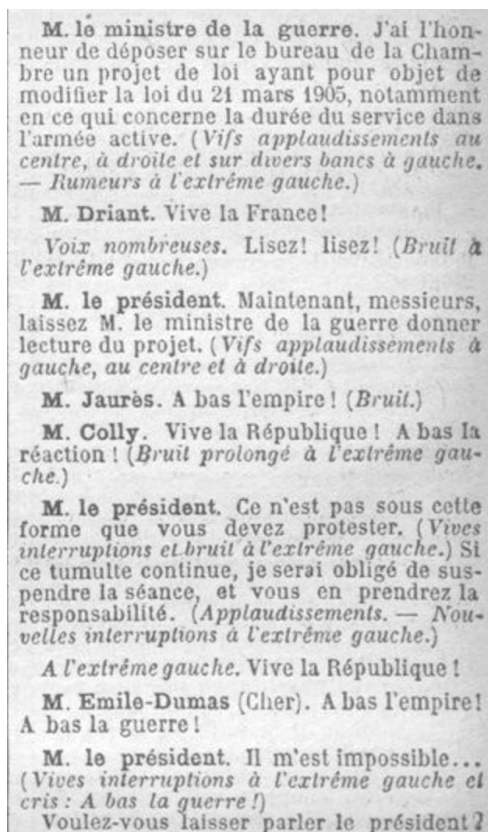
« Nous prétendons que l'égalité enfin réalisée du service militaire donnera plus de solidité et de cohésion à notre armée, mais en même temps que celle-ci fera corps avec la nation d'une façon plus intime, il est certain qu'elle rendra de plus en plus illusoire tout espoir de revanche de l'esprit prétorien.

Plus l'armée se rapprochera de la démocratie, plus elle s'éloignera de la tradition militariste et césarienne, cela va de soi. Et plus apte elle sera, ajouterons-nous, à remplir sa mission de défense nationale (...) Le césarisme a été de tout temps le dissolvant du patriotisme, aussi voulons-nous une armée qui réponde non à la conception militariste, mais à l'idée patriotique proprement dite, à l'idée nationale et non à l'arrière-pensée du nationalisme. Et cette armée, nous l'aurons : la nouvelle loi nous la donnera. »

Selon l'état-major, ce tournant devait permettre à réaliser les « offensives à outrance » étudiées sur l'armée japonaise et mettre en déroute rapidement l'armée allemande grâce à la masse d'hommes disponibles à l'esprit national-républicain fortifiant le combat jusqu'au-boutiste. La question de l'état d'esprit du fantassin va toujours plus s'imposer comme avec la mise en place d'un examen scolaire obligatoire en 1910 pour combattre l'illettrisme.

À partir de 1913, la pression du militarisme devient énorme dans la société. Elle s'illustre lors du débat parlementaire au printemps 1913 sur la loi pour l'augmentation à trois ans du service militaire. Le mouvement ouvrier tente de s'y opposer.

Le 25 mai, alors que la SFIO a l'habitude de commémorer par une grande démonstration la répression de la Commune de Paris lors de la semaine sanglante, la manifestation au Pré-Saint-Gervais, avec Jean Jaurès, se transforme en contestation contre la loi des trois ans avec près de 150 000 personnes rassemblées.



M. le ministre de la guerre. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 21 mars 1905, notamment en ce qui concerne la durée du service dans l'armée active. (Vifs applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche. — Rumeurs à l'extrême gauche.)

M. Driant. Vive la France!

Voix nombreuses. Lisez! lisez! (Bruit à l'extrême gauche.)

M. le président. Maintenant, messieurs, laissez M. le ministre de la guerre donner lecture du projet. (Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

M. Jaurès. A bas l'empire! (Bruit.)

M. Colly. Vive la République! A bas la réaction! (Bruit prolongé à l'extrême gauche.)

M. le président. Ce n'est pas sous cette forme que vous devez protester. (Vives interruptions et bruit à l'extrême gauche.) Si ce tumulte continue, je serai obligé de suspendre la séance, et vous en prendrez la responsabilité. (Applaudissements. — Nouvelles interruptions à l'extrême gauche.)

A l'extrême gauche. Vive la République!

M. Emile-Dumas (Cher). A bas l'empire! A bas la guerre!

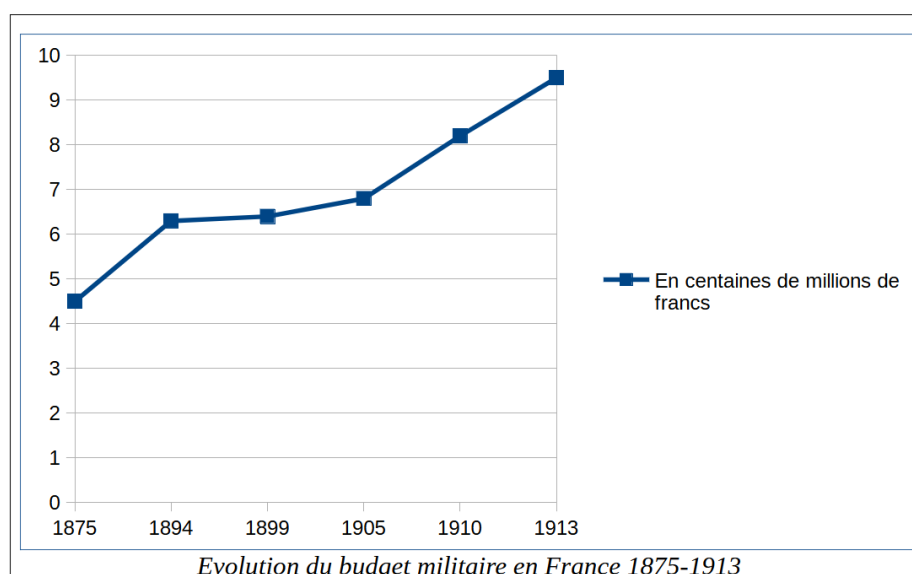
M. le président. Il m'est impossible... (Vives interruptions à l'extrême gauche et cris: A bas la guerre!) Voulez-vous laisser parler le président?



La manifestation au Pré-Saint-Gervais, avec Jean Jaurès

On y trouve toute la faiblesse du mouvement ouvrier français qui critique l'« encasernement », l'« inutilité » et l'« inefficacité » d'une telle loi, mais jamais la tendance à la guerre. Au début de son discours, constatant la réussite de la mobilisation, Jean Jaurès déclare : « si l'état-major peut apporter dans sa mobilisation la même sûreté, la France n'est pas en péril ».

Le très faible niveau idéologique du mouvement ouvrier français, alors partagé à l'époque entre des réformistes et des syndicalistes révolutionnaires, n'a pas permis d'engendrer une véritable prise de conscience de la tendance à la guerre. Dans son ouvrage « l'armée de métier » publiée en 1911, Jean Jaurès ne critique aucunement le concept de « défense nationale » en contexte bourgeois, mais propose de remplacer l'armée professionnelle par des milices territoriales sur le modèle de la Suisse, « moyen patriotique » pour s'opposer au « militarisme prussien »...



Un autre élément dans la montée en force du militarisme français est la place que va prendre le véhicule à propulsion thermique en remplacement de la force hippomobile.

Il est connu que l'armée a fait appel en masse aux taxis parisiens pour amener les soldats de l'arrière sur la bataille de la Marne en septembre 1914.

Cela n'est pas tombé du ciel mais d'une anticipation militaire d'avant 1914, avec dès 1900 la réception du premier véhicule militaire : une ambulance.

Le spectateur militaire était une revue fondée en 1826 par des généraux qui s'imposa vite comme revue de référence par l'état-major. Dans l'article « La cavalerie dans la guerre russo-japonaise » écrit par le général Pédoya et publié en mars 1907, on peut lire à propos de la guerre franco-prussienne de 1870 :

« Les mouvements par voiture s'effectuaient au trot ; l'infanterie pouvait ainsi, en toutes circonstances, sans être surmenée, suivre la cavalerie dans ses évolutions. Le prince Frédéric-Charles de Prusse obtint ainsi une diminution considérable dans le nombre de conducteurs, qui furent pris dans des paysans réquisitionnés, ainsi que dans le nombre d'animaux qu'il aurait fallu pour monter les compagnies d'infanterie ; il conservait intact l'effectif de ses combattants.

On peut admettre le principe de l'infanterie montée en Afrique ou dans les guerres coloniales ; mais le transport par voitures de réquisition nous paraît bien préférable dans une guerre européenne, notamment si les opérations se passent vers notre frontière de l'Est, qui est sillonnée par un réseau de routes admirable, permettant la circulation des voitures, des automobiles, ainsi que les mouvements d'unités cyclistes. »

Apparaît ici l'importance de la logistique dans la guerre moderne et son organisation sur un mode industriel. En octobre 1907, un long article est publié dans la même revue militaire à propos du rôle clef que va jouer l'automobile :

« Jusqu'à présent, l'usage des voitures automobiles n'a guère été prévu dans l'armée que pour le transport du personnel des quartiers généraux. Le petit nombre de ces véhicules naguère en circulation ne permettait pas à l'administration de la guerre d'avoir de plus hautes visées.

Mais depuis quelque temps le nombre des automobiles a augmenté dans des proportions considérables tandis qu'il y a quatre ou cinq ans à peine l'automobile ne représentait, en somme, qu'un sport coûteux, actuellement, grâce à la concurrence et à l'augmentation de la production, ce moyen de transport est devenu un facteur important de l'activité industrielle et commerciale de notre pays.

Aujourd'hui, on évalue à 30.000 environ le nombre des automobiles de toutes sortes qu'on pourrait demander à la réquisition en cas de guerre. Demain, ce nombre sera triplé ou quadruplé.

On voit donc qu'il est possible, dès maintenant, non seulement de pourvoir les état-major et les divers services de l'armée de nombreuses voitures automobiles, mais encore d'utiliser ces voitures pour transporter des troupes spéciales ou autres, et à des vitesses que la meilleure des cavaleries ne saurait jamais atteindre (...).

« Marcher séparés, combattre réunis », tel est le principe d'après lequel ils doivent manoeuvrer.

Grâce à leur vitesse, ils n'ont pas à redouter la séparation. Au contraire, celle-ci leur permet de dissimuler leur force et de se mouvoir plus facilement dans tous les sens.

Aussi, au début des opérations, les corps d'automobilistes doivent-ils être maintenus séparés les uns des autres et éloignés des autres troupes, afin de pouvoir converger rapidement sur les points où leur présence deviendra nécessaire, en disposant d'un grand nombre de chemins.

Cette particularité dans l'emploi des corps d'automobilistes et bien d'autres caractères distinctifs font de ces troupes une arme nouvelle. Nous allons donc nous efforcer d'en esquisser une organisation rationnelle et nous examinerons ensuite les conditions dans lesquelles cette arme peut être employée. »

À partir de 1906, l'armée constitue un corps d'officiers réservistes pour la conduite d'automobiles. C'est la même chose en Russie la même année, en Autriche, en 1907 en Hongrie, en 1908 en Allemagne...

La loi de réquisition automobile est mise à jour en juillet 1909 et en 1911 le ministère de la Guerre organise des épreuves d'endurance pour évaluer et primer les meilleurs camions devant un jury composé uniquement de militaires.

On retrouve en lauréat des véhicules issus des entreprises Berliet, Peugeot, Ariès, Brasier, Hotchkiss... Devenue Hotchkiss-Brandt en 1956, puis la Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston en 1966, elle est l'ancêtre de la société Thales, composante essentielle du complexe militaro-industriel français des années 2000.

Cette anticipation de l'usage de l'automobile s'avère capitale dans les combats de 1916-1918 permettant une grande efficacité dans les manœuvres d'artillerie, auparavant tractée par cheval. Elle va mettre à jour le commandement militaire avec la formation de nouvelles formes de combat, notamment le détachement de petits corps spéciaux permettant des opérations décentralisées et disséminées.

C'est ce qui était anticipé dès 1907 avec le principe « marcher séparés, combattre unis ». À cela s'ajoute également la question des communications avec le téléphone notamment pour la liaison avec l'artillerie qui doit faire face à des théâtres d'opération de plus en plus étendus.

À la sortie de la guerre, l'armée française est la première armée motorisée, ce qui fascina énormément les chefs militaires, à l'instar du Colonel de La Rocque qui constituera une milice motorisée de son parti fasciste, le PSF.

1914-1918, un appareil modifié pour un Etat transformé en capitalisme monopoliste à dimension étatique

À la veille de 1914, l'armée française a tant bien que mal actualisé sa situation pour assumer une « guerre européenne » essentiellement tournée contre l'Allemagne. Pour autant, la dimension industrielle de l'implication militaire n'est pas envisagée, car le capitalisme ne « pense » pas.

Le plan de mobilisation de 1912 (plan Joffre) *n'évoque aucunement la mobilisation industrielle* quand bien même la guerre russo-japonaise l'avait rendu évidente.

Aucune montée en puissance n'était évoquée, et les fabriques publiques d'armes devaient suffire à répondre à la demande d'une guerre qui devait se gagner surtout par les assauts massifs de fantassins.



Il faut attendre l'échec de cette conception avec la bataille défensive de la Marne début septembre 1914 pour qu'émerge l'idée que la guerre à outrance n'est pas tenable et qu'elle doit devenir une guerre d'usure.

Avec une idée simple : il n'y a pas seulement besoin de chair à canons, mais aussi tout simplement de canons, et en masse. Pour ne citer qu'un exemple, les ateliers d'artillerie à Bourges et Puteaux fabriquent alors seulement 13 000 obus de 75 par jour, quand il en est consommé quotidiennement 100 000 dès la fin août.

L'État ne va toutefois pas s'orienter dans le sens d'une planification (il ne le peut pas étant bourgeois), mais d'un chapeutage vertical de la production en vue de satisfaire les exigences de la guerre en termes de munitions, d'armes, d'équipement, de ravitaillement, etc. C'est le capitalisme monopoliste d'État (CME).

En 1917, Lénine définit le CME de cette manière :

« Tout le monde parle de l'impérialisme. Mais l'impérialisme n'est autre chose que le capitalisme monopoliste.

Que le capitalisme, en Russie également, soit devenu monopoliste, voilà ce qu'attestent assez le « Prodougol », le « Prodamet », le syndicat du sucre, etc.

Ce même syndicat du sucre nous fournit un exemple saisissant de la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État.

Or, qu'est-ce que l'État ? C'est l'organisation de la classe dominante; en Allemagne, par exemple, celle des hobereaux et des capitalistes.

Aussi, ce que les Plékhanov allemands (Scheidemann, Lansch et autres) appellent **le « socialisme de guerre » n'est-il en réalité que le capitalisme monopoliste d'État du temps de guerre ou, pour être plus clair et plus simple, un baigne militaire pour les ouvriers en même temps que la protection militaire des profits capitalistes.**

Eh bien, essayez un peu de substituer à l'État des capitalistes et des hobereaux, à l'État des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, l'État démocratique révolutionnaire, c'est-à-dire un État qui détruit révolutionnairement tous les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratisme le plus complet.

Et vous verrez que dans un État véritablement démocratique et révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'État signifie inévitablement, infailliblement, un pas, ou des pas en avant vers le socialisme ! »

Lénine est clair : le CME n'est pas une étape nouvelle dans l'organisation des monopoles capitalistes, mais leur subordination aux intérêts militaires.

Durant toute la séquence de 1915-1918, l'enjeu est de recenser, puis de mobiliser les capacités productives disponibles, de ramener les ouvriers spécialisés du front vers leur poste, et de faire consentir aux industriels les investissements attendus.



Concrètement, c'est à Bordeaux, où s'est installé le gouvernement pour trois mois en raison de la menace militaire allemande, le 20 septembre 1914 qu'une réunion a lieu pour demander aux principales firmes privées de constituer des groupes régionaux en fonction de chaque type de production.

Outre l'armement, il faut aussi prévoir la production et la logistique pour la nourriture, les équipements, l'énergie...

D'un côté l'État assure un contrôle en amont et en aval de la production, se prête garant en délivrant des préfinancements pour les investissements, de l'autre côté, les industriels conservent la gestion de l'organisation du travail, imposent des prix très élevés et captent l'ensemble des bénéfices.

Initiée par le ministre de la Guerre Alexandre Millerand, ancien membre du Parti Socialiste français de Jaurès et ex-avocat du Comité des Forges et de la Société Wendel, cette réunion rassemble Louis Renault, les dirigeants des Aciéries de Saint-Chamond, des Aciéries de Wendel et des Forces du Creusot, Robert Pinot, secrétaire général du Comité des Forges (métallurgie) et les dirigeants des chemins de fer du Paris-Orléans et de la Compagnie du Midi.

Les entreprises privées apparaissent alors en position de force face à l'État tout autant que ce dernier est en mesure d'imposer sa volonté du fait de sa capacité à contrecarrer la rupture des chaînes d'approvisionnement et le retour de la main d'œuvre.

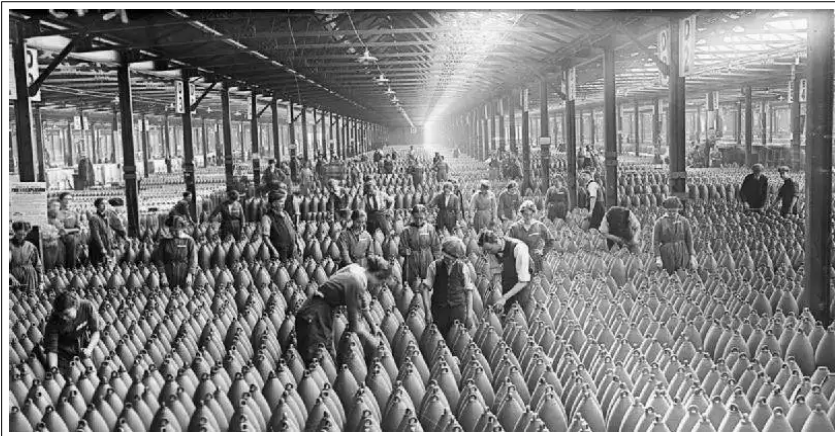
À la fin 1915, 500 000 ouvriers sont rappelés du front pour aller dans les usines. Chaque groupe régional de production est supervisé par le ministère de l'Armement qui lui-même agit en alliance avec celui de l'Agriculture et du Ravitaillement.

À la tête de cet ensemble, il y a le conseil technique composé des 10 principaux dirigeants des monopoles présents à la réunion de Bordeaux en septembre 1914.

La conséquence de la mise en place de ce CME est le « baigne militaire pour les ouvriers », avec des usines et des ateliers surveillés par des militaires et un contrôle absolu des grandes firmes sur l'ensemble de l'organisation de la chaîne de production.

Ainsi François Wendel, puissant directeur du principal syndicat de la métallurgie, le Comité des Forges, passe de la Direction de l'Artillerie à la mi-août 1914 à la tête de l'Inspection permanente des fabriques d'Artillerie chargée de mettre à exécution les décisions.

De la même manière, il y a nul hasard à ce que ce soit Alexandre Millerand, représentant éminent au début du XXe siècle des conceptions ultra-droitières du socialisme qui soit à la tête de cette transformation : il faut pouvoir faire accepter la modification de l'appareil d'État du capitalisme dans un sens dirigiste.



Car le CME, ce n'est pas directement la croissance des arsenaux d'État, mais la supervision par l'État de groupes de production constitués autour de grandes firmes privées qui elles-mêmes stimulent toute une chaîne de sous-traitance.

Si 75 % des salariés de l'industrie d'armement travaillent dans le public

avant 1914, cela bascule en faveur des entreprises privées dès mai 1915 pour parvenir à plus de 80 % des effectifs dans le privé en 1918 (sur 1 675 000 millions de travailleurs employés dans ces usines, 1 280 000 le sont dans des firmes privées).

Pour les obus, l'État met en place à la fin 1914 quinze groupes de production et en Aquitaine, place forte pour ce type de fabrication, qui fonctionnent dans une chaîne de sous-traitance déconcentrée. Ainsi, en décembre 1914, si 5 entreprises répondent à la demande de production, il y en aura 375 à la fin de la guerre.

Le CME, ce n'est pas le capitalisme qui devient une production socialiste : tout se fait de manière chaotique car l'État ne fait que solliciter en ne faisant de la réquisition qu'un outil à la marge. Il faudra du temps pour atteindre les objectifs.

Il faut attendre décembre 1916 pour que le sous-secrétariat d'État à l'Artillerie et l'Équipement militaire lancé en mai 1915 se transforme en un ministère à part entière. C'est le ministère de l'Armement et des fabrications de guerre. Entre-temps, l'armée française doit compter sur l'approvisionnement venu d'Amérique du Nord et du Sud.

En décembre 1914, il est produit 27 000 obus par jour pour et 70 000 à l'été 1915 alors qu'il en est demandé 100 000 et il faut attendre 1916, voir 1917, pour avoir la quantité de mitrailleuses demandées, ainsi que de canons d'artillerie lourde et d'obus « de qualité ».

Le CME c'est la pénétration organique de l'État par les monopoles sous la subordination de l'intérêt militaire. Il exprime le point d'aboutissement de la formation du capitalisme monopoliste qui tend à l'impérialisme. Cela va en partie à l'encontre de sa propre trajectoire historique, l'intérêt privé des entreprises étant relativement soumise à l'« intérêt général », celui de la bourgeoisie dans la bataille pour le partage.

1918-1920, le CME, prélude à la relance pour une accumulation du capital

Si la mise en place du CME n'est pas chose aisée, la transition de la guerre ouverte à la paix pose la question de la relance de tout un appareil productif tout étant que la formation d'un nouveau consensus social et politique.

Tout l'enjeu pour les monopoles va être de sauvegarder les acquis industriels de l'époque de la guerre, notamment en termes d'investissements et d'innovations obtenues, tout en « récupérant » leur marge de manœuvre sur les marchés en dehors de l'État. Pour cela, les monopoles peuvent compter sur l'État lui-même, qui est par définition l'État de la bourgeoisie, et donc se doit de relancer le capitalisme sur sa trajectoire historique.

Au centre de ce processus, il y a Étienne Clémentel qui est le Ministre du Commerce et de l'Industrie d'octobre 1915 à novembre 1919. En 1918, il rappelle le bénéfice de la mise en œuvre du CME :

« Nous aurons obligé ces hommes (industriels) à se grouper, à se connaître, certes non sans difficulté, non sans effort, parfois même avec une légère contrainte, nous leur avons dit : vous ne pouvez pas refuser de coopérer dans une organisation commune, c'est uniquement pour le bien du pays et de l'intérêt général. »



Administrateur de nombreuses sociétés, il est marqué par la crise de Tanger en 1905 qui l'amène à s'investir en tant que député sur les questions militaires et l'industrie d'armement. En 1910, il devient rapporteur permanent sur le budget de la guerre. En tant que ministre du Commerce et de l'Industrie, sa tâche va consister à organiser les secteurs de production en vue de leur intensification pour la guerre et à accompagner l'essor des marchés dans l'après-guerre.

Pour réaliser ces objectifs, il relance le Comité consultatif des arts et manufactures fondé en 1791. Le nombre de ses membres double pendant la guerre avec la venue de savants, d'universitaires et d'ingénieurs, chargés de penser l'innovation et les débouchés possibles des industries de guerre après la guerre.

Rattachées à ce Comité, des commissions de rationalisation et de standardisation industrielles sont créées en 1918 pour pérenniser les « acquis » économiques de la guerre. De même que pour prolonger l'initiative sont fondés plusieurs instituts, tel que celui d'optique appliquée en 1917, de la céramique, de la chimie industrielle en 1918.

Cette armature institutionnelle produit un rapport publié le 15 novembre 1918 ainsi que deux autres en 1919 sur les industries d'avant-guerre et les « moyens pour garantir l'expansion industrielle ensuite ».

On trouve ici en mars 1919 le premier rapport sur l'évolution de l'industrie française avec une étude très détaillée sur l'ensemble des secteurs industriels et leurs débouchés possibles, mais aussi des remarques sur les politiques en matière de logement, sur la lutte contre les maladies, etc.

Il contient pas moins de 2000 pages, avec des données, statistiques et graphiques en cascade, un plan à suivre pour l'analyse chaque secteur, des consignes de standardisation et de rationalisation, etc., on y trouve en fait une vue d'ensemble du pays avant, pendant et pour l'après guerre.

À la sortie de la Grande Guerre, le capitalisme français doit faire face à la désorganisation générale des chaînes d'approvisionnement, avec l'inflation comme conséquence, aux surcapacités de production et donc l'ouverture de potentiels du nouveaux marchés, et, dans le même temps à la perte massive de forces de travail.

Il faut donc permettre une relance de l'accumulation sur une base nouvelle, c'est-à-dire par le biais d'un nouveau consensus social.

Dans sa préface au rapport, le ministre de l'Industrie à la tête de ce travail, Étienne Clémentel, évoque la chose comme cela :

« L'État contribuera très efficacement à ces progrès d'ordre technique par les laboratoires et les instituts que nous nous sommes attachés à créer et à développer : le savant doit sortir de sa tour d'ivoire et l'industriel s'élever au-dessus des préoccupations immédiatement utilitaires ; la théorie qui ne passe jamais à la réalisation nous est indifférente, et la réalité qui n'est pas animée par l'esprit de progrès est bientôt frappée de stérilité. Les nécessités de la guerre ont mis en contact le savant et l'industriel, désormais ils ne s'ignorent plus. »

Puis plus loin, il explique :

« Dans la première phase d'individualisme effréné par laquelle a passé l'industrie, phase qui eut son utilité et sa grandeur, le producteur d'une marchandise quelconque était un loup pour le producteur de la même marchandise (...)

Trop souvent (...) la concurrence effrénée aboutissait à l'avalissement des prix et, par suite, à une crise dont souffraient même les vainqueurs, et dont le bien-être général était souvent le prix.

Depuis un quart de siècle, les producteurs avaient éprouvé le besoin de conclure des ententes, sortes de trêves entre des combattants qui se reconnaissent d'égale force, ententes ayant pour objet de substituer, par une réglementation volontaire, une production organisée à une production anarchique (...)

La guerre a activé ce mouvement, mais elle lui a imprimé provisoirement son caractère propre ; elle a imposé la dictature de l'État dans l'intérêt suprême de la défense nationale ; de plus, les formes d'organisation suscitées par la guerre avaient un objectif immédiat (...)

Mais la dictature de l'État n'a pas survécu aux circonstances qui l'avaient fait naître. Toutefois, espérons-le, les ententes provoquées d'abord par l'impulsion d'en haut poursuivront leur œuvre et la développeront, par la volonté consciente des intéressés.

La politique du Gouvernement a reçu la meilleure des consécration le jour où nos industriels ont compris qu'ils devaient unir leurs efforts pour transporter la concurrence du terrain national ; où les victimes ne peuvent nous être indifférentes, sur le terrain international. »

Sur cette base, les résultats du rapport et plus généralement de la politique d'Étienne Clémentel, ministre de l'Industrie resté en place pour toute la période de la guerre, ont été la naissance en 1919 d'un syndicat patronal avec la Confédération Générale de la Production Française (CGPM), ainsi que la création officielle des régions économiques, base à la formation d'une « économie organisée ».

En effet, en France, le capitalisme a dû composer avec une survivance tenace de l'économie domestique et d'une structuration nationale sur la base des communautés paysannes-villageoises.

Ainsi, le capitalisme français a dû « trouver » une voie de structuration permettant de s'adapter à cette trajectoire nationale particulière.

Dans la préface au rapport de 1919, Étienne Clémentel remarque :

« Le syndicat obligatoire dont s'accommode la docilité allemande ne s'acclimatera pas facilement en France (...).

S'ils savent se plier aux disciplines nécessaires qui, acceptées et non subis, rendent plus féconds les efforts individuels, ils ne mériteront plus le reproche que Colbert adressait aux négociants de son temps : « ces Messieurs veulent avoir chacun leur barque, plutôt que de s'associer pour posséder, comme les Hollandais, des grands bateaux ».

Ce n'est pas au lendemain de la guerre qu'ils oublieront qu'ils naviguent tous sous le pavillon de la France. »

Pour cela, il a pu compter sur l'expérience du CME de la période 1915-1918. Cette période a permis la consécration d'une organisation productive axée autour de grandes entreprises donneuses d'ordres s'appuyant sur un tissu décentralisé de petites et moyennes entreprises avec des centres de recherche regroupés autour des grandes villes régionales.

C'est là une manière de conserver la forme « domestique » de l'économie tout en modifiant le fond, c'est-à-dire non une orientation féodale pré-capitaliste mais capitaliste.

Ainsi en est-il de l'industrie du décolletage en France qui est concentrée à plus de 60 % la vallée de l'Arve en Haute-Savoie. À l'origine, cette industrie est liée à l'activité hivernale des paysans qui fabriquaient des petites pièces dans des ateliers familiaux pour les besoins de l'horlogerie voisine à Genève.

Certaines de ces entreprises horlogères ont connu la croissance avant 1914 puis un véritable boom pendant la Guerre en produisant les corps d'obus ou les fusées complètes nécessitant de très nombreuses petites pièces. Signe de la montée en puissance du CME, la vallée connaît après 1915 la création de 37 nouvelles usines dédiées à la production des éléments de fusées pour obus.

On retrouvait également dans cette vallée deux importants complexes métallurgiques nés de l'énergie de la houille blanche. Il y avait l'usine du Giffre spécialisé dans le ferro-chrome avec une production tournée vers les canons, les munitions et blindages.

Aussi, à la suite d'une visite du sous-secrétaire d'État en septembre 1914 à l'autre usine métallurgique de Chedde, la fabrique mit sur pied un nouvel atelier surveillé par 50 militaires, baptisée « poudrerie militaire des usines de Chedde ». Ce second complexe était chargé de fournir de la poudre explosive pour obus (cheddite).

On avait là un début d'organisation « régionale » en sous-traitance pour la fabrication des obus.

Voici un extrait du « rapport » de 1919 à propos du décolletage, démontrant un travail d'enquête minutieux et pointu et la perspective des régions comme base à la future structuration du capitalisme français :

« Le nombre de pièces de mécanique faites par décolletage s'accroît sans cesse. On est arrivé à une précision extrême permettant des fabrications minutieuses, notamment de pièces interchangeables, le travail de l'ouvrier ou de l'ouvrière étant pour ainsi dire réduit à une besogne de surveillance.

En résumé, c'est une industrie de date récente qui, en peu de temps, a fait des progrès considérables et dont le domaine s'étend de jour en jour.

SITUATION AVANT LA GUERRE – La plus grande partie des usines de décolletage se trouvaient, avant la guerre, dans le département de la Seine. Mais cette industrie s'était développée également dans les grandes villes et dans certaines régions spéciales : Somme, Cher, Loire, Jura, Savoie (toute la région horlogère), Seine-Inférieure, ; etc.

Beaucoup de ces usines n'étaient que des ateliers de faible importance. Il faut ajouter un nombre considérable de petits mécaniciens, faisant du décolletage, dans toutes les villes industrielles quelques grandes usines, notamment celles construisant les automobiles, qui faisaient elles-mêmes leur décolletage (...)

Les ouvriers, à part les régleurs et outilleurs, sont relativement peu spécialisés et passent facilement d'une fabrication à une autre. (...)

La concurrence étrangère provenait surtout d'Allemagne, grâce à des tarifs douaniers peut-être insuffisants, à la main d'œuvre bon marché de ce pays et à l'avance prise pour la fabrication en séries. Mais les industriels suisses, très fortement outillés comme matériel de décolletage pour l'horlogerie, avaient depuis longtemps également conquis sur notre marché de gros débouchés.

SITUATION PENDANT LA GUERRE - L'industrie du décolletage a fourni un appoint considérable aux besoins de la Défense nationale. Les principales productions ont été : les fusées, les petits obus, les pièces détachées pour l'aviation, l'automobile, les tracteurs, les tanks, la télégraphie sans fil, l'orthopédie, les canons, les mitrailleuses, etc.

La plupart des usines se sont développées sur place. On peut dire que les centres de fabrication sont restés les mêmes qu'avant la guerre. Le nombre des ouvriers est passé de 10 000 à 40 000, chiffre formidable causé par les besoins de la Défense nationale. Le nombre des machines-outils a suivi une progression parallèle (...).

Le prix de la main d'œuvre a triplé ; celui des matières premières a plus que quintuplé.

Un très grand nombre de femmes ont été employées pendant la guerre à la surveillance des tours et ont donné toute satisfaction.

SITUATION APRÈS LA GUERRE – Le grand nombre de tours d'ateliers rendus disponibles par l'arrêt des fabrications de guerre va susciter sans aucun doute une concurrence extrêmement âpre entre les producteurs français.

Pendant longtemps, l'industrie du décolletage ne pourra songer à se créer des débouchés pour l'exportation (...).

La situation, du moins dans les premiers mois qui suivront le traité définitif de paix, sera donc sérieuse, avec une surproduction inévitable, si les industriels intéressés ne veulent pas jeter sur le pavé une main d'œuvre extrêmement nombreuse.

Il semble donc urgent de parer à l'invasion nouvelle du marché français par les produits suisses et allemands qui aviliraient les prix et ne permettraient plus la concurrence.

Plus tard, lorsque la surproduction française se sera créée des débouchés à l'extérieur, il sera possible de rendre le marché français plus libre.

Quoi qu'il en soit, une fois passée cette période critique, il est certain que le plus bel avenir attend cette industrie du décolletage qui suivra la marche ascendante de la moyenne mécanique en France

Et, à ce point de vue, il semble bien que l'avenir soit dans le groupement des usines en puissantes maisons, à gros capitaux, possédant des ateliers perfectionnés où

seront appliqués les méthodes les plus modernes de production économique et intensive.

La poussière des petites maisons possédant un ou deux tours et quelques ouvriers devra disparaître, ne pouvant concurrencer les gros producteurs. »

On voit combien le capitalisme français était à ses débuts ici, la Grande Guerre lui permettant de s'élaner et de jeter les bases à sa structuration plus avancée.

L'industrie du décolletage doit attendre les effets de la Seconde guerre mondiale, avec notamment le boom de l'industrie automobile et aéronautique civile, pour voir la tendance anticipée par le « rapport » de 1919 véritablement se réaliser.

Il faut attendre les années 1970-1980 pour voir disparaître « la poussière des petites maisons », achevant la prolétarianisation des villages des alentours, grâce une organisation en sous-traitance tournée vers les grands donneurs d'ordre de l'automobile et de l'aéronautique.

Avec le recul, on peut affirmer que le prolongement réel du « rapport » de 1919 se situe dans les années 1960 avec la consécration du gaullisme dans le cadre de la Ve République.

Car à la perspective régionaliste énoncée par le rapport se trouve en parallèle l'idée d'un appareil d'État en mesure d'organiser par en haut la collaboration du capital et du travail.

À ce titre, le régime de Vichy s'inscrit également dans cette lente maturation d'un appareil d'État adapté à un capitalisme de monopole développé, bien que sa soumission à la puissance impérialiste allemande menant à son effondrement a nécessité un changement de la nature du régime institutionnel après 1945.

Dans le rapport de 1919, Étienne Clémentel décrit bien cette perspective que l'on trouvera réalisé 40 ans plus tard :

« L'État ne participant pas aux risques ne devrait pas intervenir dans la direction [des entreprises], mais, représentant de la collectivité nationale, de l'ensemble des consommateurs, il doit avoir un droit de regard, c'est-à-dire de contrôle, sur le faisceau formidable des forces de production concentrées et organisées. (...) »

Une forte organisation de la production est la condition essentielle à la fois de l'amélioration immédiate du sort de l'ouvrier et de son accession ultérieure à une situation économique supérieure (...).

Encore et surtout, l'organisation du capital stimule et provoque l'organisation, des travailleurs. Les promoteurs du mouvement syndicaliste, par une compréhension très juste des choses, ont toujours préféré une société capitaliste vigoureuse à une société capitaliste débile et inorganisée.

Lorsque se produira dans toutes les industries la pénétration réciproque des deux forces composantes de la production, on tendra à la réalisation, progressive du désir exprimé par Waldeck-Rousseau : « Il faut que le capital travaille et que le travail possède ».

Le succès durable de tout programme de suractivité économique est lié à cette collaboration intime du capital et du groupement professionnel, grâce à laquelle l'ouvrier sera intéressé à la production (...).

L'augmentation méthodique du rendement de la main-d'œuvre a donc un corollaire nécessaire : la participation de l'entreprise et de l'ouvrier aux résultats obtenus par un effort commun. »

Si le régime de Vichy a tenté de mettre en place cette forme d'appareil d'État, la IV^e République n'a fait qu'en revenir aux structures de la III^e République. Seul l'avènement de la Ve République et les années de Gaulle qui s'en suivent ont permis à la bourgeoisie d'accéder à sa grande synthèse historique.

Cette synthèse c'est celle d'un régime de nature républicaine pour mettre de côté l'influence négative des forces cléricales conservatrices, mais profitant d'un cadre d'action typiquement monarchiste, avec ses « régions » et son « pays réel » pour organiser la collaboration des classes.

En parallèle à la formation Délégation ministérielle à l'armement (DMA) devenue DGA en 1977, la Ve République voit la formation de vastes monopoles concentrés en des secteurs clefs et pouvant compter sur une organisation patronale elle-même centralisée. Une centralisation qui suit de près celle du régime lui-même, avec à partir de 1962 l'élection du président de la République au suffrage universel, et l'application de la politique d'intéressement à la production.

Mais surtout, la Ve République a mis au centre de la vie institutionnelle un corps administratif cherchant à « dépolitiser » l'action publique, dans le prolongement de l'idéologie bourgeoise du préfet.

Dans ce but, il était nécessaire d'organiser la région comme espace pour le développement du capitalisme français vers l'international.

Pour cela, il y avait l'héritage de la Grande Guerre qui avait mis sur pied l'élaboration des « régions économiques » sur la base du regroupement de plusieurs chambres de commerce et que le rapport de 1919 présente en ces termes :

« Le département est devenu un cadre trop étroit pour la vie économique actuelle transformée par le développement et les progrès des moyens de communication. Il ne correspond plus également à l'extension qu'ont prise certaines industries ou ensembles d'industries dont le groupement régional a dépassé de beaucoup ses limites. »

Dans la préface au rapport, Étienne Clémentel revient sur le travail effectué par son ministère pendant la Grande Guerre :

« Pour assurer cette collaboration des pouvoirs publics et des forces de production, j'ai dû m'appuyer sur ce qui existe et non sur ce qui sera (...).

J'ai vu dans les Chambres de Commerce les points de cristallisation autour desquels s'organiseraient peu à peu les initiatives régionales (...).

Le cadre de la région économique une fois délimité par voie d'entente entre le Ministère et les Chambres de Commerce, nous nous sommes efforcés de remplir ce cadre de manière à développer et à organiser les forces productrices de la région et nous avons donné une vie permanente, à côté du bureau régional des Chambres de Commerce, au Comité régional d'Action économique, siégeant au chef-lieu de la région, qui, créé par le Ministère de la Guerre, a rendu de grands services au cours des hostilités (...).

Sans attendre le plein épanouissement de ces institutions régionales, dont la fédération fera nettement apparaître la nation en ordre de travail, j'ai associé à l'action gouvernementale, pour la rendre, plus vivante et moins administrative, pour la renouveler aux sources profondes où s'élabore le progrès, les détenteurs de toutes nos forces de production.

Sur mon initiative, les délégués mandatés des chambres syndicales patronales, représentant plusieurs centaines de milliers de chefs d'entreprise industrielles et commerciales, ont constitué 20 groupements; chacun de ces groupements comprend un certain nombre de syndicats, dont les intérêts sont sinon communs, du moins similaires. Ces conseillers, formés par la pratique quotidienne des affaires, en contact permanent avec les dures réalités, collaboreront efficacement à la restauration économique du pays.

Désormais, par l'intermédiaire de leur Confédération nationale, qui va être constituée sous le régime de la loi de 1884, le Ministre sera directement en rapport avec la masse des industriels et des commerçants, masse non plus amorphe mais organisée.

Jusqu'ici le pouvoir central ne connaissait souvent les besoins des industries que lorsque ceux-ci se manifestaient par des crises économiques.

Dépourvu des moyens d'investigation et d'information qui lui eussent permis de suivre l'évolution de la maladie, il était incapable de la prévenir et plus encore de la guérir.

Désormais, il pourra prévenir et guérir en ayant à sa disposition d'autres moyens d'action que la panacée des articles additionnels à la loi de douane. »

Fondés par arrêté ministériel en avril 1919, les 17 « groupements d'intérêts régionaux » devaient s'appuyer chacune sur un comité élu au sein des chambres de commerce, représentant les syndicats de patron et de travailleurs.

Ces comités disposaient de marges d'action pour élaborer des initiatives allant dans le sens du développement du commerce et de l'industrie à leur niveau. Toutefois, ces « régions économiques » ne verront jamais vraiment le jour du fait des réticences des entreprises locales, hostiles au maintien de cette intervention étatique issue de la guerre.

Cette perspective sera surtout celle de Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) fondée en 1963. La DATAR va être au cœur de l'aménagement du territoire français dans le but d'ouvrir des espaces à l'accumulation du capital dans un cadre régional et « décentralisé ».

C'est cette même DATAR qui lance l'initiative des « pôles de compétitivité » en les définissant et c'est en 1969 que de Gaulle tente de se relancer après la grande contestation de mai 68 en proposant un référendum précisément sur la création officielle de Régions.

Malgré l'échec de ce référendum, les régions verront le jour sous les années Mitterrand et les « actes de la décentralisation » mettant sur pied les collectivités territoriales avec de vraies prérogatives. Des années 1980 qui attestent par cet aspect combien elles n'ont été qu'un prolongement des acquis gaullistes des années 1960 en s'imposant comme une force modernisatrice issue de mai 68.

Devenues l'espace réel de l'accumulation du capital, les régions s'appuient dorénavant sur ces pôles de compétitivité qui bénéficient depuis 2004 d'une reconnaissance institutionnelle, leur permettant des subventions publiques et un régime fiscal favorable.

Ainsi en Aquitaine, un des cœurs névralgiques de la production de guerre entre 1915 et 1918, s'est formé l' « Aérospatial Valley », spécialisée dans la production aéronautique. On peut également citer le pôle « Mont-Blanc Industrie » tourné vers le décolletage, la « Plastic Valley » en Rhône-Alpes, la « Mécatronic Valley » à Grenoble, « Nuclear Valley » en Bourgogne-Franche-Comté, la « Cosmetic Valley » à Chartres, le « Pôle européen de la Céramique » autour de Limoges, etc.

Depuis a été lancée la phase 5 des pôles de compétitivité pour la période 2023-2026 qui vise à regrouper les pôles autour des nouvelles régions créées en 2015 en vue de leur plus grande intégration aux régions définies par l'Union européenne et ainsi mieux capter les subventions communautaires.

En 2024, ce sont 55 pôles pour 14 000 entreprises et 2000 établissements de recherche ou laboratoires : le capitalisme français bénéficie ici de l'expérience acquise tout au long du XXe siècle. ■

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La seconde crise générale du capitalisme (page 3)
- Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 21)
- Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises (page 36)
- L'erreur d'Eugen Varga (page 40)
- L'erreur de Paul Boccard (page 47)
- A propos de la crise capitaliste en cours (page 55)

MAI 2020



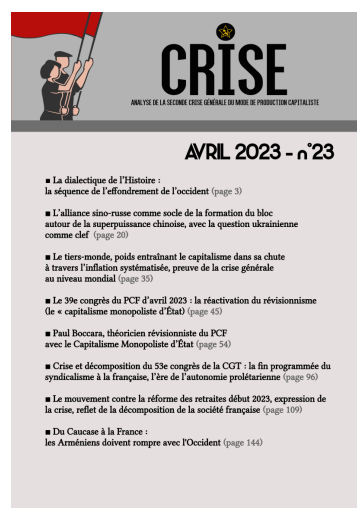
CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- L'inflation en 2021, l'immense retour dans la crise générale (page 3)
- Les manifestations anti-pas sanitaire en France d'août 2021 : un irrationalisme en provenance du centre de la société et directement expression de la seconde crise générale (page 9)
- La question de - compléter - (page 14)
- La victoire des Taliban en Afghanistan dans le contexte de la bataille pour le partage du monde (page 21)
- De nouvelles périmètres apparaissent avec le variant Delta (page 36)
- La seconde crise générale du capitalisme et les thèses de fondation du Parti-guérilla (page 35)
- Colonne napoléonienne des Brigades Rouges : Thèses de fondation du Parti-guérilla 1988 (page 38)
- Les enseignements concernant la crise générale tirés par le Parti-guérilla du Proletariat Métropolitain (page 39)

SEPTEMBRE 2021

15



- La dialectique de l'Histoire : la séquence de l'effondrement de l'Occident (page 3)
- L'alliance sino-russe comme socle de la formation du bloc autour de la superpuissance chinoise, avec la question ukrainienne comme clef (page 20)
- Le tiers-monde, poids entraînant le capitalisme dans sa chute à travers l'inflation systématisée, preuve de la crise générale au niveau mondial (page 35)
- Le 39e congrès du PCF d'avril 2023 : la réactivation du révisionnisme (le « capitalisme monopoliste d'Etat ») (page 43)
- Paul Boccard, théoricien révisionniste du PCF avec le Capitalisme Monopoliste d'Etat (page 54)
- Crise et décomposition du 53e congrès de la CGT : la fin programmée du syndicalisme à la française, l'ère de l'autonomie prolétarienne (page 96)
- Le mouvement contre la réforme des retraites début 2023, expression de la crise, reflet de la décomposition de la société française (page 109)
- Du Caucase à la France : les Arméniens doivent rompre avec l'Occident (page 144)

Lisez, diffusez Crise !

Depuis mai 2020, la revue Crise est publiée au format pdf. Vous lisez ici le 27^e numéro qui, à l'instar des numéros précédents, analyse de manière approfondie la situation mondiale de l'affrontement révolution / contre-révolution.

Sa base, c'est la compréhension que la pandémie de 2020 est l'expression du capitalisme qui a rencontré un mur, celui de la contradiction villes-campagnes. L'expansion du capitalisme a connu sa limite historique, après avoir connu une phase ascendante de 1989 à 2020, par l'intégration de la Chine comme « usine du monde » et l'intégration des pays de l'ex-bloc soviétique social-impérialiste dans le marché mondial.

C'est par cette vision du monde que nous avons annoncé, plus de six mois avant son déclenchement, l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine. C'était inévitable, parce que la situation est celle de la bataille pour le repartage du monde. Crise est l'outil pour comprendre le sens de cette bataille et s'y opposer.

Pour que triomphe la révolution, et non pas la guerre impérialiste !

Nous considérons qu'il existe trois contradictions fondamentales, dans cette situation en perspective où nous évoluons.

La première et la principale contradiction est celle entre nations opprimées, d'un côté, et superpuissances et puissances impérialistes, de l'autre – même si c'était une redondance, nous préférons les énumérer ainsi pour que ce soit clair – ; une telle contradiction trouve sa solution dans la révolution démocratique, avec la guerre populaire.

Une deuxième contradiction fondamentale, c'est prolétariat – bourgeoisie ; celle-ci se règle avec des révolutions socialistes et des révolutions culturelles prolétariennes, également au moyen de la guerre populaire, et j'insiste, tout en considérant le type de révolution et les conditions spécifiques de chaque pays.

Une troisième contradiction, c'est celle entre les impérialistes, entre les superpuissances, entre les superpuissances et les puissances impérialistes, et entre les puissances impérialistes elles-mêmes ; ces contradictions, entre eux, se règlent par des agressions, des guerres impérialistes et visent à définir l'hégémonie de la domination du monde dans une Troisième Guerre Mondiale.

Pourquoi les plaçons-nous dans cet ordre ? Parce que c'est ainsi que nous considérons leur ordre d'importance ; nous insistons sur le fait que la contradiction nations opprimées, d'un côté, et superpuissances impérialistes et puissances impérialistes, de l'autre, est la contradiction principale et qu'elle est de grande importance pour la révolution mondiale ; à notre avis, cela a un rapport avec le poids des masses dans l'histoire.

Il est évident que l'immense majorité des masses qui peuplent la Terre, vivent dans les nations opprimées ; de même, il est évident que les populations des nations opprimées s'accroissent quatre fois plus rapidement que celles vivant dans les pays impérialistes.

Si nous appliquons le principe qui dit que ce sont les masses qui font l'histoire, si nous tenons compte du fait que la Seconde Guerre Mondiale a mis les masses debout politiquement (comme le reconnaissent, même les conseillers réactionnaires des États-Unis), nous pensons qu'une guerre mondiale engendrée par la contradiction entre les impérialistes serait une nouvelle guerre inter-impérialiste pour l'hégémonie mondiale et le partage de la Terre, donc le partage du butin.

Le butin, ce sont les nations opprimées, et donc ils seraient obligés d'occuper notre territoire pour nous dominer, et ainsi, à nouveau, la contradiction principale redevient la contradiction entre les masses opprimées, d'un côté, et les superpuissances et puissances impérialistes de l'autre.

Nous y croyons fermement. Ce n'est pas, comme le disent certains, par chauvinisme d'appartenir aux pays ou aux nations opprimées, non, ce n'est pas cela, c'est la tendance que montre l'histoire. C'est le poids de la masse dans l'histoire et, de plus, les faits le démontrent peu à peu que c'est avec la lutte qui se livre dans les nations opprimées que l'impérialisme s'enfoncé et se ruine de plus en plus ; ce sont des faits irréfutables.

Par conséquent nous considérons que cette contradiction principale est d'une grande importance ; elle est décisive pour balayer l'impérialisme et la réaction de la face de la Terre à condition que la révolution mondiale soit commandée et guidée par le marxisme-léninisme-maoïsme, que se développent des partis communistes basés sur cette idéologie et que soit assumée la guerre populaire, et j'insiste encore une fois, suivant le type de révolution et les conditions spécifiques.

Pour cette raison, nous croyons que c'est d'une grande importance, cette contradiction principale telle que nous la posons. Il y en a qui ne le croient pas et pensent que, au fond, nous ne croyons pas à la révolution dans les pays impérialistes ; nous croyons que ces révolutions sont une nécessité historique et que le développement de la contradiction principale leur offre de meilleures conditions ; et que, même, une guerre mondiale créera de meilleures conditions pour que se fasse la révolution ; et qu'elle se fera parce que c'est une nécessité.

En fin de compte, les deux grandes forces, les deux grandes révolutions, la révolution démocratique et la révolution socialiste, doivent confluer pour que triomphe la révolution dans le monde ; sinon, on ne pourra pas balayer l'impérialisme et la réaction de l'ensemble du monde. Voilà ce que nous pensons.

Gonzalo, Parti Communiste du Pérou, interview de 1988

L'Union européenne, parcours du syndicat du capitalisme européen

Dans la langue grecque antique, le terme « syndicat » désigne l'avocat, celui qui accompagne le prévenu lors d'un procès pour défendre ses intérêts. Au sens actuel du terme dans notre langue, un syndicat est une organisation rassemblant un groupe aux intérêts communs. C'est le sens très précis du projet d'unification européenne, ayant abouti dans l'institution de l'Union européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui, depuis le départ.

Le projet d'unification des États bourgeois d'Europe occidentale remonte en tant que tel aux conséquences de la première guerre mondiale. Jusque-là, les États bourgeois avaient établis entre eux un certain nombre de règles sous la forme de conventions et de traités, dont les contraintes ne reposaient que sur le rapport de force et son évolution.

Rien de tout cela n'avait en fait entravé le développement de l'impérialisme des États bourgeois, et tout au contraire, ces accords ne visaient qu'à organiser le partage colonial entre États impérialistes, et à régler les rapports entre eux sur les grandes « questions » internationales que l'impérialisme européen suscitait.

En la matière par exemple, la Conférence de Berlin, en fait une série de réunions s'étalant de novembre 1884 à février 1885, est restée un modèle du genre, aboutissant à déterminer le partage du continent africain et l'organisation de son exploitation par les États impérialistes européens en fonction de leur force respective.

Pour autant, le partage colonial de l'Afrique s'est largement réglé par le rapport de force militaire, menant à des escalades régulières, comme la crise de Fachoda entre la France et le Royaume-Uni en 1898 pour le partage du Sahara, ou le « coup d'Agadir » au Maroc entre l'Allemagne et la France en 1911.

Néanmoins, les États bourgeois impérialistes ont ainsi construit un appareil diplomatique et développé un semblant de droit international commun, qui tout en étant une annexe de leur appareil militaro-industriel et un outil de leur impérialisme, était marqué par une tendance relative à l'autonomie, avec l'idée qu'il pourrait être en mesure de susciter une organisation collective capable d'éviter les conflits militaires. Cette tendance était particulièrement portée par la faction bourgeoise la plus cosmopolite.

Dans tous les États bourgeois impérialistes de cette époque, à mesure que s'affirmait le nationalisme chauvin militariste et expansionniste, la faction cosmopolite de la bourgeoisie tentait de relativiser cette tendance en y opposant un libéralisme utopique, qui ne s'opposerait pas au nationalisme, mais désamorcerait l'impérialisme par une sorte de confédération des nations.

Si on peut repérer ces tendances dans tous les États bourgeois, elles prennent cependant partout un aspect différents et particulier. Par exemple dans l'Empire d'Autriche-Hongrie, c'est sous la forme de la « Mitteleuropa » que se conceptualise cette tendance, comprise comme une sorte de fédération des nations catholiques marquées par un multiculturalisme germano-slave ou germano-hongrois rassemblé autour de Vienne (et de Budapest). Ce même terme de Mitteleuropa est d'ailleurs repris et conceptualisé différemment à Berlin par le Reich allemand.

En France, c'est par l'utopie de la République universelle que se conceptualise cette tendance, notamment après la révolution de 1848, qui va largement contribuer à désarmer le semblant de social-démocratie française qui s'élançait.

L'idée d'une « République sociale » devant être la base d'une confédération européenne, voire mondiale, va permettre à la bourgeoisie libérale-cosmopolite française d'imposer son hégémonie idéologique sur la Gauche de cette époque. Une figure comme Jean Jaurès traduit très précisément cette dimension en France.

C'est ce qui explique son aveuglement jusqu'au bout sur l'implacable tendance à la guerre que la crise du capitalisme de son époque portait, à laquelle seule la Révolution prolétarienne était en mesure de s'opposer, alors que pour lui, le cosmopolitisme libéral bourgeois était une alternative. C'est ainsi que le 26 juillet, cinq jours avant son assassinat par un nationaliste fanatique, il écrivait dans *L'Humanité* : « le capitalisme, en ce qu'il a de plus sain, de plus fécond, de plus universel, a intérêt à apaiser et prévenir les conflits. »

La première guerre mondiale, comme Grande Guerre Impérialiste, n'a pas abouti à faire taire cette tendance au sein de la bourgeoisie. Cependant, elle a dû considérablement se reformuler en raison de l'affaiblissement général des États capitalistes européens au sortir du conflit. D'autant que les États capitalistes européens devaient faire face désormais au puissant mouvement révolutionnaire qui s'était levé en 1917 avec le triomphe des Bolcheviks et l'effondrement de l'Empire russe.

La bourgeoisie cosmopolite et libérale était cependant en relative position de force pour critiquer en apparence l'impérialisme et ses conséquences, mais en fait non sur le fond, uniquement sur la forme du nationalisme chauvin opposant les États bourgeois d'Europe les uns contre les autres.

Face à la Révolution populaire et démocratique allant au Socialisme, telle que la portait triomphalement désormais les Bolcheviks, la bourgeoisie cosmopolite et libérale pouvait compter sur le relatif appui des États-Unis, qui oeuvrait à instaurer la tendance à un nouvel ordre mondial sous son hégémonie.

Elle pouvait également s'appuyer sur les forces restantes de l'impérialisme européen, à condition que celui-ci parviennent à sortir de la compétition mortelle entre États européens pour constituer un bloc se tournant vers des blocs concurrents. L'émergence de nouvelles bourgeoisies, comme celle tchécoslovaque (ou en fait tchèque), joue également un rôle ; toute la philosophie tchèque des années 1920-1930 est une ode au cosmopolitisme bourgeois à prétention moderniste.

Dans tous les cas, il s'agit alors non plus d'unifier les États impérialistes européens pour un jour unifier l'Humanité, mais de les fédérer pour affronter une menace supérieure.

Le programme en 14 points du président des États-Unis d'Amérique Thomas Woodrow Wilson (1913-1921) et l'instauration de la Société des Nations (SDN) en 1919 suite au Traité de Versailles donne dans ce cadre un appui considérable à la bourgeoisie cosmopolite libérale pour se placer relativement en position de force face au nationalisme chauvin, partout disqualifié dans les masses en raison des horreurs de la Guerre et du deuil collectif poussant au pacifisme, et face au mouvement révolutionnaire qui s'étend partout au début des années 1920.

On ne saurait sous-estimer l'impact idéologique du « Wilsonisme » en Europe.

Puis, le retrait isolationniste des États-Unis et l'écrasement des révolutionnaires en Europe occidentale au milieu des années 1920 donne une opportunité à la faction cosmopolite et libérale de développer ses positions en faveur d'une unification des États bourgeois européens.

La principale figure de ce mouvement est alors un noble autrichien, né à Tokyo, le baron Richard Coudenhove-Kalergi (1894-1972), devenu citoyen tchécoslovaque en 1919, et qui sera naturalisé français en 1939.

Coudenhove-Kalergi publie en 1923 un ouvrage qui fonde le mouvement politique dont le livre porte le titre : *Panuropa*, qui à lui seul exprime cette reformulation de l'impérialisme portée par la bourgeoisie cosmopolite libérale en faveur d'une unification des États capitalistes d'Europe occidentale et centrale.

Le mouvement que fonde Coudenhove-Kalergi vise à rassembler la faction bourgeoise à laquelle il appartient dans tous les pays d'Europe afin de traduire politiquement son programme ayant pour but de fonder les « États-Unis d'Europe ».

Coudenhove-Kalergi considère comme essentiel de rapprocher et de réconcilier la France et l'Allemagne afin d'éviter à tout prix tout nouvel affrontement entre États européens. Spécifiquement, il tente de donner à la bourgeoisie française une mission historique propre à s'intégrer à son dispositif idéologique (extraits de la *Lettre aux parlementaires français*, 1924) :

« La mission de la France, messieurs, se résume en un mot : les Droits de l'Homme (..). Au nom de la France, faites savoir urbi et orbi qu'une nouvelle révolution vient d'éclater : la Révolution de la Fraternité. (...). Reprenez la grande mission de votre pays, annoncez au monde que la troisième révolution vient d'éclater : celle de la Fraternité.

Alors que dans l'Ouest, en Amérique, flotte le drapeau étoilé de la Liberté, que dans l'Est, en Russie, flotte le drapeau rouge de l'Égalité, vous pourrez entre ces deux mondes déployer le drapeau de la Fraternité, de la fraternité des hommes entre eux, des classes entre elles, des peuples du continent !

Ainsi, grâce à vous, la France pourra encore une fois sauver le monde vieilli, et sous le signe de l'humanité, vaincre l'inhumaine liberté de la ploutocratie occidentale et l'inhumaine égalité de la dictature orientale.

Ce n'est qu'ainsi que l'Europe pourra redevenir le centre de la Terre et la France, le centre de l'Europe. »

Coudenhove-Kalergi donne un souffle particulièrement épique et lyrique à ce nouveau programme d'unification européen, qui réduit la Révolution bolchévique à la question d'un bloc idéologique, masquant en fait la Russie derrière le drapeau rouge, auquel s'oppose le bloc « ploutocrate » des États-Unis. La bourgeoisie européenne, devant donc s'unir derrière la France pour lever le drapeau d'une nouvelle idéologie concordataire, prolongement sécularisé et libéral de la doctrine sociale de l'Église catholique sur un terrain géopolitique, seul à même de vaincre ces deux blocs pour ensuite unifier l'humanité derrière l'hégémonie de l'Europe ainsi unifiée.

D'entrée de jeu, le projet européen s'affirme comme une expression de l'expansionnisme du capitalisme européen, proposant une lecture géopolitique bourgeoise du monde, organisé en blocs antagonistes, justifiant la nécessité des États capitalistes européens de s'unir et d'affirmer ce qui serait leur personnalité bourgeoise particulière, en fait une sorte de catholicisme social reformulé. On devine ici comment se systématise l'idéologie dite démocrate-chrétienne.

Le projet d'une telle unification des États capitalistes d'Europe a eu un certain succès jusqu'à la crise des années 1930, auprès de la bourgeoisie libérale notamment en France et en Allemagne, autour de personnalités comme Aristide Briand (1862-1932) ou Gustav Stresemann (1878-1929), aboutissant notamment aux Accords de Locarno en octobre 1925 qui, en relativisant certaines dispositions du Traité de Versailles à l'égard de l'Allemagne, devait établir un premier pas vers l'élaboration de nouvelles règles collectives tendant à pacifier les relations internationales entre États européens.

Ce mouvement a aussi eu un impact sur les révolutionnaires soviétiques, qui se sont interrogés sur la question de l'unification des États européens, telle que comprise dans le cadre de l'internationalisme prolétarien, ce qui posait la nécessité de clarifier la position idéologique sur ce plan face à tout cet activisme de la bourgeoisie cosmopolite libérale.

Deux lignes ont ainsi émergé, la première étant celle de Léon Trotski en faveur des « États-Unis ouvriers d'Europe ».

Le 30 juin 1923, alors même que le baron Coudenhove-Kalergi publie *Panuropa*, il écrit dans la *Pravda* :

« La coopération économique la plus étroite des peuples d'Europe est le seul moyen de sauver notre continent de la désagrégation économique et de l'asservissement au puissant capital américain.(...) »

L'Allemagne et la France constituent le noyau de l'Europe occidentale. C'est là que se trouvent le nœud et la solution du problème européen. Si pour la péninsule des Balkans, nous avons déjà depuis longtemps reconnu la nécessité d'une fédération, il est temps maintenant d'envisager la réalisation de cette fédération pour l'Europe balkanisée. »

Il ne s'agit là ni plus ni moins que reprendre le même programme et se donner les mêmes perspectives que celles de la bourgeoisie cosmopolite libérale, l'hostilité à l'URSS en moins.

D'ailleurs, Léon Trotski assume plus loin qu'il ne faut même pas envisager un programme révolutionnaire accompagnant un mouvement d'unification des États d'Europe occidentale, une fois établi un régime révolutionnaire, mais de se mettre dans les pas de la bourgeoisie cosmopolite et libérale, en poussant vers l'URSS et en souhaitant en quelque sorte que se produise la mise de côté, on ne sait comment, du capitalisme et de la bourgeoisie ralliée au cours de ce mouvement :

« Nous ne ferons pas ici de prédictions sur la rapidité à laquelle se réalisera l'Union des républiques européennes, ni sur les formes économiques et constitutionnelles qu'elle revêtira, pas plus que sur le degré de centralisation qu'aura l'économie européenne dans la première période du régime ouvrier paysan.

Nous laisserons tranquillement à l'avenir le soin de régler ces questions en tenant compte de l'expérience dont dispose déjà l'Union Soviétique, constituée sur le terrain de l'ancienne Russie tsariste. Mais il est évident que les barrières douanières devront être renversées.

L'Europe n'a plus d'autre issue à l'impasse économique que la révolution prolétarienne, l'abolition des barrières douanières et des frontières d'États, la création des États-Unis Soviétiques d'Europe et d'une union fédérative avec l'URSS et les peuples libres d'Asie. Le développement de cette lutte gigantesque ouvrira infailliblement une époque révolutionnaire pour le potentat actuel des États-Unis d'Amérique. »

À ce programme fondée de manière erronée dès le départ sur une analyse géopolitique, d'ailleurs conforme au bout du compte avec les calculs de la bourgeoisie cosmopolite libérale, et sur l'illusion idéaliste de la « révolution mondiale et permanente », Lénine a constitué une ligne rouge.

Il l'a établie même dès 1915, après avoir réfléchi de manière analysée et approfondie à la question du mot d'ordre des États-Unis d'Europe, qui avait été lancé en 1914 (extrait de la revue *Social-Démocrate*, publiée à Berne, août 1915), par laquelle il démolit fondamentalement la ligne noire exprimée ainsi par Trotski, dans un contexte encore moins défendable qu'en 1915.

« Si le mot d'ordre des États-Unis républicains d'Europe, formulé en liaison avec le renversement révolutionnaire des trois monarchies les plus réactionnaires d'Europe, la monarchie russe en tête, est absolument inattaquable en tant que mot d'ordre politique, on se heurte encore à une question éminemment importante : celle du contenu et de la portée économique de ce mot d'ordre.

Du point vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'importation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales « avancées » et « civilisées », les États-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste ou bien impossibles ou bien réactionnaire. »

La crise des années 1930 mit donc un coup d'arrêt à l'élan européiste de la bourgeoisie cosmopolite et libérale, mais le fond de sa critique du nationalisme chauvin au nom de l'hégémonie du capitalisme européen a paradoxalement profondément infusé la faction de la bourgeoisie portée à l'impérialisme et à la fuite en avant nationaliste et belliqueuse face à la possibilité révolutionnaire que remet en selle la crise.

Ce pont entre l'européisme de la bourgeoisie libérale et le nationalisme a clairement été énoncé par l'écrivain bourgeois Romain Rolland (1866-1944), de tendance libérale-démocrate, prix Nobel de littérature en 1915 (extrait de *La route qui monte en lacets*, 1916 et de *Pour que l'Europe soit*, 1930) :

« Un jour prochain, l'union, des nations d'Occident formera la nouvelle Patrie. Elle-même ne sera qu'une étape sur la route qui mène à la patrie plus large : l'Europe. Ne voit-on pas déjà les douze États d'Europe ramassés en deux camps, s'essayer sans le savoir à la fédération où les guerres de nations paraîtront aussi sacrilèges que les seraient maintenant les guerres entre provinces ? Le devoir d'aujourd'hui sera le crime de demain. »

« Le point capital, c'est que le plus grand nombre possible d'hommes, dans chaque États de l'Europe, prennent conscience et affirment que leur premier besoin, leur première revendication se nomme : l'unité européenne (...)

Il manque à cette unité de s'être reconnue, de s'être consacrée elle-même par un acte solennel, et nous devons avouer que la guerre n'est pas précisément l'acte qu'il faut. Mais le contraire naît du contraire, selon les usages antiques, et il arrive qu'une crise violente hâte une évolution qu'elle semblait devoir condamner. »

Romain Rolland toutefois est un écrivain de grande culture, admiré par l'écrivain autrichien Stefan Zweig pour sa capacité fédératrice et sa logique européiste. Il est relativement sensible au matérialisme dialectique comme on peut le deviner entre les lignes ; par antifascisme, il a également soutenu activement l'alliance avec l'URSS.

Mais on comprend bien qu'il le fait sur la base d'un malentendu, d'une sorte de convergence historique ne pouvant être que temporaire, voire aussi d'une proximité d'esprit avec la ligne noire dénoncée par Lénine, et il finira à la fin des années 1930 par s'éloigner de tout soutien à l'URSS.

Par réciproque, son parcours éclaire justement comment la bourgeoisie libérale, portée relativement à la démocratie, combine une reformulation du nationalisme et de la ligne noire trotskiste dans la soupe de son européisme.

D'autres écrivains, plus clairement nationalistes et marqués à Droite, expriment cette combinaison de manière encore plus affirmée comme Alphonse de Chateaubriant (1877-1951), et Pierre Drieu La Rochelle (1893-1945) qui pose dans *Mesure de la France* en 1922 que :

« L'Europe placée entre des empires aux dimensions continentales commence à souffrir d'être divisée entre vingt-cinq États, dont aucun n'est de taille à dominer les autres ou à la représenter dignement dans la concurrence disproportionnée qui s'ouvre entre d'énormes morceaux d'Asie et d'Amérique. »

La Seconde guerre mondiale (1939-1945) disqualifie par la suite relativement l'idée d'une sorte de nationalisme européen devant supplanter ou dépasser le nationalisme étroit des États d'Europe occidentale, au nom de leur intérêt commun à défendre un capitalisme « européen » face aux États-Unis d'Amérique et face à l'URSS, dans une perspective plus géopolitique que politique.

Néanmoins, il y a la volonté de larges secteurs de la bourgeoisie européenne d'aller à une unification des États d'Europe occidentale, en vue de défendre l'hégémonie du capitalisme européen, pour former une sorte de bloc « écho » aux États-Unis.

Toutefois, l'Europe occidentale au lendemain de la guerre est littéralement à genoux sur tous les plans. Face à l'élan révolutionnaire impulsé autour de l'URSS et des Partis communistes partout en Europe, la bourgeoisie des différents États n'a d'autre choix que de se placer entièrement sous la protection des États-Unis, qui imposent désormais leur hégémonie au sein des États capitalistes.

Dès la conclusion de la *Charte de l'Atlantique* en 1941, le président américain Franklin Delano Roosevelt (1933-1945) et le premier ministre britannique Winston Churchill (1940-1945) affirment que les États européens devront accepter une limitation relative de leur souveraineté dans le cadre d'une unification économique et politique, parrainée par les États-Unis et le Royaume-Uni.

Ce programme prend forme dès le lendemain de la Guerre et prend immédiatement comme enjeu central celui de faire face à la nouvelle puissance de l'URSS et de lutter activement contre l'influence croissante des Partis communistes partout en Europe, de manière contre-révolutionnaire ouverte et agressive, ainsi que l'explique président Harry S. Truman (1945-1953) en 1947, ce qui donnera ce qu'on appelle dès lors la « doctrine Truman ».

Pourtant, le programme des États-Unis diffère relativement de celui du Royaume-Uni, tel que défini et défendu par Winston Churchill. Pour ce dernier, la position du Royaume-Uni face à la question de l'unification européenne se résume à la formule : *with Europe, but not of it*, c'est-à-dire avec l'Europe, mais non dans celle-ci.

Selon lui, autour du couple franco-allemand qu'il encourage à se rapprocher, en soutenant le retour le plus rapide possible à une souveraineté relative en Allemagne de l'Ouest occupée par les armées occidentales, l'Europe de l'Ouest doit se rassembler et mettre en commun le maximum de ses capacités économiques et militaires. Ce bloc ainsi constitué doit pouvoir faire face militairement à la puissance soviétique et avoir la capacité économique de relancer l'économie de marché et le capitalisme pour reconstruire les pays et rallier les masses afin d'éviter la révolution.

En revanche, cette unification économique devait se faire sur le mode du libre-échange entre États conservant des marchés intérieurs réglementés différemment et non d'un marché commun avec des normes unifiées, le Royaume-Uni craignant que la constitution d'un bloc économique européen n'isole défavorablement le Royaume-Uni à plus ou moins long terme.

Les États-Unis soutiennent plus volontiers au contraire l'idée d'un marché commun faisant de l'Europe occidentale un bloc économique, voire politique, cohérent et unifié, en mesure ainsi de constituer une puissance militaire pour appuyer leurs propres forces face à l'URSS.

Le Plan Marshall, lancé en 1947 lors de la conférence de Paris, est l'occasion pour les États-Unis de lancer les premières organisations supra-nationales en Europe, dans le cadre de leur vassalisation au capitalisme américain.

C'est dans cet esprit qu'est fondée l'OECE (Organisation Européenne de Coopération Économique), devenue en 1961 l'OCDE, puis l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1949, les deux organisations s'établissant à Paris.

La France devient ainsi le pivot de la construction européenne telle que voulue par les États-Unis, ce qui ouvre à nouveau un espace pour la bourgeoisie cosmopolite et libérale, de sensibilité chrétienne-démocrate, notamment française. L'idéalisme épique des années 1920 est cependant alors complètement épuisé, les figures qui sortent de cette faction de la bourgeoisie n'ont plus du tout ni la culture d'un Romain Rolland ni même l'espèce de romantisme épique semi-délirant d'un Coudenhove-Kalergi.

La bourgeoisie cosmopolite libérale, notamment française, de cette époque, assume simplement de diriger l'État par le haut, sans se soucier de formuler une justification idéologique à l'unification européenne, autrement que de manière bureaucratique-pragmatique, et surtout dans la perspective d'un alignement complet avec les États-Unis d'Amérique.

Une personnalité comme Jean Monnet (1888-1979) exprime parfaitement cela, son parcours personnel étant strictement symétrique à cette construction européenne capitaliste alignée sur les États-Unis : bourgeois cosmopolite et libéral, enrichi dans le commerce d'alcool à l'échelle mondiale (il a même trafiqué illégalement durant la Prohibition américaine pour transporter clandestinement du cognac vers les États-Unis depuis l'île française de Saint-Pierre et Miquelon située au large du Canada), il part en mission aux États-Unis pour l'achat d'avions de combat pour le compte de la France.

En juin 1940, Jean Monnet est à Londres et contribue fortement à la proposition de Déclaration d'Union entre l'empire britannique et l'empire français. Il contribue également entre 1940 et 1943 au *Victory Program* du président Roosevelt. En 1943, il est l'un des membres du Comité français de libération nationale à Alger aux côtés du général Giraud et du général de Gaulle.

En 1945, il retourne en France et est nommé Commissaire au Plan par le général De Gaulle. À cette fonction, il a pour mission de coordonner la reconstruction et la modernisation de la France capitaliste. En 1950, il conçoit le projet de la Déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950 qui lance le processus d'intégration européenne. Ce discours, *considéré comme l'acte de fondation de l'Union européenne*, est d'une sécheresse technocratique absolument lamentable, reflétant bien le ratatinement de la bourgeoisie française, du moins dans sa faction qui se voulait avant-gardiste dans les années 1920, et qui parvenue au pouvoir, a perdu tout semblant de capacité idéologique.

La perspective proposée par Robert Schuman est d'aller pas à pas à la Fédération européenne, sur le mode d'un capitalisme bureaucratique à vocation sociale, dans le but de relancer le capitalisme européen et de maintenir ce qui reste de son hégémonie, notamment en Afrique, dont le but est désormais celui de son « développement ».

L'objectif aussi est de hâter la réconciliation avec l'Allemagne de l'Ouest, et pour cette dernière, le projet des communautés européennes constitue pour la bourgeoisie nationale-libérale au pouvoir l'occasion de retrouver plus d'autonomie politique et de relancer le capitalisme allemand en direction de la Mitteleuropa, avec l'appui de la France et de l'Italie.

C'est dans ce cadre que la première communauté européenne est constituée autour d'un cadrage mutuel des productions industrielles autour du charbon et de l'acier, secteurs économiques choisis en raison de leur rôle dans l'industrie d'alors et notamment dans le secteur militaro-industriel.

L'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas signent ainsi en 1951 le Traité de Paris instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). La Haute Autorité de la CECA s'installe à Luxembourg en août 1952 et Jean Monnet en est le premier président. L'ouverture du marché commun du charbon et de l'acier a lieu le 30 avril 1953.

Cette première étape est cependant mise en échec rapidement, puisqu'à la fondation de cette première communauté économique, devait faire suite la mise en place d'une communauté politique (la Communauté Politique Européenne) et d'une communauté militaire (Communauté Européenne de Défense), telles que voulues par Washington.

Le Royaume-Uni réagit toutefois vivement à cette construction, en lançant l'Association Européenne de Libre-Échange en 1960 pour limiter l'intégration économique et entraver la formation d'un marché commun européen, mais avec un succès extrêmement limité.

L'opposition la plus forte vient toutefois essentiellement de la fraction nationaliste française rassemblée dans le cadre du « gaullisme », hostile à l'idée de multiplier les communautés européennes économiques pour aller progressivement à la Fédération ou à l'Union. En outre, cette fraction a pu compter sur le soutien du PCF qui, formellement pour d'autres raisons, se retrouve sur les mêmes positions en l'espèce. L'arrivée au pouvoir de De Gaulle en 1958 ne met cependant pas fin au mouvement d'unification européenne, mais le reformule.

Si De Gaulle, très marqué par le nationalisme maurrassien de la « France seule », est opposé à une union politique trop avancée entre États capitalistes d'Europe, il s'appuie sur la bourgeoisie nationale industrielle pour relancer le capitalisme français à l'international. Il y a l'idée de s'appuyer sur l'Europe pour soutenir le développement des productions de consommation, en comptant sur le libre-échange pour favoriser la société de consommation à bas prix pour satisfaire les masses, de plus en plus inondées de produits venus de toute l'Europe, et pour soutenir le complexe militaro-industriel, en le mutualisant pour le renforcer avec les autres pays européens, notamment dans le secteur du nucléaire, de l'aéronautique et de l'aérospatiale.

De Gaulle a ainsi une vision de l'Europe plus proche de celle de Winston Churchill, mais en refusant le recul de la souveraineté politique et militaire des nations européennes, en tout cas de la France, sans pour autant s'éloigner de l'alliance avec les États-Unis d'Amérique.

La crise des années 1970, prolongeant les soulèvements de 1968, pousse la bourgeoisie à se repositionner encore sur la question. La bourgeoisie nationale industrielle française est balayée par le libéralisme offensif qui l'emporte partout dans les bourgeoisies occidentales, et par le développement du 24h/24h du capitalisme de consommation de masse qui s'impose partout alors en Occident, dans un contexte de dépression économique et sociale.

Le capitalisme industriel bureaucratique et social, mis en place pour faire face à la crise des années 1930 et consacré après 1945 et la victoire des États-Unis dans le camp occidental, est mis à plat, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

La modernisation libérale-libertaire ébranle l'hégémonie vacillante de la bourgeoisie nationale-industrielle au profit de la bourgeoisie libérale-sociale en France, sans que ne soit bien entendu remis en cause l'appareil militaro-industriel relevé grâce à l'appui américain et réaffirmé par le Gaullisme.

Les bureaucrates comme Jacques Delors relancent alors le processus des communautés européennes, autour d'une refondation tendant de reprendre le programme initial de marché commun, avant de reprendre le processus d'unification politique et militaire. C'est dans cette perspective qu'est signé le traité de Maastricht en 1992 qui met fin à la Communauté Économique Européenne et institue l'Union européenne.

Celle-ci se présente comme une sorte de proto-État, censé accomplir l'objectif de la bourgeoisie cosmopolite libérale du début du siècle d'une fédération européenne. Ainsi, une citoyenneté européenne est mise en place, les pouvoirs du Parlement sont clarifiés et il est décidé de mettre en place une monnaie commune.

Mais là où la bourgeoisie du début du siècle imaginait mettre en place un État bourgeois complet à l'échelle européenne, l'Union européenne n'a d'emblée rien d'un réel État bourgeois au sens strict. Par exemple, il n'est pas envisagé d'établir une administration fiscale et de mettre en place des impôts européens, pas plus qu'il est question d'instituer des services publics communs, ne serait-ce qu'une administration postale européenne.

En fait, l'Union européenne est une sorte de laboratoire politique du libéralisme à l'américaine, réduisant l'État et son activité à son strict minimum, notamment en se concentrant sur le contrôle de la monnaie et de sa valeur. La formation de l'Euro, lancé en 2002 comme monnaie unique à partir d'un système progressif de fusion des monnaies nationales, s'est ainsi accompagné d'un encadrement ferme du budget des États et de la dépense publique.

L'idée de base étant d'éviter à tout prix le recours à la planche à billets ou à l'endettement considéré comme excessif pour ne pas menacer la valeur de la monnaie et provoquer une crise en raison de l'inflation qui découlerait d'une mise en circulation inconsidérée de monnaie. Cette idée est là autant celle des dirigeants de l'Allemagne fédérale que celle des économistes américains de l'École de Chicago.

Il s'agit en tout cas de barrer la route à la faction sociale-libérale de la bourgeoisie inspirée par la doctrine keynésienne en imposant une limitation de l'endettement des États à un seuil fixé littéralement au doigt mouillé de 3% du PIB.

L'Union européenne ainsi définie se constitue comme une base du capitalisme le plus libéral possible, avec ceci de particulier, mais de fondamental toutefois, que l'Union européenne prolonge les Communautés mises en place jusque-là, notamment dans le cadre du marché commun, pour établir des normes et un droit interne particulier, dont la Politique Agricole Commune est l'aspect le plus important.

Ce droit européen commun, appuyé sur un marché élargi à l'échelle du continent, est considérée par la bourgeoisie européenne comme une arme lui permettant de faire face à la concurrence externe, américaine ou asiatique, par une sorte de protectionnisme déguisé.

La fin de la Guerre Froide a relancé la dimension militaire de l'unification européenne, d'abord par la question de l'élargissement, ensuite par le rôle toujours plus important de l'intégration des armées européennes et de leur complexe militaro-industriel dans le cadre de l'OTAN. Les guerres en ex-Yougoslavie, puis les exigences américaines dans le cadre de la lutte contre les organisations terroristes islamistes et contre les États accusés de les soutenir, ont

considérablement renforcés l'OTAN, tout en soulignant la faiblesse des moyens militaires européens devant la puissance américaine.

Le volet militaire de l'unification européenne a été pourtant systématiquement encouragé par Washington depuis le Plan Marshall, avec l'idée de soulager l'effort américain en Europe et de faire des États européens unis, des partenaires vassalisés mais militairement utiles.

Sous cet aspect, la constitution d'un marché commun relativement concurrent du capitalisme américain, et l'absence de tout progrès dans le domaine de « l'Europe de la défense » n'ont rien de satisfaisant pour les Américains, et la bourgeoisie européenne a pu entretenir un temps au début des années 2000 l'illusion d'être en mesure de devenir l'espèce de puissance d'équilibre entre l'hégémonie américaine en déclin et les ambitions de la Chine sociale-impérialiste.

Par la suite, l'échec relatif du vote en faveur d'une constitution européenne en 2005, qui a vu la Gauche française se faire avaler par les libéraux d'un côté et par la Droite souverainiste et populiste d'autre part, a été un revers pour la bourgeoisie libérale.

Mais c'est surtout la crise financière de 2008 qui a ébranlé les restes d'hégémonie européenne en Méditerranée, en Afrique et dans le Pacifique, en mettant en avant les États semi-capitalistes semi-féodaux bureaucratiques dont le niveau de développement atteint leur permet d'élancer une expansion agressive et remettre en cause le partage du monde sous l'hégémonie occidentale.

Alors vint la guerre en Ukraine et la faiblesse militaire européenne impose à la bourgeoisie européenne de s'aligner complètement derrière la puissance américaine pour tenir le coup.

L'Union européenne est désormais poussée à réaliser l'unification militaire et sécuritaire, pour faire face aux exigences de l'économie de guerre. Le traité de Schengen notamment a permis aux États bourgeois européens de mutualiser considérablement leurs moyens sécuritaires, notamment en rassemblant de vastes bases de données personnelles sur les 420 millions de personnes vivant dans l'Union européenne, et en reliant ces bases par des systèmes permettant de croiser les données et de les partager quasiment en temps réel avec toutes les forces de l'ordre et toutes les institutions judiciaires des États de l'Union.

L'agence eu-LISA qui gère ces bases de données et les opérations sur celles-ci montre ainsi sur son site comment grâce à ces systèmes d'identification, la police allemande a pu arrêter en quelques heures la voiture des malfaiteurs ayant kidnappé une jeune fille en Pologne.

Il ne s'agit pas encore là d'interopérabilité militaire, cependant les agences liées au Traité de Schengen, rattachées à la Commission européenne, mais sous le contrôle très strict des États bourgeois, comme Frontex, jouent un rôle primordial dans la militarisation de l'Union européenne.

Et la commission européenne, agissant au nom des États membres, est chargée notamment d'impulser une vaste politique industrielle en faveur de l'armement, afin de dépasser la production de munitions russes d'ici la fin de l'année 2024. Et dans ce domaine, la France joue un particulièrement actif, poussant même jusqu'à la provocation diplomatique les autres pays européens à l'hostilité contre la Russie.

Chaque occasion, y compris l'organisation des Jeux Olympiques en France en 2024, est saisie pour rejeter la Russie dénoncée comme « impérialiste », à la grande satisfaction de Washington. Emmanuel Macron, est même allé encore plus loin en proposant en février 2024 à Stockholm de mettre la force de dissuasion nucléaire au service de tous les pays membres de l'Union européenne, tout en appelant par ailleurs à intégrer aussi rapidement que possible l'Ukraine dans l'Union européenne et dans l'OTAN.

Profitant d'ailleurs des fonds européen en faveur du développement d'une filière industrielle basée sur l'exploitation des mines de lithium en Europe, notamment en France, au départ pour faire face à la concurrence américaine et asiatique, Sébastien Lecornu a annoncé en mars 2024 que la France va recommencer l'an prochain à produire du tritium, indispensable pour la production d'armes nucléaires.

Le tritium est un gaz que l'on ne trouve pratiquement pas à l'état naturel sur notre planète, mais que l'on obtient en irradiant du lithium. Il a en outre la particularité de se désintégrer rapidement, un stock de tritium se désagrège ainsi en 12 ans, ce qui impose une production régulière pour maintenir un arsenal nucléaire, ou l'étendre davantage.

Depuis ses origines donc, l'Union européenne est un syndicat de la bourgeoisie des États capitalistes d'Europe, constitué en vue de défendre et affirmer la puissance et l'hégémonie de ces États et de la bourgeoisie européenne.

Le rôle central qu'a joué la bourgeoisie libérale, même la plus cosmopolite voire démocrate-bourgeoise, lui donne un aspect particulier, permettant d'entretenir une bien mince illusion qu'il y aurait quelque chose à en sauver en matière de pacifisme ou de démocratie.

Mais en réalité, au moins depuis 1945, l'Union européenne et sa construction n'ont jamais été rien d'autre qu'un aspect de l'hégémonie américaine.

Et la décadence de la bourgeoisie, notamment en Europe, donne un tour encore plus pathétique à la vassalisation de l'Union européenne.

Celle-ci n'est en rien un frein à la guerre impérialiste qui se lève, tout au contraire, conformément à ce qu'elle est fondamentalement, elle est l'outil qui permet à la fraction la plus agressive des bourgeoisies des États européens, particulièrement en France, de se renforcer militairement, et de tirer sur la laisse américaine aussi loin qu'elles le pourront, jetant les masses du continent européen dans l'horreur de la guerre. Jusqu'à la Révolution.

Les révolutionnaires de notre pays, tout comme des autres pays d'Europe occidentale, doivent donc suivre le mot d'ordre de Lénine concernant l'Europe bourgeoise.

L'Union européenne n'est que le prolongement de l'hégémonie bourgeoise et de la domination américaine.

Il faut s'opposer à l'Union européenne et toutes ses manifestations, toutes ses agences, toutes ses activités, toute sa propagande.

Il faut dénoncer le bellicisme de l'Union européenne et la machine de guerre qu'elle met en place, notamment sur le plan de l'armement nucléaire, il faut affronter et s'opposer par tous les moyens à la course aux armements menés par l'État bourgeois français, dans le cadre de l'Union européenne et dans le cadre de l'OTAN.

Le mot d'ordre de notre époque est celui d'assumer la confrontation révolutionnaire avec l'État bourgeois français pour empêcher la guerre par la révolution, ou pour organiser la révolution si la guerre nous rattrape.

Faisons donc vivre le défaitisme révolutionnaire – chaque jour davantage ! ■

Le capitalisme français et la guerre moderne

De la Monarchie absolue au Gaullisme : la bourgeoisie synthétise l'expérience historique et forme un véritable complexe militaro-industriel

Dans le capitalisme, l'État doit préparer la guerre dans des circonstances particulières. Il y a deux contradictions qui sont liées l'une à l'autre.

D'un côté, il doit y avoir une coopération organique entre l'armée et les industriels, mais d'un autre côté, les industriels doivent conserver leur marge de manœuvre sur les marchés. C'est la première contradiction. Ensuite, le capitalisme s'élargit grâce une paix relative, mais comme on le sait cette accumulation aboutit à la formation de monopoles qui doivent se partager le monde. Ce qui, dans le cadre de l'inégal développement, participe à former une tendance à l'impérialisme. C'est la seconde contradiction.

« Intérêt général » et intérêt privé, élargissement dans la paix et zone d'accumulation dans la guerre : ce sont là des contradictions reliées auxquelles le capitalisme fait face dans la question de la préparation et la conduite de la guerre.

La bourgeoisie peut compter sur un premier acquis issu de la première période du capitalisme qui va du XVIIe au XIXe siècle. Cet acquis c'est celui de l'attribution par l'État du domaine de la guerre avec notamment les grandes figures de Richelieu comme « premier ministre » du Roi Louis XIV entre 1624 et 1642, puis Colbert, secrétaire d'État à la Marine de 1669 à 1683.

En pleine Guerre de Trente ans (1618-1648), Richelieu s'impose comme la figure qui

renforce l'État à travers la mise en place d'une vraie police fiscale à travers le pays. Cette stabilisation de la levée de l'impôt permet la formation d'une armée professionnelle d'autant plus nécessaire que la puissance de feu est décuplée avec le perfectionnement de l'artillerie.

C'est ensuite à Colbert, qui fonde en même temps qu'il prend le poste de secrétaire d'État à la Marine entre 1669 et 1683, que l'on doit le recensement de l'outil industriel et la naissance du monopole d'État sur certaines fabrications. On retrouve par exemple la manufacture d'armes de Charleville qui deviendra ensuite celle de Saint-Étienne, produisant par là suite le fameux FAMAS (Fusil d'Assaut de la Manufacture d'Armes de Saint-Étienne). C'est également les débuts d'un corps technique d'État rattaché à l'innovation industrielle.

À la fin du XIXe siècle, l'essor des forces productives avec la naissance de l'électricité et de la chimie industrielle amène le développement de monopoles et les premières formes de rationalisation des industries d'armement.

Comme il a par ailleurs été souligné, de septembre 1914 à 1918 se met en place une centralisation étatique en vue de répondre aux besoins d'armement sur le champ de bataille. Ce capitalisme monopoliste d'État s'est ensuite disloqué avec la fin de la guerre en 1919.

La bourgeoisie n'a pas tiré les enseignements et l'organisation industrielle pour la guerre va rester pleine de confusion jusqu'à la fin des années 1950.

Durant la période 1920-1950, il n'y a pas de véritable perspective centralisatrice dans l'appareil d'État en vue des préparatifs de guerre. Tout est éparpillé, cloisonné et séparé entre chaque branche de l'armée. On a ainsi la Direction des études et fabrications d'armement (DEFA) rattachée à l'armée, de terre, la Direction centrale des constructions et armes navales rattachée à la Marine (DCCAN), la Direction technique et industrielle de l'air rattachée au ministère de l'Air, et la Direction des Poudres.

Des tentatives sont faites comme avec la création d'un « ministère de la Défense nationale » en février 1932 qui met fin aux ministères séparés de la « Guerre », de la « Marine » et des « Airs », mais cela ne dure que quelques mois. Il faut avoir en tête que chaque armée décide de sa propre production industrielle, avec ses propres laboratoires, ses ingénieurs, ses industries.

Un des seuls acquis de cette période est la création d'un « Haut comité Militaire » (HCM) en mars 1932, qui disparaît avec la défaite de 1940, mais revient sous la forme du « Comité de défense nationale » fondé par de Gaulle en 1943. Les années 1945-1948 vont stabiliser un véritable ministère des Forces armées qui s'impose comme force relativement centralisée.

Le véritable saut qualitatif est dans la constitution de la Ve République qui s'impose comme régime qui synthétise toute l'expérience de la bourgeoisie française depuis le XVIIe siècle à tous les niveaux : idéologique, politique, économique et militaire. C'est le second grand acquis après le premier du XVIe siècle.

L'éparpillement prévalant auparavant répondait aux contradictions énoncées au début, mais cela ne pouvait plus tenir avec le développement de forces productives qui consacrent le missile balistique et l'électronique. Ces deux caractéristiques technologiques s'imposent dans le combat

interarmées : coordination et centralisation sont nécessaires.

À cela s'ajoute la perspective gaulliste qui combine centralisation et corporatisme avec l'idée d'assurer l'« autonomie stratégique » en vue de conserver une hégémonie sur l'ancien empire colonial français. Pour cela il faut mettre à distance les États-Unis, et donc l'Otan, ce qui débouche sur la sortie de son commandement intégré en 1966 après avoir obtenu la bombe nucléaire française.

Cette politique militaire a été permise par la création en 1961 de la Délégation interministérielle à l'armement (DMA) qui deviendra en 1977 l'actuelle Direction générale de l'Armement (DGA). La DMA intègre, sans pour autant supprimer, les anciennes directions pour l'armement de terre (DAT), de la mer (DCCAN), des airs (DTIA) et de la poudre (DP) avec la formation d'un corps unique d'ingénieurs.

En parallèle est mis sur pied une Direction générale à la recherche scientifique et technologique (DGRST) chargée de coordonner les choses en vue de l'exportation et de la politique industrielle. Elle peut alors compter sur la salon d'armement Eurosatory lancé en 1967.

Cette centralisation aboutit à une restructuration des industries de défense et à la naissance d'un véritable complexe militaro-industriel. Une dizaine d'établissements sont fermés et d'autres voient leur statut juridique transformé, certaines passant entièrement dans le champ civil.

La devenue Direction des Poudres devient ainsi la Société nationale des poudres et explosifs en 1971, devenue Nexter avec sa filiale Euroco. On a également la fondation de la SEREB en 1959 pour la balistique, qui deviendra en 2014 Airbus, et met sur pied les missiles MILAN et les lanceurs Ariane.

La DMA, puis DGA, devient un chef d'orchestre qui fait office d'interface d'échanges centralisés entre les industriels et les chefs militaires. On parle même de « colbertisme militech ». Il faut attendre 1995 pour avoir la suppression définitive des directions techniques séparées, constitutives de querelles en vue de l'obtention de budget, avec la formation d'une Direction des systèmes d'armes (DSA), sauf pour le nucléaire et l'informatique.

Avec la Ve République, l'État dispose d'une direction centralisée fondée sur un appareil industriel diversifié avec des entreprises d'État, des entreprises de droit privé avec capitaux publics, des entreprises privées, etc. Cette structuration centralisée mais non pas concentrée est une réponse du capitalisme français aux contradictions des menées de la guerre, celle d'avoir une industrie privée souple mais pouvant être soumise à l'intérêt militaire et capable de fonctionner en temps de paix comme requise en temps de guerre.

Le projet Balard ou « pentagone français » décidé en 2007 et réalisé en 2015 constitue l'apogée de toute une tendance centralisatrice par l'impérialisme français pour la conduite de la guerre moderne. Au seuil de la troisième guerre de repartage, la bourgeoisie française peut compter sur une riche expérience et a les outils aptes à la conduite de la guerre.

première, deuxième et troisième guerre mondiale

Formellement, la première guerre mondiale n'a pas pu être « préparée ». Elle a au mieux été anticipée selon les règles de la doctrine militaire française, largement empruntée au style aristocratique. L'armée française de 1914 est prête pour un affrontement généralisé bien qu'elle dut procéder à de nombreux réajustements au cours du conflit en vue d'assurer la poursuite de la guerre après 1916.

Préparer la guerre aurait exigé de connaître en avance la dialectique combative à l'œuvre, ce qui ne pouvait pas être entièrement le cas. C'est ce qui explique d'ailleurs que l'immense majorité des pertes humaines françaises du moins, l'ont été en 1914-1915 avant qu'une actualisation de la doctrine militaire ait lieu. Toutes les choses pressenties par l'état-major tels que l'automobile, la téléphonie, la décentralisation tactique d'unités de combat, etc., ont été confirmées par la guerre elle-même : l'anticipation a permis la réorientation après 1916 avec la fin de la doctrine de l'« offensive à outrance ».

Mais il n'était pas possible de savoir avec détails la quantité d'obus tirés, la masse d'hommes impliquée, les ressources industrielles à mobiliser, etc., de la même manière que la qualité du commandement, de la tactique et de la stratégie ne pouvait être confiée à des hommes méconnaissant la tranchée. Il est connu que le soldat de 1914 ne ressemble en rien à celui de 1918, tant du point de vue de son équipement que du commandement et de la nature des offensives menées.

Évidemment, la seconde guerre mondiale est à ce point de vue différente. Lorsque Hitler prend le pouvoir en janvier 1933 en Allemagne, il peut bénéficier d'une vue d'ensemble de par le recul historique sur les caractéristiques de la guerre moderne.

Le rôle de l'aviation est connu, avec la nationalisation de ses industries en 1936, celui du char est plus que reconnu, sans même parler de l'impérieuse nécessité de se constituer une solide base arrière. C'est ce qui l'amènera à la politique industrielle de réarmement et à la tentative de conquête de « espace vital ».

Le IIIe Reich constitue d'ailleurs une réponse spécifique en termes de capitalisme monopoliste d'État dans le contexte des préparatifs de la guerre moderne.

La bourgeoisie française a ici été larguée par l'Histoire, ne saisissant pas la nécessité de solidifier son expérience d'État de la période 1914-1918. La défaite de 1940 s'explique aussi par là, car jamais l'État français n'a été en mesure de saisir l'ampleur de la signification de l'arrière et de la question de la centralisation des efforts dans la mobilisation générale.

À l'inverse, l'URSS a été victorieuse du fait de cette compréhension avec l'épisode connu du déplacement massif des industries stratégiques en 1941 vers l'arrière du front. Dans son discours sur les 25 ans de la Révolution bolchévique en 1942, Staline souligne :

« Le travail de construction pacifique de nos organismes de direction a consisté, dans cette période, à déplacer les bases de notre industrie de guerre, comme de notre industrie civile, vers les régions est de notre pays, à évacuer et installer, en ces nouveaux lieux, les ouvriers et l'outillage des entreprises, à étendre les surfaces ensemençées et augmenter les labours d'automne à l'est, enfin à améliorer radicalement le fonctionnement de nos entreprises travaillant pour le front et renforcer la discipline du travail à l'arrière, tant dans les usines que dans les kolkhoz et les sovkhoz.

Il faut dire que ç'a été un vaste travail d'organisation des plus difficiles et des plus compliqués, pour tous nos commissariats du peuple, économiques et administratifs, y compris nos transports par chemin de fer. Néanmoins nous avons pu triompher des difficultés.

Et maintenant nos usines, nos kolkhoz et sovkhoz, en dépit de toutes les difficultés du temps de guerre, travaillent incontestablement d'une façon satisfaisante. Nos usines de guerres et les entreprises subsidiaires pourvoient, honnêtement et régulièrement, l'Armée rouge en canons, mortiers, avions, chars de combats, mitrailleuses, fusils, munitions.

Nos kolkhoz et sovkhoz pourvoient avec non moins d'honnêteté et de régularité la population et l'Armée rouge en vivres, et notre industrie en matières premières. Il faut avouer que notre pays n'a jamais encore eu un arrière aussi fort et aussi organisé.

A la suite de tout ce travail complexe d'organisation et de construction, non seulement notre pays, mais aussi les gens de l'arrière, ont changé. Les hommes sont devenus plus ramassés ; ils ont moins de laisser-aller, plus de discipline ; ils ont appris à travailler sur le pied de guerre ; ils ont pris conscience de leur devoir envers la Patrie et envers ses défenseurs au front, envers l'Armée rouge.

Les bailleurs aux corneilles et les fauteurs d'indiscipline, dépourvus du sentiment de leur devoir civique, deviennent de moins en moins nombreux à l'arrière. Les hommes organisés et disciplinés, pénétrés du sentiment de leur devoir civique, deviennent de plus en plus nombreux.

Mais l'année écoulée n'est pas seulement, comme je l'ai déjà dit, une année de construction pacifique. Elle est aussi celle de la guerre pour le salut de la Patrie contre les envahisseurs allemands, qui ont attaqué lâchement et perfidement notre pays pacifique. »

Une initiative permise non pas par un CME mais par un appareil socialiste et planifiant les choses, donnant lieu à une grande capacité stratégique sur une base démocratique. Cela explique la victoire sur l'armée nazie.

Si l'on regarde la troisième guerre mondiale en cours de déploiement depuis le 24 février 2022, on peut constater que s'imbriquent finalement les caractéristiques des première et seconde guerres mondiales.

La première avec la tendance au repartage de l'ordre international qui est significativement similaire, à ceci près qu'elle pose une *quantité* supplémentaire du fait des effets de la « mondialisation » entre 1989-2020 et la relative implication des pays du tiers-monde.

Le repartage de 1914 implique militairement les grandes puissances et leurs colonies, quand la troisième guerre mondiale implique deux superpuissances, des grandes puissances, ainsi que des puissances intermédiaires relativement autonomes.

Mais surtout c'est toute la connaissance acquise par la bourgeoisie lors des deux précédentes guerres mondiales qui lui a permis de jeter les bases d'un complexe militaro-industriel solide à partir des années 1960 qui souligne l'enjeu capital de la mobilisation générale. Cela n'a pu se faire dialectiquement qu'avec de la mise en œuvre du CME en 1914-1918 et avec la défaite de 1940.

Si l'on devait caractériser la tendance, on peut affirmer que l'on se retrouve dans une configuration plus proche de la première en termes de rivalités inter-impérialistes, même si l'expérience historique permet une préparation plus complexe qu'elle ne le fut avant 1914.

L'ère des masses : la guerre moderne pousse la contradiction bourgeoisie / prolétariat à l'antagonisme

La première guerre mondiale a toutefois mis en avant une contradiction insoluble pour la bourgeoisie : la guerre moderne exige une masse importante tant dans les forces conventionnelles que dans l'effort industriel. Mais d'un autre côté il faut des soldats puissamment aguerris, entraînés et maîtrisant un ensemble de codes et de techniques qui ne s'apprennent pas rapidement.

Cette contradiction n'est en fait pas nouvelle mais remonte directement à la naissance de l'armée bourgeoise lors de la guerre de trente ans. Contrairement aux armées féodales qui se fondent sur le lien de servage et la levée de mercenaires, tout autant que les valeurs chevaleresques d'héroïsmes, l'armée bourgeoise s'est d'emblée orienté vers la spécialisation. C'est l'expression de la hausse des forces productives.

La guerre de trente ans, entre 1618 et 1648, marque le début de l'importance de l'artillerie et du fusil (le mousquet) dans la

guerre. Pour cela, il fallait pouvoir compter sur une armée relativement spécialisée, donc professionnelle, qui ne pouvait exister que par sa formation par l'État, directement grâce à la levée d'impôts. De fait, cette guerre marque l'avènement de l'armée bourgeoise comme armée tendant à faire de la guerre un métier nécessitant un savoir spécialisé.

La première guerre mondiale comme point d'expression ultime de la tendance à l'impérialisme a fait de cette contradiction une contradiction antagoniste du fait que rien ne peut avancer sans l'implication effective des masses. Il n'y a pas d'« à-côté » possible.

Car la spécialisation est aussi issue d'une élévation des forces productives qui engendre des armements plus sophistiqués. Cette sophistication entraîne une hausse de la létalité sur le champ de bataille, tout autant qu'une augmentation du niveau intellectuel général de la population.

C'est ce qui ouvre la voie à l'implication toujours plus élargie de la population dans la guerre, alors même que la bourgeoisie tend, par nature, à en faire une armée de métier, spécialisée.

On retrouve sur la question militaire l'expression typique entre la hausse des forces productives de nature privée et le caractère social des rapports de production, contradiction qui ne peut que déboucher sur l'implication croissante des masses populaires dans l'effort de guerre.

L'état-major cherche alors en permanence à actualiser l'état du commandement par rapport à cette donnée qui s'exprime à la fois par la masse des gens impliquées et à la fois par la qualité individuelle sans cesse approfondie du soldat pris individuellement.

En 1910, il est par exemple adopté un nouveau règlement militaire sous l'impulsion de commandants modernistes censés assouplir certaines formes de répression et mieux intégrer l'esprit d'initiative du soldat en vue d'asseoir les « forces morales ». Une tendance qui sera relativement appliquée du fait des freins des commandants conservateurs mais que la tactique des combats de 1914-1918 confirmeront comme nécessaires.

Il y a tout un rapport dialectique qui s'installe pendant la guerre : la tendance de la bourgeoisie à conserver une armée spécialisée accentue la division entre intellectuels et manuels alors qu'elle a besoin dans le même temps d'une quantité en masse de soldats.

Mais cette quantité humaine, issue des masses, répond elle aussi à une élévation intellectuelle du fait de la hausse des forces productives et de l'héritage historique. Il y a transformation de la quantité en qualité : cette qualité, c'est la révolution socialiste, la prise du pouvoir par les masses puisqu'un commandement soumis aux impératifs de la bourgeoisie n'est pas conforme aux exigences de leur implication à tous les niveaux par le biais de la guerre.

C'est la raison pour laquelle historiquement Lénine avait avancé le mot d'ordre : « transformation de la guerre réactionnaire en guerre révolutionnaire » en 1914-1917. La guerre mondiale est l'expression ultime de la tendance à l'impérialisme : elle est le terrain de l'expression antagoniste entre le caractère privé de forces productives et le caractère social des rapports de production.

L'antagonisme apparaît alors comme un moment du quotidien vécu par les masses, aussi bien pour celles requises pour le front, que pour celles de l'arrière. Les effets de la

mise en place du CME en 1914-1919 débouche d'ailleurs sur la vague de rationalisation de type taylorienne avec les grèves massives en 1920.

Au XXI^e siècle, cette contradiction s'est approfondie du fait de l'élévation des forces productives. On est loin, très loin, des illusions des années 2000 sur une guerre technologique sans soldats...

Comme en 1914 mais de manière encore plus prononcée, la guerre moderne nécessite des connaissances spécialisées sur les moyens de communication, de déplacement, de renseignement. Des connaissances d'autant plus approfondies qu'il est nécessaire de décentraliser et d'éclater les forces en de multiples unités autonomes pour parer à la puissance de feu et à la « transparence du champ de bataille ». Il faut donc du monde, beaucoup de monde, et en même temps il faut des connaissances, beaucoup de connaissances...

En 2024, on est en plein dans ce problème et l'on voit que, bien que la bourgeoisie soit une classe pourrissante, voire carrément pourrie, elle bénéficie d'une continuité intellectuelle et d'acquis historiques. Le débat à propos d'un retour du service militaire obligatoire ou d'une augmentation de la réserve opérationnelle illustre combien cette contradiction porte la révolution en son cœur ; il y a là un sous-bassement historique explosif.

La guerre moderne appelle à l'implication croissante des masses à tous les niveaux, politiques, militaires, économiques, tout en les laissant sans pouvoir et dans un état d'infériorité morale. La tombe du capitalisme, c'est la guerre de repartage qui « antagonise » les masses avec la bourgeoisie. ■

Sur l'alignement pratique de la CGT sur l'Otan

Dans la plus fidèle répétition du scénario de la première guerre mondiale, le syndicat héritier du mouvement ouvrier en France, la CGT, s'aligne sur l'Otan et laisse faire la guerre occidentale contre la Russie, jouant ainsi son rôle de rouage syndical du capitalisme en crise.

Bien entendu, quand on parle avec un cégétiste, la CGT serait contre l'Otan, pour la paix etc. Et si on regarde ses positions générales, le syndicat se prononce pour la dissolution de l'Otan, comme en 2009 lors du retour de la France dans son commandement intégré sous Nicolas Sarkozy.

« La CGT condamne le retour de la France dans l'OTAN qui pour elle demeure un vestige de la guerre froide.

La CGT revendique la dissolution de l'OTAN qui n'a plus de raison d'être depuis la chute du mur de Berlin et la dissolution du Pacte de Varsovie. »

Elle demande également l'« application de la Charte des Nations Unies et des résolutions de l'ONU pour une culture de la Paix. »

Or, depuis le début de la guerre en Ukraine - qui est clairement le terrain de l'affrontement entre l'Otan dirigée par la superpuissance américaine et la Russie appartenant au pôle des puissances rivales, autour de la superpuissance chinoise – la CGT n'a encore proposé aucune application concrète pour son opposition à l'Otan. En réalité rien n'a changé dans sa manière de présenter les choses, de manière abstraite et lointaine en appelant encore à l'ONU.

Elle s'en remet donc aux institutions bourgeoises fondées sur l'ordre favorable à la superpuissance américaine dans l'après-deuxième guerre mondiale. Alors que la perspective d'une guerre de haute intensité est clairement de retour, la CGT ne change pas sa manière de présenter les choses. À chaque « Journée pour la paix » et « Premier Mai », elle reprend la même ritournelle. Autant dire que ce n'est pas du tout son actualité.

En deux ans de guerre, il n'y a eu que quatre vagues communiqués avec la guerre en Ukraine comme sujet principal (pour la Palestine, c'est cinq en six mois). La plupart du temps elle ne figure que dans des énumérations des « choses qui ne vont pas » et jamais on ne retrouve le terme Ukraine et Otan dans le même communiqué.

Pire encore, il y a l'union sacrée à laquelle la CGT fait partie, car ses communiqués centrés sur la guerre en Ukraine sont le plus souvent réalisés en inter-syndicale. Signé aux côtés d'organisations pro-Otan et soutenant complètement la guerre faite à la Russie.

Par contre, les communiqués de la CGT seule donnent forcément lieu à des choses contradictoires. Avec par exemple ce type de communiqué de mai 2022 qui commence par la chose suivante.

« La CGT rappelle que le combat contre la guerre est une priorité.

Elle appelle ses syndicats à mener une campagne de haut niveau pour la paix et le désarmement dans le monde.

Elle exige de la France qu'elle mette tout en œuvre pour mettre fin aux tueries en commençant par l'arrêt des livraisons d'armes aux belligérants.

L'agression de l'Ukraine par Poutine et la guerre qu'elle a générée n'est pas celle des travailleuses et des travailleurs.

C'est avant tout un conflit impérialiste notamment avec le rôle de l'OTAN pour la maîtrise des ressources naturelles, de voies de communication stratégiques et de zones d'influence géopolitique, ...

Il précipite les pays dans une spirale pouvant entraîner une généralisation de la guerre en Europe et au-delà.

C'est pourquoi la CGT réaffirme la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat, le respect des frontières et l'ouverture de négociations sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les sanctions internationales ne doivent pas viser les populations qui sont déjà les premières victimes des guerres. Elles doivent atteindre ceux qui déclarent les guerres, décident de leur continuation et anticipent sur les marchés juteux de la reconstruction. »

Pour ensuite, dans le communiqué, changer de sujet et mettre bout à bout l'inflation, les salaires, les retraites, et finissant par un appel à littéralement s'éparpiller dans plusieurs luttes à l'été, avec du matériel mis à disposition pour les marches des fiertés, pour se mobiliser contre l'extrême-droite, pour les salaires, etc. Mais évidemment pas contre l'Otan ! Alors qu'en 2024, on aura spécialement des visuels pour un cessez-le-feu à Gaza.

Ce qui, d'ailleurs, est hypocrite pour les Palestiniens, que vraiment la Gauche française n'apprécie que quand ils sont martyrisés et qu'on peut alors dénoncer le « sionisme » de manière très ambiguë. Le Hamas pratique l'obscurantisme, fait des actions anti-populaires et conduit Gaza au désastre, cela tout le monde s'en moque. Tout comme la situation des Palestiniens depuis 1948. Les Palestiniens servent à un discours, leur réalité est effacée par la Gauche française.

Mais c'est une autre question. Quoiqu'au fond elle révèle le fonctionnement d'une gauche utilisant des mythes en politique et en syndicalisme (comme la « grève générale ») et n'assumant rien. Ainsi, quand il est parlé de la possibilité d'une guerre mondiale, la CGT reste vague et ne produit aucune campagne, se contentant toujours un appel aux institutions.

Il n'y a donc aucune place pour une opposition réelle à l'Otan alors que celle-ci s'est encore élargie récemment avec l'entrée de la Finlande et de la Suède, et que l'industrie française se recompose autour des préparatifs de guerre. Les sujets ne manquent pas pour appliquer des positions anti-Otan.

C'est là qu'on arrive dans les choses intéressantes pour la CGT pourtant, puisque l'industrie de l'armement comme tout secteur possède ses syndicats. Et si *pris à part*, tel syndicaliste révolutionnaire saluera parfois les actions de syndicalistes grecs ou italiens pour stopper les convois de chars de l'Otan en direction de l'Ukraine en 2022, la CGT elle ne fait rien ou bien elle accompagne.

Chez Dassault à Argonay par exemple, en mobilisation pour les salaires début 2022, le slogan était... « 200 balles ou pas de rafales ! ». L'accroissement des bénéfices dû aux profits de l'armement, c'est toléré si... ils sont partagés avec les salariés.

On pourrait également citer la grève CGT à Cholet en février 2024, sur le site de l'entreprise Thalès spécialisée dans les systèmes électroniques pour l'armement.

Dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO), la CGT demande une meilleure répartition des bénéfices records enregistrés en 2022-2023, sur le dos de l'armement, sans un mot pour la guerre en Ukraine et le bellicisme de l'Otan.

Mais le plus évocateur reste le « conflit » au sein des Forges de Tarbes, un site de production de corps creux pour obus de 155 millimètres (canons Caesar) racheté par Europlasma en 2021, une entreprise de traitement de déchets dangereux récemment reconvertie dans l'armement pour sortir de ses difficultés. Soulignons ici le rôle de l'Etat, en particulier du ministère des Armées, dans ce rachat pour fournir les commandes d'un seul client : Nexter.

Depuis le rachat, 40 nouveaux salariés ont été employés et la guerre en Ukraine fait carburer la production depuis la nécessité de refaire le stock de munitions et de continuer leur envoi en Ukraine. À ce titre, les Forges ont obtenu de la DGA une licence d'export le 14 février 2022 (on ne sait pas vers quel client) et une autre vers l'Ukraine en mai 2023, ainsi qu'un plan d'investissement de 7 millions d'euros de la part de l'Etat. Selon le plan, le site est sensé passer d'une production de 40 000 corps d'obus par an à 120 000 à l'horizon 2025.

La relance remarquable d'Europlasma par ce rachat stratégique est saluée dans la presse bourgeoise, mais les salariés de l'entreprise se mobilisent à partir de septembre 2023 pour signaler leur inquiétude. Les salariés, par la voix de leur délégué CGT, dénoncent des communications médiatiques flous, sans précisions sur la hausse de production ou les investissements promis.

Il y eut même un arrêt total de la production « plusieurs semaines » entre fin février et début mars 2024. La direction invoque ne plus avoir la capacité de stocker.

La CGT organisa alors des débrayages pour protester contre la procédure de licenciement à l'égard du délégué du personnel Benjamin Duez, punis pour avoir selon eux « tiré la sonnette d'alarme ». Ce représentant CGT avait oeuvré directement en faveur de la reprise par Europlasma avant 2021, dans la pure tradition de la CGT de se montrer constructive, capable de tenir les rênes des entreprises dans un capitalisme co-organisé par les syndicalistes.

Cela semble bien loin de la lutte des classes, de toute critique de l'industrie de l'armement, et par contre très proche d'un conseil en entreprise par la gauche. Lors d'un débrayage en janvier 2024, la nouvelle déléguée syndicale Josiane Frétier prend la parole :

« Notre petite société a une **dimension stratégique très importante**, compte tenu de la conjoncture actuelle. Elle est dotée d'un savoir-faire unique en France et **nous sommes prêts à absorber un volume de charges supplémentaire**. Et pour tant, nous sommes très inquiets pour l'avenir de notre société.

Notre quotidien est bien loin de l'image d'une entreprise en plein essor. **Les investissements et les financements annoncés ne sont toujours pas arrivés**. Nous galérons sur un outil de production qui arrive à saturation. **Nous demandons à ce que soient remises en place les commissions de suivi d'activité tripartites (Etat, représentants des salariés et de l'entreprise)**.

Socialement, notre entreprise est à la peine : pas de négociation annuelle obligatoire, peu ou pas d'augmentation de salaires dans un contexte d'inflation galopante, des accords à renégocier. Nous voulons une vraie politique salariale et sociale ».

Tout est dit : on est dans le corporatisme le plus complet avec littéralement un appel à un capitalisme monopoliste d'Etat pour répondre aux besoins de l'armement puisque des carnets de commandes pleins seraient dans l'intérêts des salariés.

Il faut ici bien voir que la tendance de l'Etat à rentrer dans la gestion des affaires du capitalisme en temps de guerre, sa capacité à coordonner les choses, est comprise, à tort, par toute une partie de la gauche liée au PCF comme une avancée vers un quasi socialisme.

C'est l'erreur d'Eugen Varga et après lui, du français Paul Boccara et de tout le PCF, qui teinte les formations qui sont données aux syndicalistes à la CGT.

Et en cas de victoire de sa propre puissance, cela « fonctionne » pour eux puisque le capitalisme est sauvegardé et bénéficie d'un nouveau cycle d'accumulation qui permet de nouveaux acquis sociaux. Peu importe les prolétaires envoyés au casse-pipe et la destruction généralisée, la faillite de l'internationalisme prolétarien à l'échelle mondiale.

Un alignement de toutes les organisations politiques, mais aussi syndicales avec les intérêts capitalistes, au nom de la guerre, c'est cela l'union sacrée. C'est ainsi qu'à la veille de la première guerre mondiale on a des socialistes comme Alexandre Millerand, Albert Thomas, Marcel Sembat, mais aussi Jules Guesde qui entrent dans l'appareil d'Etat, pensant pousser le capitalisme dans ses propres retranchements.

Le CME ne peut se mettre en place que par la prise de responsabilité gouvernementale de cadres issus de la gauche. Par le fait de réviser le marxisme tout en gardant leur volonté d'organisation sociale, ils apparaissent comme la courroie de transmission parfaite pour chapeauter l'industrie et les besoins de la guerre tout en garantissant la paix sociale grâce aux mirages de futurs acquis après la guerre.

En 2024, il est évident que la CGT, mais aussi dans la sphère politique des gens comme Manuel Bompard, Jean-Luc Mélenchon, François Ruffin représentent cette tendance en cours de déploiement.

On est donc bien loin de l'aspiration à la paix et au désarmement soit disant prôné par l'organe central de la CGT. Et encore, si peu prôné que le sujet n'était même pas à l'ordre du jour de son 53^e congrès en mars 2023, qui était d'ailleurs concentré sur la « grande mobilisation » pour les retraites.

En réalité, la CGT ne veut pas remettre en cause la puissance française, elle veut des progrès sociaux dans un pays puissant. Et pour obtenir cela, il faut être dans l'union sacrée, il faut être derrière les bellicistes pour que surtout le capitalisme occidental ne s'effondre pas. À ce titre, l'alignement de tous les syndicats à l'élan vers la guerre fait partie intégrante des préparatifs de guerre, pour que rien ne dépasse, que rien ne vienne gripper la machine de guerre. ■

« Parvenir à porter la théorie des deux points et à dépasser la théorie d'un seul point n'est pas simplement une question de méthode, mais de vision du monde. La théorie des deux points appartient à la vision du monde prolétarienne et la théorie d'un seul point appartient à la vision du monde de la bourgeoisie et de toutes les classes exploiteuses.

Sans exception, la pensée des gens vivant une société de classe est marquée par une marque de classe et est invariablement influencée par l'orientation politique de la classe à laquelle ils appartiennent.

Même si des personnes ne relèvent pas des classes exploiteuses, elles sont immanquablement affectées par l'idéalisme et la métaphysique existant universellement dans la société de classe.

C'est pourquoi chaque personne des rangs révolutionnaires doit faire en sorte que soit éliminé de son esprit tout point de vue idéaliste et métaphysique, et doit faire des efforts constants pour remodeler son monde subjectif tout en changeant le monde objectif. Ce n'est qu'ainsi que la théorie des deux points peut être soutenue et la théorie d'un seul point dépassée. »

La théorie des deux points, Chine populaire, 1972

LA FRANCE MANŒVRE POUR METTRE L'ARMÉNIE SOUS SA COUPE AU PROFIT DE L'OCCIDENT

Depuis l'écrasement du Karabagh arménien en septembre 2023, l'Arménie vacille. L'étau qu'exerce l'Azerbaïdjan à son encontre va en se renforçant toujours davantage, avec l'idée d'enfoncer les frontières de l'État arménien pour obtenir un corridor reliant directement l'Azerbaïdjan à la Turquie.

Bakou multiplie ainsi les pressions et les revendications territoriales, relativement limitées, mais formulées de manière constantes et tous azimut : quatre villages dans telle région, telle source d'eau dans telle autre, etc. Saisissant l'opportunité, la France s'est précipitée pour soutenir bruyamment l'Arménie aux abois. En quelques mois, on ne compte plus les allusions et les soutiens de son personnel politique institutionnel, surtout venus de la droite.

Ainsi François-Xavier Bellamy, candidat pour le parti Les Républicains aux élections du Parlement de l'Union européenne, a-t-il par exemple contesté dans le cadre de cette institution la signature d'un accord de grande envergure pour l'importation de gaz naturel d'Azerbaïdjan, négocié par la Commission Européenne, qui engage Bakou à fournir à l'Europe suffisamment de gaz pour permettre la construction d'un nouvel ensemble de gazoducs passant par la Turquie. Cette contestation a pris un aspect orientaliste fondamentalement raciste, en jouant de manière ambiguë sur les termes, parlant de « civilisation partagée » avec l'Arménie et en terminant par dire que « l'Europe n'est pas à Bakou ».

La gauche bourgeoise tient sur le fond le même discours, mais en tentant de contourner la rhétorique orientaliste. Raphaël Glucksmann par exemple, candidat pour le Parti Socialiste au nom de son propre petit parti Place Publique pour les mêmes élections, présente l'Arménie comme ayant choisi la « démocratie », c'est-à-dire de se tourner relativement vers l'Union européenne et l'Occident, tout en l'avertissant de maintenir ce cap au risque de voir l'Occident lâcher l'Arménie. De même, il est reproché à la Commission l'importation de gaz, faisant de la question de l'étranglement de l'Arménie une question de « géopolitique » regardant les intérêts de l'Occident et la manière dont il faudrait les conduire, en diversifiant par exemple les fournisseurs d'énergie, ce qui permettrait à l'UE de « faire pression » ensuite sur l'Azerbaïdjan.

Autant dire que la question centrale ce sont les intérêts de l'Occident en terme d'énergie, et que l'Arménie n'intervient dans cette contingence géopolitique que dans la mesure où elle s'aligne, par « civilisation » ou par politique, à l'Occident.

L'entrée du résistant communiste Missak Manouchian et de son épouse Mélinée au Panthéon à Paris en février 2024 a été aussi l'occasion de déployer une intense propagande romantique en faveur de l'Arménie, telle qu'idéalisée par l'orientalisme bourgeois français.

L'Arménie est sous ce rapport systématiquement présentée comme un État chrétien, avant-garde de la « civilisation » européenne, menacée par la barbarie, notamment l'Islam, que la France aurait le devoir moral et historique de protéger. C'est d'ailleurs au nom de ce romantisme réactionnaire que François-Xavier Bellamy a contesté l'accord avec Bakou ; l'hégémonie de la droite bourgeoise sur ce sujet est complète, et la gauche ralliée au régime ne peut que dire la même chose, en tentant de ne pas dériver vers le « choc des civilisations ».

Il faut bien voir ici que la bourgeoisie française, de droite comme de gauche, est objectivement une ennemie du peuple arménien. La propagande orientaliste et pro-chrétienne de la France n'a que peu de prise sur la population ou même les dirigeants arméniens, mais en revanche il flatte ou fait taire une large partie des Arméniens vivant au sein des masses françaises. Bien peu se dressent pour dénoncer cette épouvantable récupération.

Pourtant, il ne s'agit pas là simplement de discours ou flatterie réactionnaire, ce discours accompagne une active politique de militarisation du régime arménien avec l'objectif de le satelliser au profit de la France, et plus largement de l'OTAN. Depuis 2023 en effet, les États-Unis et la France lancent des exercices militaires, pour le moment de manière limitée, sur le sol arménien. La France comme les États-Unis ont donc déployé des troupes, et proposent désormais à l'État arménien d'encadrer son armée. La France vise ainsi trois domaines d'action précis : le combat débarqué, le combat de montagne et le tir de précision.

Le Ministre français de l'Armée, Sébastien Lecornu, a engagé dans ces domaines un vaste partenariat militaire aboutissant à une vente d'armes présentées comme « défensives », que l'État arménien a dû acheter, notamment en matière de défense aérienne. Cela complète les aides accordés par les États-Unis d'Amérique, qui entretiennent en Arménie leur plus grande ambassade du Caucase, et celles accordées par l'Union européenne, pour un montant cumulé dépassant les 300 millions d'euros. Comme pour les aides françaises, ces aides sont bien sûr orientées en fonction des intérêts occidentaux, afin de vassaliser l'Arménie.

Pour autant, la rhétorique orientaliste française ne prend pas en Arménie, pas même auprès des dirigeants, qui entendent de leur côté multiplier les soutiens internationaux pour éviter l'isolement. D'ailleurs, l'Arménie s'est considérablement rapprochée de la République Islamique d'Iran, qui entend se poser plus directement en protecteur de l'Arménie pour limiter l'expansion azéro-turque : l'Iran a ainsi ouvert un nouveau consulat en Arménie, à Kapan, exactement situé sur la zone revendiquée comme « corridor » par l'Azerbaïdjan.

Dans le même ordre d'idée, l'Iran multiplie les soutiens diplomatiques en faveur de l'Arménie, par exemple, l'institut islamique Ayatollah Marashi Najafi de Qom, le plus grand centre religieux-culturel d'Iran considéré comme la 3e plus grande bibliothèque religieuse islamique du monde, a annoncé qu'il intégrerait désormais à son patrimoine et à ses études la culture arménienne, notamment en étudiant, en traduisant et en publiant les manuscrits arméniens conservés à l'Institut des manuscrits de Yerevan, le fameux Madénadaran.

L'Iran a aussi annoncé qu'il autoriserait sur son territoire le transit entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, afin d'éviter de passer par le territoire arménien, contribuant ainsi à isoler encore davantage l'Arménie et à la satelliser à son profit, tout en tirant partie des échanges commerciaux entre l'Azerbaïdjan et la Turquie.

Quoiqu'il en soit, on est bien loin de l'Arménie, bastion « chrétien » et occidental contre l'islamisme.

Mais de fait, personne ne peut croire sérieusement que la France défendra l'Arménie. Il suffit de regarder : le Sénat a reconnu, en novembre 2020, l'existence de la chimérique « République d'Artsakh » auto-proclamée par les Arméniens du Karabagh, c'est-à-dire... au moment même où l'Azerbaïdjan envahissait victorieusement le Karabagh, sans pour autant plus en parler depuis que l'Azerbaïdjan l'a anéantie. La France ne s'intéresse jamais non plus, et les nationalistes arméniens sont à jeter dans le même sac, aux Arméniens d'Azerbaïdjan liquidés par Bakou, de l'héritage culturel de la nation arménienne en Azerbaïdjan, que le régime de Bakou cherche à effacer totalement.

Pour la France, l'Arménie c'est d'abord un mythe orientaliste qui flatte son imaginaire nationaliste catholique. Pour la France, l'Arménie c'est un débouché pour son industrie militaire. Pour la France, l'Arménie c'est aussi l'occasion de renforcer sa pression sur la Turquie comme concurrent dans le repartage du monde, en cherchant à aligner l'Arménie avec la Grèce. Pour la France, l'Arménie, c'est un pion dont le sang peut couler, car son sacrifice christique est la vocation même de l'Arménie l'imaginaire orientaliste fou furieux.

Pour la France, l'Arménie, ce ne sont pas les Arméniens du Karabagh qu'elle a abandonné à leur sort, ce n'est pas l'héritage arménien de l'Azerbaïdjan dont elle ne parle jamais, ce n'est pas la nécessité pour l'Azerbaïdjan de reconnaître et d'intégrer les Arméniens à sa vie nationale. La France bourgeoise ne parle ni culture commune, ni démocratie. Elle parle croisade et business militaire.

Et les armes françaises ne défendront pas le peuple arménien en cas de guerre contre l'Azerbaïdjan, pas plus que les troupes françaises ne le pourraient, en imaginant même que la France y songerait sérieusement. La France ne soutient pas l'Arménie, elle soutient la guerre ; elle ne s'oppose pas au racisme exterminateur de Bakou, elle entend armer les Arméniens pour son compte, en tirant le moment venu ce qu'il y aura à tirer de l'anéantissement des Arméniens, pour lesquels la droite enflammera ses discours pour anesthésier les masses françaises, y compris les Arméniens, dans le bellicisme et la flatterie chauvine au service de ses appétits impérialistes décadents.

À la guerre face aux nationalistes turcs, seule la guerre populaire sauvera l'Arménie, car la guerre populaire ne cède rien et lève le drapeau rouge de la démocratie populaire afin de mettre en flammes les régimes nationalistes turcs dans les flammes du soulèvement populaire des masses d'Azerbaïdjan, seules à même de renverser la dictature d'Aliiev à Bakou et de saisir fraternellement la main des Arméniens pour bâtir une démocratie populaire commune.

Seule la démocratie populaire sauvera le peuple arménien. Seule la démocratie populaire permettra le retour des Arméniens au Karabagh, mais aussi au Nakhitchevan, à Gendje, à Bakou, à Soumgait, partout où ils voudront vivre en paix avec les Turcs. Seule la démocratie populaire permettra aux Turcs et à tous les peuples du Caucase de vivre les uns avec les autres, et alors on dansera en turc à l'opéra de Yerevan et l'on chantera en arménien sur les plages de la Caspienne, et Turcs et Arméniens rivaliseront ensemble de poèmes sur la colline de Chouchi, d'où les montagnes du Karabagh s'étalent sans fin à l'horizon, telles les vague d'un idéal commun.

Il faut s'opposer à l'orientalisme français et aux manœuvres impérialistes de l'armée française et de l'État français en Arménie : défaite pour la France bourgeoise, défaite pour l'Occident. Il faut affronter la bourgeoisie de notre pays, levons le Drapeau Rouge en France ! ■

La parution du troisième numéro de Crise – le second du mois de juin 2020 – se produit alors qu'à tous les niveaux, le déclenchement de la seconde crise générale du capitalisme se confirme.

Tous les indicateurs passent au rouge ou sont en train d'y passer, à part dans une poignée de pays formant des îlots de stabilité dans un monde tempétueux. **La conflictualité militaire inter-impérialiste connaît une incroyable intensification, la guerre se posant à l'horizon de manière pratiquement ouverte, revendiquée.**

Les économistes bourgeois ne parviennent pas à trouver la moindre perspective à laquelle se fier. Les États capitalistes s'endettent pour chercher à colmater les brèches, mais ils n'ont évidemment pas l'aperçu nécessaire : ils ne font que repousser les échéances, en empirant la situation, voire en mettant de l'huile sur le feu de la crise.

Crise – juin 2020